

وفاسلاف
Wafasalaf
ديمامعك



UN ENGAGEMENT CONTINU POUR LE MIEUX-VIVRE DE NOS CLIENTS

RAPPORT
FINANCIER
ANNUEL
2023



01

Présentation de Wafasalaf

Mot du Président du Directoire	06
Wafasalaf, leader du crédit à la consommation au Maroc	08
Un large éventail de produits et de services	10
Des solutions à forte valeur ajoutée	12
Plus de 35 ans de contribution au développement économique national	14
Un adossement à deux références mondiales des services financiers	16
Un modèle économique résilient et créateur d'impact	18
Une gouvernance adaptée aux enjeux de développement	20
Une équipe dirigeante engagée pour la réalisation des orientations stratégiques	21
Une approche proactive de la gestion des risques	22

02

Rapport d'activité

Contexte économique et environnement sectoriel en 2023	26
Renforcement des parts de marché & résilience de la performance opérationnelle	27
La transformation digitale au cœur de la stratégie de Wafasalaf	28
Consécration de l'orientation client de Wafasalaf	30

03

Rapport ESG

Méthodologie et périmètre du rapport ESG	35
Un acteur économique responsable et une intégration complète des enjeux de durabilité	36
Wafasalaf & ses collabor'acteurs	38
Une culture d'entreprise favorable à la diversité & à l'inclusion	
Un dialogue constructif et permanent pour un climat social harmonieux	
Un programme de formation personnalisé pour les collaborateurs	
Wafasalaf & son impact sur l'environnement	44
Wafasalaf & son impact sur la société	46
Une gouvernance basée sur la transparence, l'éthique et la responsabilité	48

04

Comptes annuels & rapports

Rapport de gestion	72
Notes aux comptes consolidés	84
Comptes consolidés	92
Dispositif de la gestion globale des Risques	106
Comptes sociaux	110
Rapports des commissaires aux comptes	138



> 01

Présentation de Wafasalaf

Mot du Président du Directoire



“
Reconnue comme l'un des atouts majeurs de l'identité de Wafasalaf, la signature « Dima Maak » est un état d'esprit dans lequel se reconnaissent l'ensemble des collabor'acteurs. Trait distinctif de l'entreprise, « Dima Maak » constitue l'essence d'un engagement, d'une promesse et d'une ligne de conduite.”

M. Driss FEDOUL
Président du Directoire

Au sein de Wafasalaf, notre trajectoire depuis 1986 témoigne d'une ambition inébranlable : accompagner les foyers marocains dans l'aboutissement de leurs projets de vie. Cette mission, ancrée dans notre ADN et soutenue par notre signature de marque "Dima Maak", a été portée par une innovation constante et un élargissement réfléchi de nos solutions de financement.. Fière de son affiliation à Attijariwafa Bank et à Crédit Agricole Consumer Finance, Wafasalaf a renforcé son expertise et diversifié son portefeuille d'activités, renforçant ainsi sa position de leader du crédit à la consommation au Maroc.

L'année 2023 a été un témoignage éloquent de notre résilience et de notre capacité d'adaptation dans un contexte économique global en regain de croissance, malgré l'inflation. Notre réponse à cette dynamique ? Une croissance solide de notre production nette, notamment dans le financement automobile, où nous avons notablement accru notre part de marché. Cette expansion est également le résultat de la consolidation de notre expertise dans l'accompagnement de nos partenaires pour la gestion de leurs comptes. De nouvelles institutions ont confiance à Wafasalaf pour les accompagner dans le développement de leurs activités à travers le financement, notamment au niveau de la distribution automobile.

Même face aux défis, nous avons su préserver notre leadership dans les prêts personnels, preuve de la pertinence de nos offres et de notre proximité avec nos clients. Une proximité que nous confirmons cette année par le lancement de nouveaux produits qui répondent aux nouvelles tendances d'achat et d'équipement des familles marocaines. La pertinence de cette démarche a été reconnue à plus d'un titre durant cette année, par des distinctions honorifiques qui reflètent notre excellence dans la relation client. Le prix "Elu service client de l'année" et la place éminente dans le classement "Love Brand" ne sont pas de simples récompenses ; ils incarnent l'esprit "Dima Maak", notre promesse d'être toujours à l'écoute et au service de nos clients.

Nous continuons d'aborder notre transformation avec la conviction que le digital est une pierre angulaire de la performance opérationnelle et de l'efficacité commerciale. L'année écoulée a vu des avancées significatives dans ce domaine, avec notamment l'implémentation réussie de parcours clients entièrement numériques et une gestion plus écoresponsable de nos processus internes. Le comité stratégie digitale, instauré cette année, veille à ce que nos investissements en transformation digitale soient aussi stratégiques qu'efficaces, garantissant ainsi un développement pérenne pour Wafasalaf. Nos progrès en matière de digitalisation nous ont également permis d'élargir notre offre avec des solutions de gestion

“

« Dima Maak » reste notre boussole, guidant nos actions et nos ambitions vers une proximité client toujours plus grande, une responsabilité sociale profondément ancrée et une innovation constante qui anticipe les besoins de demain.”

innovantes et à haute valeur ajoutée pour le compte de tiers partenaires. Cette approche renforce nos collaborations et illustre notre capacité à répondre de manière efficace aux exigences complexes de nos partenaires, consolidant ainsi notre positionnement stratégique sur le marché.

Dans un contexte complexe, où les risques se multiplient, nous continuons de nous appuyer sur notre dispositif de gestion des risques, éprouvé et dynamique, qui constitue un rempart essentiel pour la stabilité et la croissance soutenue de notre entreprise. Chez Wafasalaf, cette rigueur dans la gestion des risques se traduit par une surveillance continue et une adaptation agile aux évolutions du marché. Nous privilégions une stratégie proactive, où les mesures préventives et les politiques rigoureuses se conjuguent pour minimiser l'impact potentiel des incertitudes économiques et financières sur notre activité.

Pour l'avenir, notre stratégie se déploie dans une démarche intégrée, où les axes se renforcent mutuellement pour construire une entreprise agile et proche de ses clients. L'accélération de la croissance de nos activités et le développement de nouvelles initiatives vont de pair avec notre volonté d'améliorer constamment la valeur que nous apportons à nos clients. Pour cela, le digital est au cœur de notre transformation, il ne se contente pas d'enrichir l'expérience client, mais devient un véritable catalyseur de notre évolution, réinventant la manière dont nous interagissons avec eux et améliorant nos processus internes pour plus d'efficacité et de réactivité. Cet esprit d'innovation et d'excellence naît du talent et de l'engagement de nos Collabor'acteurs, pour lesquels nous sommes engagés à cultiver un environnement qui favorise le développement des compétences et l'épanouissement personnel.

Wafasalaf, leader du crédit à la consommation au Maroc

Wafasalaf est depuis 38 ans, le leader historique du secteur du crédit à la consommation au Maroc et premier organisme financier à avoir reçu le label RSE en 2014.

En tant qu'entreprise responsable, elle s'engage à innover continuellement pour accompagner ses clients à chaque étape de leur vie, à travers une gamme étendue de solutions et services.

En tant que contributeur économique et social majeur, elle œuvre activement pour le mieux vivre des ménages à travers le financement de leurs projets et la préservation de leurs capacités financières.

Filiale du groupe Attijariwafa bank et de Crédit Agricole Consumer Finance, Wafasalaf tire parti de cette affiliation qui lui permet d'asseoir son expertise, d'élargir son portefeuille d'activité et de développer des synergies à forte valeur ajoutée.

Au fil des années, Wafasalaf s'est imposée comme leader du crédit à la consommation, au Maroc, aussi bien en termes de production que d'encours.



Wafasalaf en chiffres

Notre réseau



Agences en propre

43

Points de vente partenaires

1 500

Notre capital humain



Collabor'acteurs

1087

Parité hommes/femmes

52%

Part des collaborateurs ayant bénéficié d'une formation en 2023

96%

Jours dédiés à la formation par collaborateurs

3,4

Nos chiffres clés



Ménages servis

1,5 millions

Résultat Net IFRS

307 MMAD

Production nette portée

6 437 MMAD

Production gérée

6 079 MMAD

Encours portés bruts

16 726 MMAD

PNB IFRS

1 217 MMAD

Un large éventail de produits et services

Wafasalaf a développé au fil des années un modèle d'affaires diversifié et orienté vers des solutions de financement innovantes ainsi que des services de gestion pour le compte de tiers partenaires.

En 2010, Wafasalaf a étoffé son activité en créant sa première filiale « **Themis Courtage** », spécialisée dans l'intermédiation et la gestion de l'ensemble des produits d'assurance essentiels à son activité.

Par ailleurs, Wafasalaf est implantée dans plusieurs villes à travers le royaume par le biais de son réseau d'agences détenues en propre (**43 agences**) de ses partenaires (**671 Intermédiaires actifs**) et ses partenaires prescripteurs (**1 500 points de vente partenaires**).

Wafasalaf propose à ses clients des produits de financement dits classiques et d'autres alternatifs. En effet, depuis l'intégration de la notion de banques participatives par la loi bancaire du 24 décembre 2014, Wafasalaf propose des financements participatifs conformément à l'agrément qu'elle détient et aux dispositions des textes législatifs et réglementaires régissant son activité.



Financement des véhicules

- **Crédits auto** destinés à financer l'achat des véhicules neufs d'une valeur maximale de 600 000 dirhams.
- **Location avec Option d'Achat** offre de financement permettant l'utilisation d'un véhicule moyennant le paiement d'un loyer fixe à Wafasalaf, avec la possibilité d'acheter ledit véhicule à la fin du contrat en réglant la valeur résiduelle préétablie.
- **Salaf Auto Occasion** destiné à couvrir jusqu'à 100% des frais d'acquisition d'un véhicule d'occasion.

Équipements domestiques

- **Crédits** destinés à financer l'acquisition des équipements, des appareils électroménagers auprès des enseignes partenaires



Prêts personnels

- **Crédits personnels** conçus pour financer les divers besoins personnels. Ils sont accessibles aux fonctionnaires, aux salariés du secteur privé, et aux retraités du secteur privé et public, ainsi qu'aux professions libérales et aux commerçants

Crédits renouvelables ou revolving

- **Solution de financement** permettant de couvrir les dépenses imprévues grâce à des facilités de caisse accessibles à tout moment via les cartes guichet.



Des solutions à forte valeur ajoutée



تأمين الوفاء
Wafa Assurance

Wafa Assurance

Recouvrement des primes d'assurances impayées;
Recouvrement des chèques et effets impayés;
Localisation de patrimoine et cadrage de débiteurs

Attijariwafa Bank

Gestion pour le compte d'Attijariwafa bank, des produits «Crédit Express», «Izdihar» et «Mizane». Recouvrement des créances et des créances en souffrance



التجاري وفا بنك
Attijariwafa bank



التجاري للتسديد
Attijari Titrization

Attijari Titrization

Recouvrement des créances cédées pour le compte du compartiment (fonds de titrisation Salaf Invest par Wafasalaf pour le compte d'Attijari titrisation).

Wafabail

Recouvrement des créances en souffrance.



وفا باي
Wafabail



Bank Assafa

Gestion du produit « Mourabaha » par Wafasalaf pour le compte de la banque participative

Crédit du Maroc, Mobilize Financial Services, Crédit Agricole du Maroc

Couverture totale de la chaîne de crédit (Montage, Autorisation, SAV et Recouvrement).



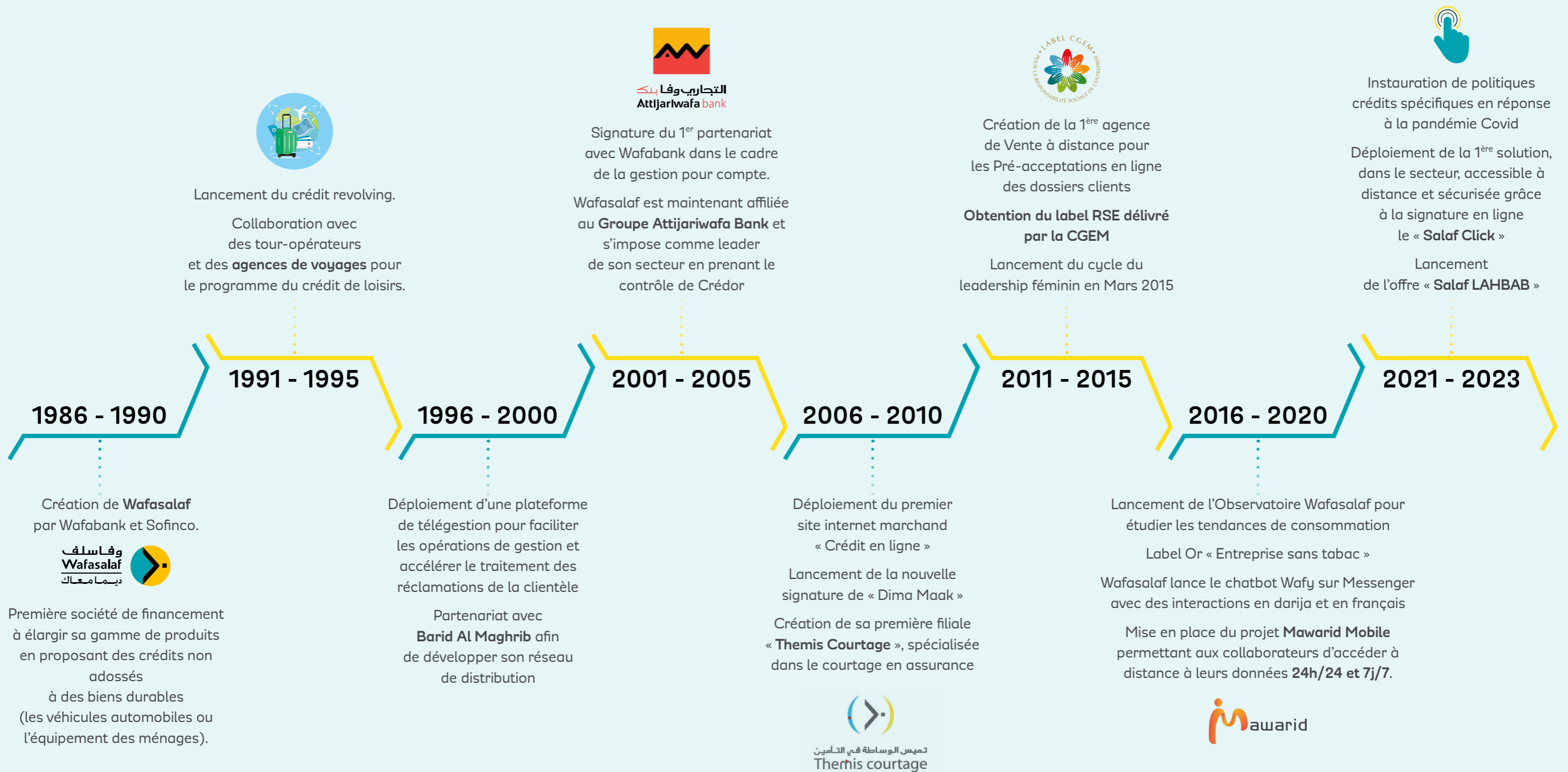
مصرف المغرب
CRÉDIT DU MAROC

MOBILIZE
FINANCIAL SERVICES



CRÉDIT AGRICOLE

Plus de 35 ans de contribution au développement économique national



Un adossement à deux références mondiales des services financiers

Wafasalaf assoit son positionnement de leader sur le marché national du crédit à la consommation notamment par son affiliation à ses deux actionnaires historiques de référence, à savoir Attijariwafa Bank et Crédit Agricole Consumer Finance qui détiennent respectivement 51% et 49% du capital social de Wafasalaf. Cette appartenance a permis à Wafasalaf de diversifier ses offres et d'élargir son réseau de distribution.



■ **Attijariwafa Bank.** Premier groupe bancaire et financier au Maghreb et acteur de premier plan au service de la bancarisation en Afrique, avec 5 900 agences dans 26 pays.

10,8 millions
de clients*

20 590
collaborateurs*

26,3 Md MAD
de produit net bancaire*

26 pays
de présence*

■ **Crédit Agricole Consumer Finance.** Leader européen du crédit à la consommation, il est présent dans 22 pays à travers ses filiales et adossé au Groupe Crédit Agricole, 10^{ème} banque mondiale.

16,7 millions
de clients*

+10 000
collaborateurs*

2,1 Md EURO
de produit net bancaire*

22 pays
de présence*

(*) Chiffres au 31 décembre 2023 Source : Sites web de Attijariwafa Bank et de Crédit Agricole Consumer Finance



Un modèle économique résilient et créateur d'impact

Wafasalaf a bâti un modèle économique qui allie viabilité financière et responsabilité envers les parties prenantes et qui s'appuie sur une stratégie axée sur des solutions de financement adaptées et une gestion rigoureuse des risques. La relation de confiance avec ses clients et ses partenaires est renforcée par des pratiques éthiques et une communication transparente favorisant une compréhension et une gestion fluide de ses engagements. La digitalisation des process entamée par Wafasalaf depuis plusieurs années et la refonte de l'expérience client constituent également des axes stratégiques majeurs pour un développement durable et responsable.

NOTRE IMPACT ET NOTRE VALEUR CRÉÉE

NOS ENGAGEMENTS

NOS VALEURS

NOS MÉTIERS

La vente de solutions de financement et la gestion pour le compte de tiers partenaires.

NOTRE FILIALE

Themis courtage pour l'intermédiation et la gestion de la totalité des produits d'assurances essentiels à l'activité de Wafasalaf.

NOS CLIENTS

Les particuliers, les professionnels, les banques et autres sociétés de services sous marque blanche.

NOS CANAUX DE DISTRIBUTION

Le réseau d'agences propres et partenaires sur les marchés directs et les marchés prescripteurs (auto, équipement de la maison, intermédiaires agréés...).

NOS INTERACTIONS CLIENTS

Agences, Centre de Relation Client, SAV, programme de fidélité, programme relationnel et support technique.

NOS RESSOURCES CLÉS

L'actionnariat, les ressources financières, les ressources humaines, les ressources technologiques (plateformes, site marchand...), le réseau de distribution et nos partenaires.



ENGAGEMENT



ESPRIT D'ÉQUIPE



INNOVATION



PROXIMITÉ



FUN VALUE



AUPRÈS DES COLLABORATEURS

- Assurer à nos collaborateurs un cadre de travail agréable et sécurisé, tout en encourageant leur développement professionnel à travers la formation et l'amélioration de leurs compétences
- Favoriser la parité entre les hommes et les femmes



AUPRÈS DES CLIENTS

- Maintenir la fidélité de nos clients et renforcer leur confiance à travers : la réactivité, la transparence, le conseil, la qualité de service et le SAV



AUPRÈS DES FOURNISSEURS

- Favoriser les partenariats avec les fournisseurs engagés socialement pour établir des relations contractuelles durables



AUPRÈS DES COMMUNAUTÉS

- Renforcer notre engagement envers l'enseignement à travers la collaboration avec les acteurs associatifs et promouvoir notre politique de recrutement des jeunes diplômés
- Inciter les collaborateurs à participer activement aux programmes de bénévolat en y allouant des heures de leur temps de travail

NOS AXES STRATÉGIQUES DE DÉVELOPPEMENT

Accélérer le rythme de croissance des activités portées et gérées

Développer les compétences du capital humain et pérenniser un process d'innovation productif

Faire du digital un levier d'amélioration de la valeur et de l'expérience client

Diversifier les activités et conquérir de nouvelles cibles, régions et produits



POUR NOS CLIENTS

Un indice recommandation client (IRC) record avec une note de **8/10**

Accompagnement des clients en difficulté



POUR NOS COLLABORATEURS

Locaux aménagés pour accueillir les personnes à mobilité réduite

3,4 jours de formation par collaborateurs

24% des contrats CDD convertis en CDI

96% des collaborateurs ayant suivi une formation

52% parité femme/homme

49% femmes parmi les cadres et les directeurs



POUR NOS PARTENAIRES

Plateforme digitale pour la SAV et le scoring.



POUR NOTRE ÉCOSYSTÈME

8 fournisseurs de type StartUp



POUR LA COMMUNAUTÉ

413 jours de bénévolat

380 jeunes formés à la culture entrepreneuriale

Partenaire de mentorat avec Injaz Al Maghrib

Animation du label définitif «Entreprise Sans Tabac»



POUR L'ENVIRONNEMENT

Réduction de **-8%** des émissions de gaz à effet de serre depuis 2019

90% de déchets recyclés en 2023

Augmentation de **40%** du financement de véhicules verts en 2023

Promotion de produits financiers verts

Siège social équipé en panneaux solaires



POUR NOS ACTIONNAIRES

223 MDH de dividende

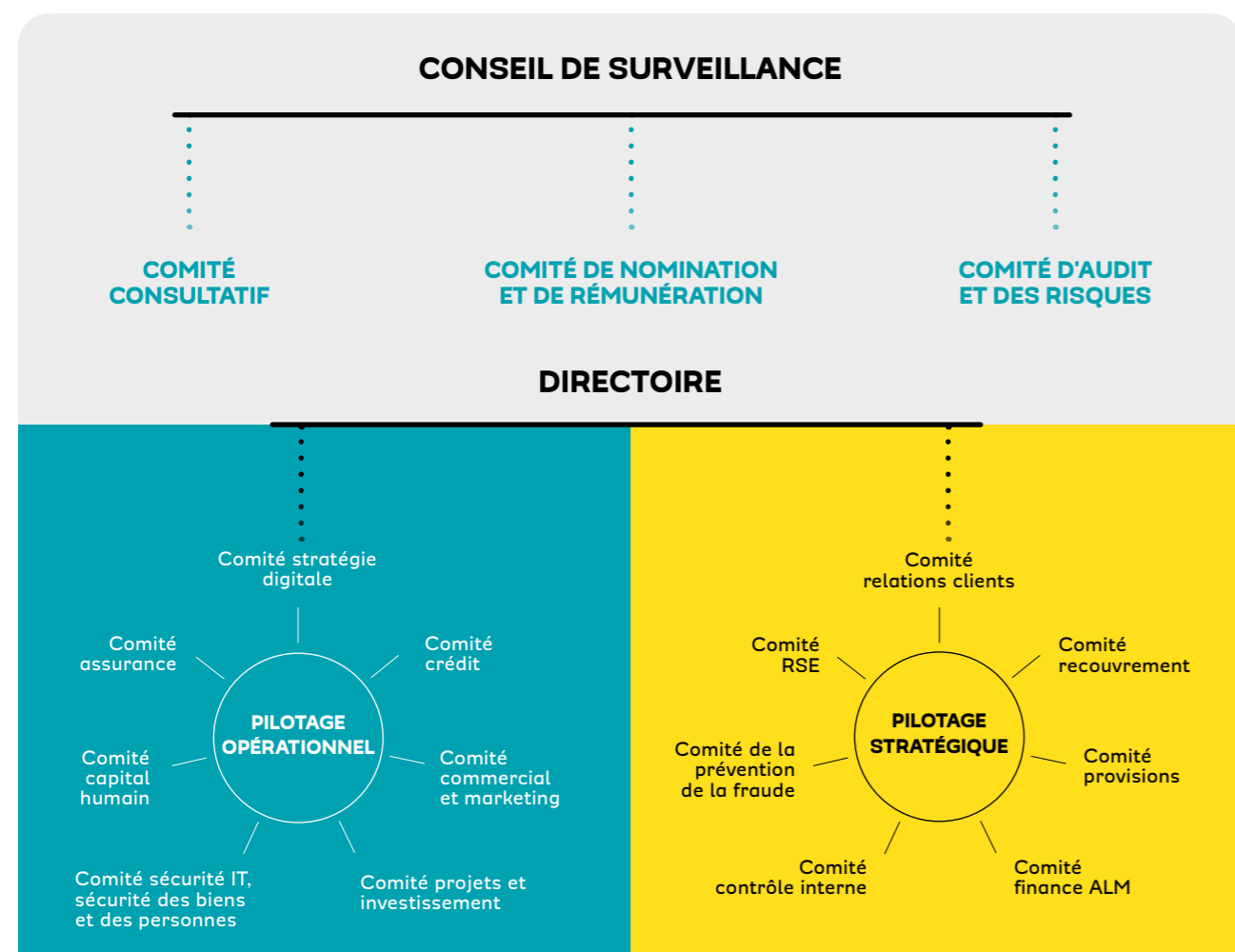
Une gouvernance adaptée aux enjeux de développement

Wafasalaf est un établissement de crédit, dont la gestion est assurée conjointement par un Directoire et un Conseil de Surveillance. Le Conseil de Surveillance établit les principaux objectifs stratégiques et évalue les performances. Trois comités accompagnent le Conseil de Surveillance dans la réalisation de ses missions : le Comité Consultatif, le Comité de Gouvernance, de Nominations et de Rémunérations des Dirigeants ainsi que le Comité d'Audit et des Risques. Ce mode de gouvernance favorise l'agilité et la collégialité dans la prise de décisions et la gestion des projets, mais également une gestion efficace des risques. Il assure également un suivi régulier des priorités stratégiques et une protection des intérêts des actionnaires.

Le Directoire a pour responsabilité de concrétiser les orientations stratégiques et de garantir leur exécution au niveau des différentes activités de Wafasalaf.

Par ailleurs, Wafasalaf a mis en place des comités spécialisés afin de suivre son bon fonctionnement et

tout mettre en œuvre pour atteindre ses objectifs et assurer sa croissance. Les missions de ces comités sont doubles à savoir le pilotage stratégique et le pilotage opérationnel.



Une équipe dirigeante engagée pour la réalisation des orientations stratégiques

Pour garantir la mise en œuvre efficace de ses stratégies, Wafasalaf a structuré son organisation autour de trois niveaux de responsabilité : le Directoire, qui gère les opérations quotidiennes et élabore les initiatives stratégiques, le Comité Exécutif qui surveille leur déploiement et évalue la performance opérationnelle et le Comité des Directeurs responsable de la gestion opérationnelle des différentes branches d'activité de Wafasalaf.

Le directoire au 31/12/2023



M. Driss FEDOUL
Président du Directoire



Mme. Meryem ABASSI
Secrétaire Général



Mme. Touria ABDOU IKHIAR
Directeur Pôle Recouvrement et Flux



M. Régis LEFEVRE
Directeur Pôle Finance



M. Anass SQALLI
Directeur Pôle Commerce et Marketing

Une approche proactive de la gestion des risques

Wafasalaf privilégie une approche proactive dans la gestion des risques, à travers une politique rigoureuse et des mesures préventives appliquées pour minimiser l'impact des différents risques sur sa performance. Conforme aux réglementations et aux standards en vigueur, cette gestion est du ressort de la Direction Contrôle du Risque et de la Conformité, qui en assure la mise en œuvre efficace au niveau des 3 catégories des risques.



Risque de crédit & de contrepartie

Wafasalaf dispose d'un système décisionnel analytique complet en matière d'évaluation des risques de crédit comprenant la grille de score par produit, l'interprétation de ratios de solvabilité et score crédit bureau, l'historique de paiement et la règle d'acceptation spécifique pour chaque type de clientèle et produit. Diverses instances de gouvernance sont mises en place pour piloter le risque crédit et élaborer de nouvelles stratégies de gestion des risques.



Risque financier

Risque de taux d'intérêt

Un suivi trimestriel de ce risque a été instauré au niveau d'un comité dédié, avec la mise en place d'un dispositif approprié. Ce dispositif comprend l'évaluation de l'impact d'une variation défavorable des taux d'intérêt sur la situation financière, l'analyse de la structure de refinancement de Wafasalaf, l'examen du risque de taux d'intérêt potentiel, ainsi que la considération de scénarios de crise et le suivi assidu du ratio de couverture.

Risque de liquidité « Gestion Actif/Passif »

Pour la gestion de ce risque, Wafasalaf s'appuie sur une équipe d'experts d'Attijariwafa Bank et du Crédit Agricole Consumer Finance qui collaborent pour surveiller régulièrement le risque de manière trimestrielle. Le dispositif en place inclut le suivi des besoins de refinancement basé sur les projections des encours et de la production, le suivi de la situation mensuelle des refinancements et des flux de trésorerie, l'analyse des gaps de liquidité par maturité, ainsi que la vérification périodique du respect des ratios réglementaires de liquidité.



Risque opérationnel & plan de continuité d'activité

Risque opérationnel

Pour faire face à ce risque, diverses mesures ont été déployées incluant l'identification des risques opérationnels affectant les activités, la gestion du dispositif de collecte des incidents, l'actualisation de la cartographie des risques et le renforcement ou l'implémentation de contrôles pour une couverture accrue des zones à risque récemment détectées. Les risques opérationnels sont évalués trimestriellement et présentés au comité d'audit et de gestion des risques, qui détermine les actions correctives et les stratégies de contrôle des risques à adopter.

Plan de continuité d'activité PCA

Des initiatives clés ont été établies récemment, comprenant un plan de continuité opérationnelle et un plan de secours informatique, pour renforcer la sécurité des systèmes d'information. Ces plans font l'objet d'évaluations périodiques et sont soutenus par des plans d'action détaillés. Une charte de sécurité a été instaurée pour sensibiliser et former le personnel aux pratiques sécuritaires, en parallèle d'un système de vérification continue des accès et des habilitations. L'objectif est de s'assurer de l'adéquation des autorisations attribuées et d'instaurer des politiques robustes pour la gestion des accès et des mots de passe. Des audits externes sont régulièrement menés par des cabinets spécialisés pour une évaluation approfondie des risques liés à la sécurité du système d'information.

Dispositif d'appétence et stratégie risques

Ce dispositif est réévalué chaque année et approuvé par le comité d'audit et des risques. Il est basé sur les risques associés à l'aspect financier, risque de crédit, risque SSI, risque opérationnel et risque de non-conformité. Ce dispositif est évalué mensuellement afin de garantir le respect des limites établies pour chaque métier. Tout dépassement de limite est signalé aux lignes risques actionnaires pour élaborer un plan d'action en collaboration avec le métier à l'origine du dépassement.

Risque de non-conformité

Le risque de non-conformité est le risque associé au non-respect des lois, des réglementations, des codes de bonne conduite et des normes de bonnes pratiques applicables.



> 022

Rapport d'activité

Contexte économique et environnement sectoriel en 2023

En 2023, l'économie nationale a connu une reprise progressive, impulsée par la croissance du secteur agricole. Cette évolution, avec un taux de croissance de **2,9%**, témoigne d'une dynamique positive marquée par une augmentation de la demande intérieure. La production céréalière, en particulier, a enregistré une hausse significative, contribuant ainsi à dynamiser l'économie locale. Toutefois, l'économie a fait face à un taux d'inflation conséquent de **6,9%**. Dans cet environnement économique, les établissements de crédit à la consommation ont vu les montants des crédits accordés progresser de **10%**

par rapport à décembre 2022, atteignant un total de **22,7 Md DH**. Wafasalaf, acteur majeur du secteur, a capitalisé sur cette tendance, avec une croissance de sa production nette portée de **12%** par rapport à l'année précédente, s'élevant à **6 437 MDH**. Cette performance est principalement due à la forte demande en financements automobiles avec une croissance de **35%** en 2023 soit une production de **3 153 MDH**. Les prêts non affectés ont vu leur volume légèrement baisser, avec une production de **2 718 MDH** en 2023 soit **-3%** par rapport à l'année 2023.

2023 en chiffres

Croissance économique



2,9%

vs. 1,3% en 2022

Production de crédits à la consommation



22,7 Md MAD

vs. 15 Md MAD en 2022

Croissance des crédits automobiles



+35%

par rapport à 2022

Source : HCP budget économique prévisionnel 2024 (janvier 2024) / statistiques APSF

Renforcement des parts de marché & résilience de la performance opérationnelle

En 2023, Wafasalaf a démontré une dynamique financière robuste, soutenue par un pilotage efficace de l'activité et une diversification de l'offre de prêts. Cette croissance est également attribuable à une forte demande dans les segments des prêts personnels et des financements automobiles.

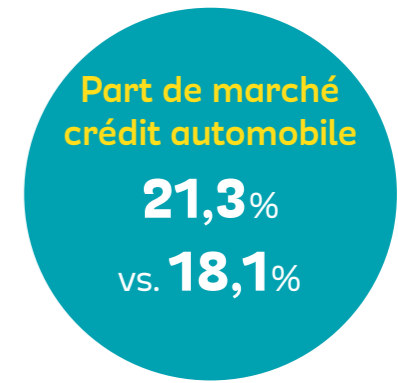
Une performance commerciale soutenue dans un contexte sectoriel complexe

La performance de Wafasalaf en 2023 a été marquée par une croissance significative de sa production globale, principalement due au financement automobile qui a connu une augmentation exceptionnelle. En effet, Wafasalaf s'est distinguée sur ce marché par une amélioration notable de sa part de marché, passant de **18,1%** en 2022 à **21,3%** en 2023, grâce notamment à la conclusion de nouveaux partenariats stratégiques et par la reprise de l'activité sur le marché de la location d'automobile.

Concernant les prêts non affectés, Wafasalaf a conservé sa position de leader sur ce segment avec une part de marché robuste de **38%**, bien que la production ait enregistré un léger recul par rapport à 2022.

Résilience des indicateurs des comptes sociaux opérationnels en 2023

L'encours brut s'est élevé à **16 726 M MAD**, en hausse de **6,91%** par rapport à 2022, soulignant le développement commercial soutenu. Cependant, dans un environnement économique caractérisé par des tensions fortes sur les taux de refinancement, le produit net bancaire a légèrement progressé (**+0,93%** par rapport à 2022). Les charges générales d'exploitation ont connu une augmentation maîtrisée de **3,4%**, influencée par une augmentation des charges de personnel et des charges externes.

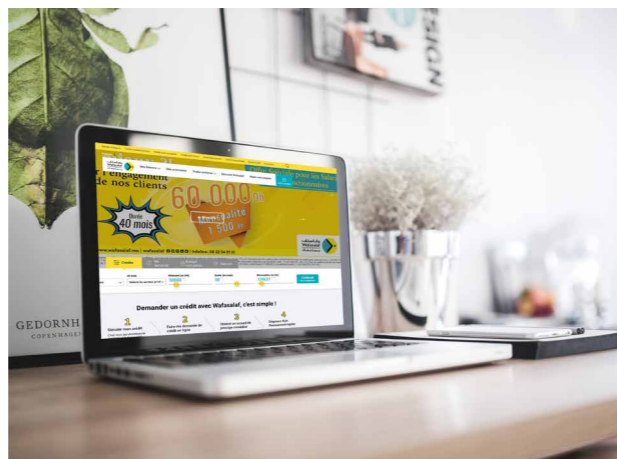


Le résultat Brut d'Exploitation a subi une légère baisse de **-0,4%**, principalement due à l'augmentation des charges d'exploitation. Les dotations nettes aux provisions pour risque ont connu une évolution de **7%**.

Le résultat net a affiché une baisse de **21%**, en raison de l'effet de base exceptionnel en 2022 lié au coût du risque et du don séisme. Cette baisse souligne l'importance pour Wafasalaf de continuer à évaluer et à ajuster ses stratégies de risque et de coût pour maintenir et améliorer sa rentabilité dans les années à venir.

La transformation digitale au cœur de la stratégie de Wafasalaf

Pour Wafasalaf, l'intégration de la transformation digitale en tant que pivot central de la stratégie d'entreprise est une réponse proactive aux enjeux contemporains d'efficacité, de compétitivité et de durabilité. Reconnaisant l'impact crucial des technologies de l'information, Wafasalaf s'est engagée dans un processus d'innovation pour optimiser ses opérations et affiner l'excellence de son service client.



En 2023, l'initiative phare de digitalisation des process liés à l'offre « **équipement des ménages** » a été lancée dans 21 points pilotes pour une expérience client intégralement numérique, en ligne avec l'ambition de fournir un parcours utilisateur continue, fluide et sans papier. Parallèlement, la numérisation des processus a joué un rôle clé dans la réduction de l'empreinte papier, en adoptant le portail Mawarid pour une gestion plus verte et plus agile des tâches administratives et RH.

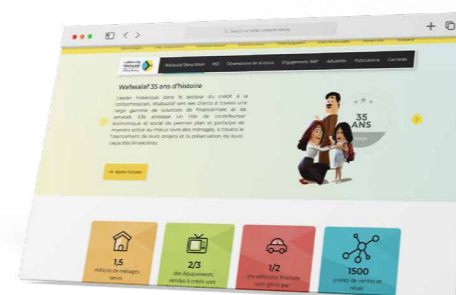
Tout en étant une force, la digitalisation comporte aussi des risques. Pour les anticiper, Wafasalaf a développé une méthode d'analyse des risques permettant d'évaluer avec précision les vulnérabilités techniques et réglementaires.

Pour suivre et mesurer l'impact de sa transformation digitale, Wafasalaf a mis en place un comité stratégie digitale. En supervisant le déploiement stratégique et en prenant des décisions éclairées sur les projets essentiels, ce comité garantit un investissement judicieux pour un avenir digital robuste et performant.



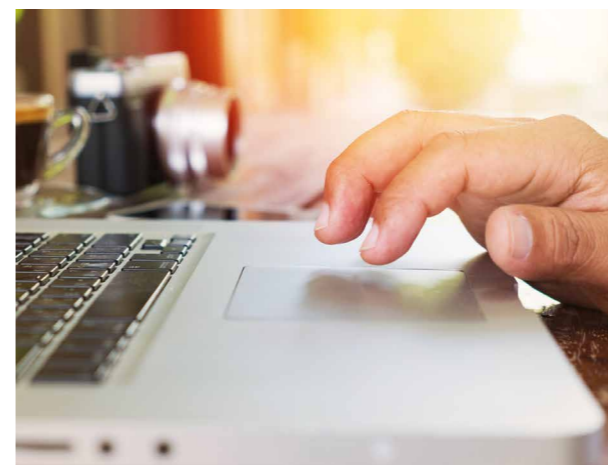
Avancées de la transformation digitale chez Wafasalaf depuis 2018

Depuis 2018, Wafasalaf a franchi des étapes significatives dans sa transformation digitale, en mettant l'innovation technologique au service de l'expérience client.



2019 : Refonte numérique et Expansion digitale

En 2019, Wafasalaf a franchi un cap avec le lancement d'un site internet entièrement renouvelé et une restructuration complète des plateformes de vente à distance. Cette initiative a largement contribué à l'expansion du canal digital, renforçant la présence en ligne et améliorant l'accessibilité des services pour les clients.



Tous les services **WAFASALAF,** كل خدمات وفاسلاف بين يدك وغير بكليك !
en 1 seul clic !

درجة
AUTONOMIE

بدون تنقل
SANS AUCUN DÉPLACEMENT

شفافية
TRANSPARENCE

إرشاد
CONSEIL

www.wafasalaf.ma

2020 : Pionnier de la solution de crédit en ligne

En 2020, Wafasalaf a affirmé son rôle de précurseur dans le marché du crédit à la consommation avec le développement d'une solution de crédit entièrement en ligne, sécurisée par la signature électronique. Cela a non seulement simplifié le processus d'accès au crédit, mais a également renforcé la confiance de nos clients dans l'utilisation des services numériques. En parallèle, Wafasalaf a introduit le paiement des créances via une application digitale innovante, accessible directement sur notre site web.

Offre spéciale pour les Salariés et les Fonctionnaires !

CODE 50/50 fifty fifty

50 000 DH/50 mois

1 170 DH

www.wafasalaf.ma | wafasalaf

Infoline: 05 22 54 51 51

*Offre prêt personnel (hors rachat de crédits). Valable jusqu'au 31 mai 2024, soumise à conditions, sous réserve d'acceptation du dossier, selon les règles prudentielles en vigueur.
Pour les fonctionnaires du secteur public: 50 000 MAD/50 mois, mensualité pour moins de 55 ans : 1 170 MAD TTC hors frais ; assurance (DOMAD), prélevement DOP (7,70%), Frais de dossier : (500 MAD) TTC hors frais de tenue (20 MAD), crédit bureau (17,60MAD), frais de réservation (80MAD), Coût global du crédit : 12 183 MAD TTC (17,16%);
Pour les salariés et retraités du secteur privé: 50 000 MAD/50 mois, mensualité pour moins de 55 ans : 1 170 MAD TTC hors frais ; assurance (50 MAD), TEG HT (11,83%) frais de dossier (5 000 MAD TTC) frais de tenue (20 MAD), crédit bureau (17,60MAD), Coût global du crédit : 18 877 MAD TTC (17,16%);

Consécration de l'orientation client de Wafasalaf

En 2023, Wafasalaf s'est distinguée par l'obtention de récompenses prestigieuses, témoignant de son dévouement à l'excellence relationnelle et à la satisfaction client. Durant cette année, Wafasalaf a été couronnée du prix "Elu Service Client de l'Année" et s'est positionnée dans le trio de tête du classement "Love Brand", confirmant ainsi le capital confiance qu'elle a su établir et maintenir auprès des marocaines et des marocains renforçant ainsi son image de marque et sa réputation dans le paysage économique du Maroc.

La consécration de Wafasalaf en tant que Service Client de l'Année 2023, ainsi que la place de choix dans l'étude "Love Brand", reflètent l'effort soutenu et la stratégie de Wafasalaf résolument centrée sur le bien-être des familles marocaines. Ces distinctions prestigieuses sont le reflet d'une qualité de service et d'un engagement profond de l'entreprise pour des solutions de financement novatrices. En plaçant la relation client au cœur de sa stratégie, Wafasalaf a su bâtir une relation de proximité durable et significative avec ses clients, symbolisée par sa signature emblématique « **Dima Maak** » (Toujours avec vous).

La place de leader obtenue par Wafasalaf dans le prestigieux classement Love Brand, révélée lors de la 7ème édition des "Impériales 2024", ainsi que la distinction en tant que "Service Client de l'Année" illustrent sa volonté ferme et continu d'agir en tant que partenaire de confiance et acteur clé du développement

socio-économique du Maroc. Ce positionnement est le fruit de l'accélération de la stratégie proactive d'innovation et de transformation digitale, entreprise par Wafasalaf au cours des dernières années. Cette transformation a permis de moderniser et d'optimiser les interactions avec les clients, résultant en une amélioration significative de l'expérience utilisateur. En témoigne l'Indice de Recommandation Client (IRC) de 8 sur 10 obtenu en 2022, illustrant non seulement la satisfaction mais aussi la fidélité accrue des clients.

L'accent mis sur la digitalisation a permis à Wafasalaf de répondre plus efficacement aux besoins des clients, tout en renforçant la transparence et l'accessibilité de ses services. C'est ainsi que Wafasalaf continue de se démarquer en tant que leader innovant dans le secteur financier, en alignant technologie et satisfaction client pour mieux servir les Marocains.



En 2022, Wafasalaf a décroché le meilleur score d'Indice de Recommandation Client (IRC) pour les crédits à la consommation au Maroc lors d'une enquête menée par IPSOS. Les critères évalués comprenaient la satisfaction client, l'effort de souscription, la recommandation client et l'intention de fidélité pour les deux prochaines années.



وفاسلاف تشكركم على ثققتكم...



www.wafasalaf.ma | Wafasalaf | Infoline: 05 22 54 51 51



تتشرف وفاسلاف بتصدرها المركز الثالث للماركات المفضلة عند المغاربة حسب الدراسة السنوية "love brand" المنظمة من طرف Les imperiales 2024.
www.esca.ma من 28 غشت إلى 18 نونبر 2023 - المزيد من المعلومات على
وفاسلاف شركة مساهمة ذات مجلس إدارة جماعية وذات مجلس رقابية رأسماليها 113.179.500 درهم - مقرها الاجتماعي 72 زاوية زنقة راما الله و شارع عبد المومن الدار البيضاء المرخص لها بمقتضى قرار وزير المالية عدد 1211.96 المؤرخ في فاتح صفر 1417 الموافق 18 يونيو 1996) - س.ت: 48.409 - ر.ت.م: 001527456000081



> 03

Rapport ESG

Méthodologie et périmètre du Rapport ESG

Les informations contenues dans le présent chapitre du Rapport Financier Annuel (RFA) de Wafasalaf regroupent les informations et indicateurs extra-financiers, en réponse aux exigences de la circulaire de l'AMMC n°03/19 du 20 février 2019 relative aux opérations et informations financières, telle que complétée par la circulaire n°02/20 du 22 décembre 2020.

Inspiré des lignes directrices de la norme ISO 26 000 relative à la responsabilité sociétale des entreprises, de la charte de la CGEM et des Objectifs du Développement Durable des Nations Unies, ce rapport rend compte des performances extra-financières sur les volets sociaux, sociétaux, environnementaux et de gouvernance.

Un acteur économique responsable et une intégration complète des enjeux de durabilité

En tant que pionnier de l'impact positif dans le secteur du crédit à la consommation au Maroc, Wafasalaf se positionne comme catalyseur du développement de l'activité économique de ses clients et défenseur du développement durable. Sa démarche RSE articulée autour de sa signature de marque "DIMA MAAK" s'exprime à travers quatre axes majeurs et douze engagements clés, définissant son identité et ses actions.

Conformément aux directives de Bank Al Maghrib, Wafasalaf a intégré les risques environnementaux dans sa stratégie de gestion des risques financiers, soulignant son adaptation aux enjeux contemporains. La collaboration avec ses principaux actionnaires enrichit son engagement

RSE par le partage de bonnes pratiques et le lancement d'initiatives visant à renforcer sa responsabilité sociétale auprès des collaborateurs et partenaires..



Un comité RSE est instauré, il rassemble des membres clés de l'exécutif, le directeur du capital humain & RSE et le responsable RSE, pour piloter et mettre en oeuvre les objectifs RSE biannuellement. Cette structure a consolidé le leadership de Wafasalaf dans la RSE, comme en témoigne

l'obtention du label RSE de la CGEM en 2014 et son renouvellement en 2019. A ce titre, Wafasalaf se distingue en étant la première et unique société de financement qui dispose du label RSE de la CGEM.



LE PILIER DES ENGAGEMENTS DE WAFASALAF

Éthique, gouvernance et respect des lois

- › Respect des lois
- › Lutte contre le financement du terrorisme et le blanchiment d'argent
- › Transparence de l'information
- › Droits des actionnaires



LES ENJEUX DE DURABILITÉ DE WAFASALAF

RELATIONS CLIENTS & FOURNISSEURS

- › Respect des règles de concurrence
- › Lutte contre la corruption
- › Engagement auprès des clients
- › Protection des données personnelles
- › Gestion des réclamations et service après-vente
- › Achats responsables.

CAPITAL HUMAIN

- › Promotion de la diversité
- › Lutte contre la discrimination
- › Dialogue social
- › Conditions de travail
- › Développement des compétences des collaborateurs
- › Santé et sécurité au travail

ENVIRONNEMENT & SOCIÉTÉ

- › Intégration, éducation et employabilité des jeunes
- › Soutien de l'entrepreneuriat des jeunes
- › Préservation de l'environnement



LES AXES ET LES ENGAGEMENTS DE LA DÉMARCHÉ DIMA MAAK

S'ENGAGER AUPRÈS DES CLIENTS

- › Promouvoir nos engagements : Réactivité, transparence & conseil
- › Améliorer la performance de nos parties prenantes
- › Privilégier les partenariats avec les fournisseurs responsables

FAIRE GRANDIR LES ÉQUIPES ; PROMOUVOIR LA MIXITÉ ET LA DIVERSITÉ

- › Promouvoir la mixité, la diversité et développer les compétences de nos collaborateurs ;
- › Assurer un cadre de travail agréable et sécurisé
- › Favoriser le dialogue social.

PRÉSERVER NOTRE ENVIRONNEMENT

- › Intégrer la dimension environnementale dans notre activité
- › Réduire l'empreinte carbone
- › Développer une culture environnementale chez nos collaborateurs.

SOUTENIR L'ÉDUCATION & L'EMPLOYABILITÉ DES JEUNES

- › Soutenir l'éducation et l'entrepreneuriat des jeunes ;
- › Favoriser l'intégration et l'employabilité des jeunes ;
- › Promouvoir l'économie circulaire.

> Wafasalaf & ses collabor'acteurs

Une culture d'entreprise favorable à la diversité & à l'inclusion

Wafasalaf s'investit pleinement dans le bien-être de ses collaborateurs, une condition primordiale pour la durabilité de ses activités et la satisfaction de sa clientèle. Elle promeut un milieu professionnel inclusif et juste, propice à l'égalité des chances et au développement des carrières. Pour ce faire, elle adhère aux principes de la charte d'Attijariwafa Bank depuis 2021, axée sur l'égalité professionnelle et le renforcement des compétences face à la diversité.

Wafasalaf a également collaboré, en 2022, avec le Groupe Crédit Agricole Consumer Finance dans une campagne de sensibilisation visant à promouvoir l'égalité des sexes, l'inclusion du handicap et la diversité culturelle. De plus des initiatives tangibles sont instaurées pour l'intégration des personnes à besoins spécifiques, telles que l'aménagement de places de parking réservées, la mise en place de rampes d'accès, et la création de postes de travail universellement accessibles.

Par ailleurs, Wafasalaf s'engage activement dans le recrutement de personnes en situation de handicap, participant régulièrement au forum annuel "Handicap Maroc" organisé par « Espoir Maroc ». Cette action, qui concerne divers domaines à fort potentiel de recrutement, témoigne de son engagement volontaire pour l'inclusion, et ce, en l'absence d'une réglementation dédiée au secteur privé au Maroc. En 2023, l'entreprise compte 5 collaborateurs en situation de handicap, confirmant sa détermination à créer un environnement de travail équitable pour tous.


Parité

52%

Femmes

48%

Hommes


Collabor'acteurs
5

Collabor'acteurs en situation de handicap


Encadrement
49%

Part des femmes parmi les cadres et les directeurs


Sécurité de l'emploi
83%

Contrats CDI dans les effectifs

24%

Contrats CDD convertis en CDI

Répartition de l'effectif global par genre	2021	2022	2023
Femmes	552	557	562
Hommes	534	490	525
Effectif total	1086	1047	1087

Répartition de l'effectif permanent par catégorie déclinée par genre (Contrat CDI)	2021	2022	2023
Femmes direction	7	8	7
Femmes cadres	191	183	202
Femmes non cadres	265	280	264
Total femmes	463	471	473
Hommes direction	15	22	18
Hommes cadres	179	173	203
Hommes non cadres	245	232	216
Total hommes	439	427	437
Effectif total	902	898	910

Répartition de l'effectif par type de contrat	2021	2022	2023
CDD	50	21	24
CDI	902	898	910
Saisonniers	132	127	153
ANAPEC	2	1	0
Effectif total	1086	1047	1087

Répartition de l'effectif permanent par ancienneté (CDI)	2021	2022	2023
De 0 à 2 ans	164	181	186
Entre 2 et 5 ans	241	232	223
Entre 5 et 10 ans	157	150	132
Entre 10 et 12 ans	59	67	81
Entre 12 et 20 ans	162	167	184
Entre 20 et 25 ans	74	69	70
Plus de 25 ans	45	32	34
Effectif total	902	898	910

Répartition de l'effectif global par branche d'activité	2021	2022	2023
Commerce	554	542	539
Crédit	80	84	118
Recouvrement	298	277	280
Direction générale	71	78	74
Support	83	66	76
Effectif total	1086	1047	1087

Évolution de l'emploi des effectifs permanents (CDI)	2021	2022	2023
Nombre de recrutements	95	115	101
Nombre de démissions	37	76	76
Nombre de licenciements	2	3	1

Un dialogue constructif et permanent pour un climat social harmonieux

Wafasalaf est engagée à créer et à maintenir un environnement social dynamique et positif. Cet engagement est réalisé grâce à des échanges fréquents et fructueux avec les représentants des salariés. Pour préserver ce climat de travail sain, l'entreprise organise plusieurs réunions tout au long de l'année, assurant ainsi un cadre de travail bienveillant.



Wafasalaf est résolument investi pour la santé et la sécurité de ses collaborateurs. À ce titre, un médecin du travail a élaboré une cartographie des risques, complétée par un plan d'action pour les maîtriser.

En 2023, l'entreprise a renforcé son dispositif de santé au travail par des campagnes médicales, des webinaires et des sessions de sensibilisation sur divers enjeux de santé. Deux campagnes de don de sang, un dépistage médical et une campagne de vaccination contre la grippe ont été organisés. Un webinaire, intitulé « Tous mobilisés contre le cancer du sein » a également été initié par le groupe Attijariwafa Bank et une capsule de sensibilisation a instruit les collaborateurs sur les procédures à suivre en cas de séisme.

Parallèlement, d'importants travaux de rénovation ont

été entrepris pour améliorer les infrastructures, y compris la modernisation des espaces de repos et de restauration au siège, ainsi que la rénovation des agences dans le cadre du projet « Mon agence et moi ». Les maisons d'estivage de Wafasalaf ont également bénéficié d'aménagements.

Suite au séisme à AL HAOUZ en septembre 2023, la Direction du Capital Humain a pris des mesures rapides pour évaluer les dommages auprès des employés et organiser l'évacuation et le transfert des agences touchées.

En matière de sécurité, des formations ont été dispensées pour préparer un exercice d'évacuation en 2024, soulignant ainsi l'engagement continu de Wafasalaf pour un environnement de travail sécurisé.

	2021	2022	2023
Nombre de jours de grève	0	0	0
Nombre de représentants du personnel	9 titulaires 9 suppléants	9 titulaires 7 suppléants*	9 titulaires 7 suppléants
Nombre de litiges sociaux	0	0	0

*2 départs à la retraite

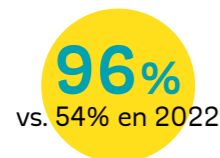
	2021	2022	2023
Nombre d'accidents de travail	9	10	6
Taux de fréquence des accidents	5,19	7,73	3,93
Taux de gravité des accidents	0,14	0,17	0,13

Un programme de formation personnalisé pour les collaborateurs

Chez Wafasalaf la formation est une composante principale du développement professionnel. Chaque année, des programmes de formations et de développement des compétences sont déployés pour permettre aux collaborateurs de progresser dans leur carrière.



Collaborateurs formés



Nombre de jours de formation



	2021	2022	2023
Part des salariés ayant bénéficié d'une formation	40%	54%	96%
Budget formation en % de la masse salariale	0,51%	0,46%	0,27%
Nombre de jours de formation par collaborateur	2,13	3,18	3,37

En 2023, la responsable RSE a suivi la formation « **Sustainable Leaders** » délivrée par ESSEC Grandes Ecoles. Cette formation était destinée à promouvoir un certain nombre d'objectifs en termes de développement durable à savoir :

- Encourager le corps managérial à explorer de nouvelles solutions financières et sociétales liées à l'environnement
- Réorienter notre approche pour intervenir à un niveau plus stratégique et favoriser le changement des comportements de consommation
- Assister les collaborateurs dans leur accompagnement des clients vers des décisions de consommation plus durables
- Faire prendre conscience à nos collaborateurs de la nécessité d'une transformation à leur niveau.

Des actions concrètes ont été déployées au sein de

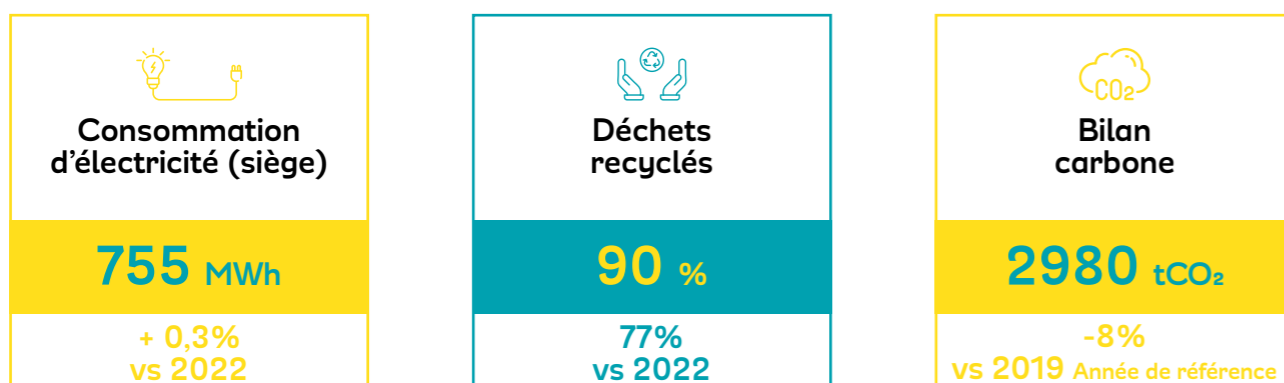
Wafasalaf suite à cette formation :

- Initiation d'un chantier de « **gestion du financement GREEN** » à travers la mise en place d'une Data permettant l'établissement d'un processus Reporting fiable pour suivre et sécuriser la mesure des KPI's
- Signature d'un nouveau partenariat pour offrir des solutions de Smart Energy aux clients désirant effectuer des travaux de rénovation énergétique dans leurs maisons
- Rafraîchissement des supports de communication autour des Eco-gestes au niveau du siège et du réseau afin de mieux informer clients et collaborateurs sur les actions favorables à l'environnement.



Wafasalaf & son impact sur l'environnement

Des initiatives fortes pour une transition écologique durable



Wafasalaf accorde une grande importance à la protection de l'environnement et à la durabilité. Son engagement environnemental est intégré dans toutes ses activités et elle s'efforce à minimiser son impact sur l'environnement tout en favorisant une croissance économique responsable.

En effet, Wafasalaf a mis en place, depuis 2019, des mesures pour réduire sa consommation d'eau et d'énergie et ses émissions de gaz à effet de serre. Cela implique, la baisse du débit d'eau dans les cuisines du restaurant du siège et dans les sanitaires, l'utilisation de sources d'énergie renouvelable, la diminution de la durée d'éclairage des minuteriers et l'optimisation du système de climatisation au niveau du siège afin de réduire la puissance du compresseur de 75%. Aussi, d'autres mesures ont été déployées comme la digitalisation des processus notamment avec l'utilisation du portail Mawarid pour assurer la gestion administrative des ressources humaines et faciliter la fluidité des documents, ce qui a permis à Wafasalaf de diminuer sa consommation de papier de manière significative et finalement, l'implémentation d'un système de crédit entièrement numérique avec une fonctionnalité de signature électronique intégrée.

En outre, depuis 2020, d'autres initiatives Eco'Gestes ont été mises en place à travers le projet "Wafasalafien Eco Attitude". En effet, ce projet encourage les collaborateurs à s'engager dans des actions visant à sensibiliser, évaluer et réduire l'impact environnemental, tant au niveau des émissions de gaz à effet de serre que de la gestion responsable des déchets.

Afin de limiter les déplacements et par conséquent réduire les émissions de CO₂, Wafasalaf a instauré un jour de télétravail par semaine, pour les activités pouvant être réalisés à distance.

Aussi, une actualisation des affichages autour des Eco'Gestes a été réalisée au niveau du réseau et du siège pour encourager les clients et les collaborateurs à adopter des comportements respectueux de l'environnement.

Dans le cadre de sa politique bas carbone, Wafasalaf a, depuis 2019, initié une démarche visant à mesurer chaque année l'empreinte carbone globale, connu sous le nom de projet « Green Print ». Cette évaluation est menée par un cabinet spécialisé qui prend en considération l'ensemble des sources d'émissions de gaz à effet de serre avec comme objectif de 25% d'ici 2025, 50% d'ici 2030 et Net zéro à horizon 2050.



Une stratégie de gestion responsable des déchets a été mise en place à travers une convention avec le prestataire, mise en oeuvre par l'installation de collecteurs au niveau du siège et du réseau. Cette mesure encourage le recyclage des déchets auprès de structures spécialisées, telles que le papier, le carton, et les déchets plastiques. Par ailleurs, Wafasalaf s'engage à proposer des solutions de financement des équipements qui contribuent à la transition vers une économie plus verte et durable, à travers la commercialisation de produits financiers « écologiques », tels que Salaf ECOLO.

Des achats écoresponsables pour un avenir durable

La politique « Achats responsables » prend en compte les enjeux du développement durable et vise à réduire l'empreinte environnementale, sociale et économique des produits et services achetés, tout en favorisant le développement durable. En conséquence, diverses mesures ont été instaurées par Wafasalaf visant à inciter ses collaborateurs à adopter des pratiques d'achats responsables et durables.

Cette démarche intervient dans un contexte où le marché des véhicules électriques et hybrides augmente d'environ 40%, marquant une transition énergétique conforme aux normes écologiques en vigueur.

Chez Wafasalaf, l'engagement environnemental est considéré comme une responsabilité essentielle envers la société et les générations futures. Elle continue à investir dans des pratiques durables, tout en encourageant ses parties prenantes à adopter des comportements respectueux de l'environnement.

Dans le cadre des achats Groupe avec AWB, une Charte sur les principes d'achats responsables s'applique à l'ensemble des fournisseurs d'AWB et ses filiales. Parmi les engagements demandés aux fournisseurs, la protection de l'environnement occupe une place importante (réduire son impact et sa consommation d'énergie, recyclage...).

Wafasalaf & son impact sur la société

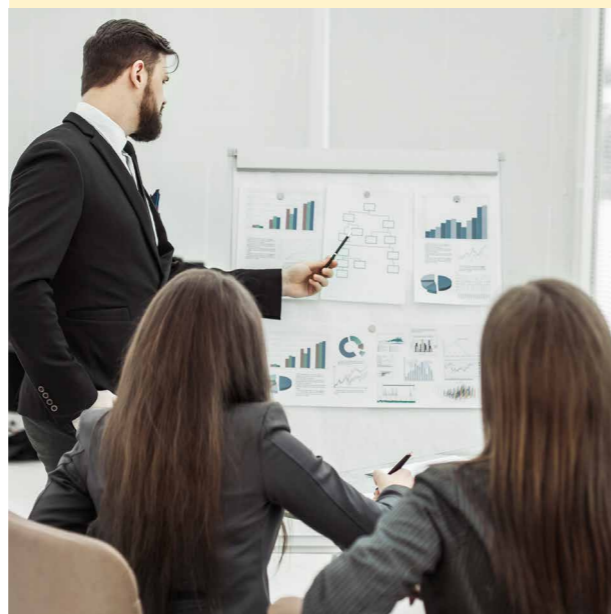
Un engagement solide en faveur de l'inclusion financière et de la responsabilité sociale

Wafasalaf contribue à l'inclusion financière au Maroc, en garantissant un accès à des solutions de financement équitables, égalitaires et adaptés aux besoins de ses clients indépendamment de leurs statuts socioéconomiques et à promouvoir une utilisation responsable du crédit. Aussi, elle fournit des informations claires et compréhensibles quant aux conditions de crédit.

Par ailleurs, Wafasalaf met en place des initiatives visant à avoir un impact positif sur la société et l'environnement. Elle soutient des projets communautaires locaux tels que des programmes éducatifs, des initiatives de développement économique et des actions de lutte contre la pauvreté. Depuis 2009, Wafasalaf offre à ses collaborateurs la possibilité d'allouer jusqu'à 20 heures par mois de leur temps de travail au tutorat et à l'accompagnement pédagogique des élèves du collège, lycée et université à travers le Maroc et cela en collaboration avec l'association INJAZ AL MAGHRIB.

En 2022, des dons du mobilier usager, notamment du mobilier de bureau et de restauration collective, ont été faits au profit d'écoles secondaires des quartiers défavorisés de Casablanca et cela en collaboration avec une association d'utilité publique.

Aussi, des collaborateurs de Wafasalaf ont pris part à des actions de bénévolat, en partenariat avec la Fondation Attijariwafa Bank, en tant que membres du jury formateur afin d'apporter leur soutien aux jeunes candidats dans leur préparation aux examens d'entrée aux grandes écoles de commerce.



› Une gouvernance basée sur la transparence, l'éthique et la responsabilité

Organisation de la gouvernance

Wafasalaf est administrée par une gouvernance dualiste à savoir un Directoire et un Conseil de Surveillance. Ce mode de gouvernance offre une séparation claire entre les fonctions de direction et de gestion d'une part, et celles de contrôle et de supervision d'autre part. Ce qui favorise une gouvernance d'entreprise plus efficace et assure la sauvegarde des intérêts des actionnaires.

Le Conseil de Surveillance

Le conseil de surveillance est chargé de diverses missions. En premier lieu, il définit les orientations stratégiques de Wafasalaf et veille à leur mise en œuvre. Ensuite, il réalise les contrôles et vérifications qu'il estime appropriés et examine tous les aspects liés au bon fonctionnement de Wafasalaf.

Pour l'assister dans sa mission de supervision sur des sujets spécifiques, le Conseil de Surveillance s'appuie sur trois comités spécialisés : le Comité Consultatif, le Comité de Gouvernance, des Nominations et des Rémunérations, ainsi que le Comité d'Audit et des Risques.

De cette manière, le Président du Directoire assume la direction générale de l'entreprise et le Conseil de surveillance assure un contrôle permanent sur la gestion de l'entreprise effectuée par le Directoire et cela comme stipulé dans les articles 21 et 30 des statuts de Wafasalaf. D'autre part, le Comité Exécutif de Wafasalaf, composé de onze membres, assume la responsabilité de la gestion de l'entreprise. Il se réunit périodiquement afin de coordonner et garantir la réalisation des plans d'action en accord avec les orientations stratégiques établies par le Conseil de Surveillance. Les membres du comité comprennent le Président du Directoire ainsi que les Directeurs des différents pôles de l'établissement.

Indépendance des membres du conseil de surveillance

Les nominations des administrateurs indépendants au conseil de surveillance de Wafasalaf respectent les dispositions de l'article 41 bis de la loi n°17-95 sur les

sociétés anonymes, telle que modifiée et complétée par la loi n° 20-19. Dans ce sens, Wafasalaf respecte pleinement la loi en comptant deux membres indépendants au sein du conseil de surveillance.

En outre, les membres indépendants président les comités « d'Audit et des Risques » et « de Gouvernance, des Nominations et des Rémunérations » et cela en accord avec les dispositions légales et les bonnes pratiques de gouvernance.

Composition du conseil de surveillance

Conformément aux exigences réglementaires, aux dispositions statutaires de Wafasalaf et aux principes établis par cette dernière en matière de composition, le conseil de surveillance de Wafasalaf est composé de 11 membres, dont 2 sont qualifiés d'indépendants. Ce dernier aborde une grande diversité de sujets grâce à la concordance des connaissances et la diversité des compétences de ses membres. Il veille régulièrement à ce que sa composition corresponde aux besoins de l'entreprise et prenne en compte les intérêts de tous les actionnaires et la modifie si besoin est.

Parité au sein des organes de gouvernance

Le Conseil de Surveillance veille à une représentation équilibrée des femmes parmi ses membres, avec un taux actuel de représentation de 18%. De son côté, le Directoire comprend actuellement 40% de femmes.

Rémunération des membres du Conseil de Surveillance

Les membres du Conseil de Surveillance ont perçu en 2024 des jetons de présence d'un montant de 500 000 DHS au titre de leurs fonctions au sein de l'exercice 2023, tel que ratifié par l'AGO du 30 mai 2023.

Prêts accordés aux membres du Conseil de Surveillance

Aucun prêt n'a été accordé aux membres du Conseil de Surveillance.

COMPOSITION DU CONSEIL DU SURVEILLANCE AU 31 DECEMBRE 2023

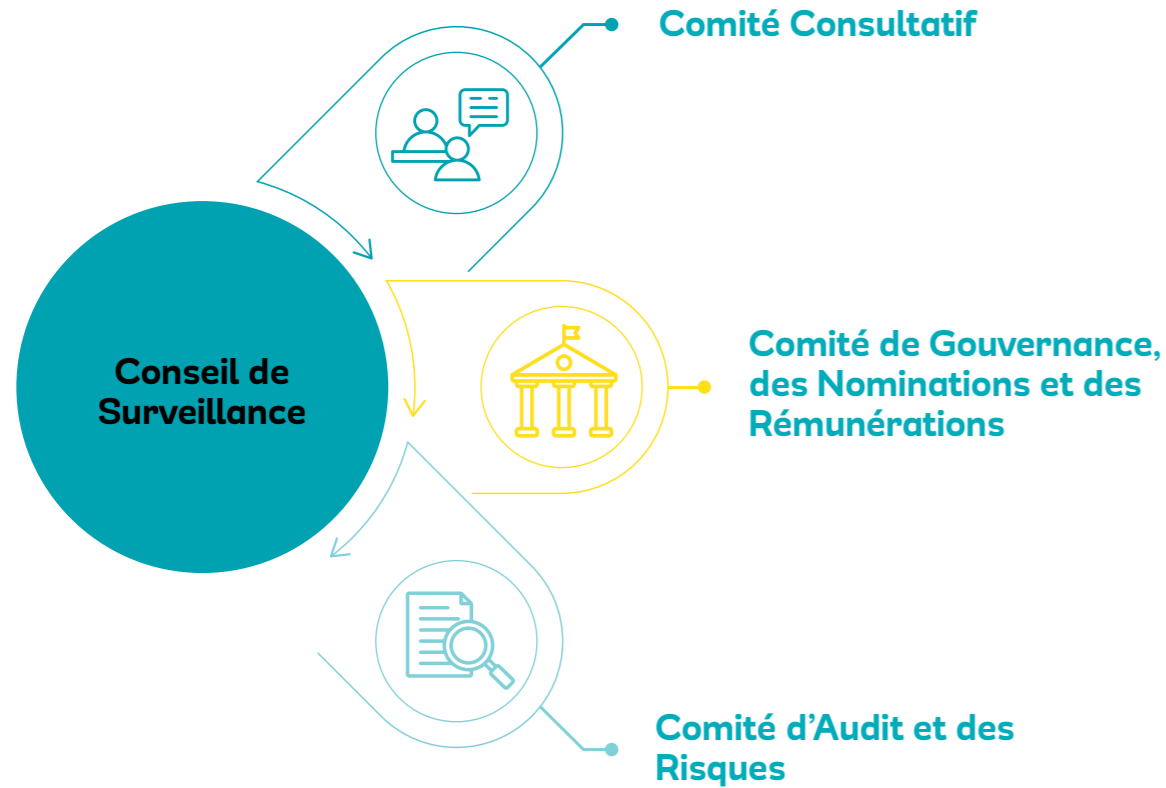
Membre	Mandat	Genre	Date de début ou de renouvellement du mandat	Date d'échéance du mandat	Biographie	Appartenance à des Comités	Fonction au sein des Comités
Ismail DOUIRI	Président du conseil de surveillance	H	AGO 28 Mai 2020	AGO de 2025 statuant sur l'exercice 2024	<p>M. Ismail DOUIRI est diplômé de l'École Polytechnique de Paris, de l'École Nationale Supérieure des Télécommunications et est titulaire d'un MBA de Harvard University en Business Administration.</p> <p>M. Ismail DOUIRI débute sa carrière à Westinghouse Electric Corporation en 1992 en tant qu'ingénieur développeur. En 1994, il rejoint CFG Group en tant que directeur de la recherche et directeur des systèmes d'information avant d'intégrer Morgan Stanley en 1999, en tant qu'Associate au sein du groupe Télécommunications de la division Investment Banking. En 2000, M. Ismail DOUIRI fonde la société DIAL Technologies S.A spécialisée dans les offres de services de données aux utilisateurs du téléphone mobile, au Maroc et dans la région MENA. Dans le même temps, M. Ismail DOUIRI intègre l'équipe de McKinsey & CO en tant qu'Associate au sein de la cellule du bureau de Genève chargée de l'Afrique du Nord.</p> <p>M. Ismail DOUIRI a rejoint Attijariwafa Bank en 2004 pour prendre en charge la Stratégie & Développement du Groupe. Depuis septembre 2008, M. DOUIRI assure la fonction de Directeur Général d'Attijariwafa Bank. – Pôle « Finance, Technologie et Opérations ».</p> <p>Dans le cadre de la nouvelle organisation à partir de mars 2020, M. DOUIRI est directeur général délégué chargé de la banque de détail à l'international et filiales de financement spécialisées.</p>	Comité de Gouvernance, Des Nominations et des Rémunérations	Membre
Attijariwafa Bank représentée par Mme Ghyslaine ALAMI MARROUNI	Membre non-exécutif	F	AGO 30 Mai 2023	AGO de 2025 statuant sur l'exercice 2024	<p>Titulaire d'un MBA de YORK UNIVERSITY et diplômée du Cycle « Administrateur » de l'UIR et de l'Institut Marocain des Administrateurs, Ghyslaine ALAMI MARROUNI a initié sa carrière en Audit financier en 2003 pour les comptes consolidés du Groupe Crédit Agricole SA et de plusieurs filiales du groupe pour rejoindre la Direction financière du Groupe BNP PARIBAS en qualité d'Analyste stratégique et financier au sein de l'équipe Capital Management en 2006.</p> <p>En 2010, Ghyslaine ALAMI MARROUNI intègre le Groupe ATTIJARIWAFABANK en tant que Responsable Stratégie et Développement rattachée à la Direction Générale. Sa forte implication demeure l'élément clé de ses aboutissements en planification et exécution de la stratégie ainsi que le pilotage des projets d'acquisition des filiales internationales pendant 5 ans.</p> <p>Ghyslaine ALAMI MARROUNI est assignée Directrice Marketing Stratégique et membre du Comité de Direction de la Banque de Détail Maroc en 2015. Sur cet élan, elle a dirigé différents Programmes Stratégiques et de transformation Énergie/marché MRE. A titre d'exemple, le programme « OUFOUK AL MOUHAJIR » 2020 et le programme « Nouveau Modèle Relationnel Retail » 2020. Depuis octobre 2020, Ghyslaine ALAMI MARROUNI est Directrice Exécutive en charge du Marché des Particuliers et Professionnels au sein de la Banque de détail Maroc d'ATTIJARIWAFABANK et Administratrice membre du Conseil d'administration de la BIA TOGO, filiale du Groupe ATTIJARIWAFABANK au TOGO, depuis Avril 2021.</p>	Comité consultatif & Comité d'audit et des risques	Membre
M. Mohamed EL KETTANI	Membre non-exécutif	H	AGO 30 Mai 2019	AGO de 2025 statuant sur l'exercice 2024	<p>Diplômé ingénieur de l'ENSTA-Paris, Mohamed EL KETTANI entame sa carrière bancaire en 1984 en intégrant la Banque Commerciale du Maroc "BCM". Il a exercé différentes responsabilités dans les différents métiers de la banque avant de diriger en 2004 le programme de fusion et de rapprochement entre BCM et Wafabank donnant naissance au Groupe Attijariwafa Bank.</p> <p>En 2007, Mohamed EL KETTANI est nommé Président Directeur Général du Groupe Attijariwafa Bank.</p> <p>Mohamed EL KETTANI, est également Vice-président délégué du Groupement Professionnel des Banques du Maroc et Administrateur de plusieurs sociétés.</p> <p>Sous sa présidence, le Groupe Attijariwafa Bank a réalisé le déploiement du plan de développement stratégique quinquennal « Attijariwafa 2012 » qui a permis au Groupe de conforter son leadership sur le marché marocain et lui donner un positionnement de référence à l'échelon Africain.</p> <p>Décoré Officier de l'Ordre du Trône, par S.M Le Roi Mohammed VI, Commandeur de l'ordre national du mérite de la République du Sénégal, et des insignes d'Officier de l'Ordre de la Légion d'Honneur de la République Française.</p>	Comité d'audit et des risques	Membre
M. Hassan BERTAL	Membre non-exécutif	H	AGO 30 Mai 2023	AGO de 2025 statuant sur l'exercice 2024	<p>Diplômé ingénieur de l'École CENTRALE de Paris, et titulaire du diplôme du Cycle Supérieur de Gestion de l'ISCAE Casablanca, Hassan BERTAL entame sa carrière bancaire en 1994 en qualité de Directeur Général à IVECO Maroc avant son intégration en 2003 au centre d'affaires BMCI à Casablanca. En 2004, Hassan BERTAL est nommé Directeur Général d'ATTIJARIWAFABANK EUROPE. Il a piloté le programme de fusion entre les réseaux BCM & WAFABANK pour diriger par la suite la mise en place de la nouvelle Business Unit ainsi que la mise à niveau des centres d'affaires en 2005 dans le cadre du CORPORATE & INVESTMENT BANKING. Ses réalisations professionnelles à titre de Directeur Général d'ATTIJARI BANK TUNISIE en 2007, ont été témoins d'un succès incontournable depuis la mise en oeuvre du Plan de Transformation de grande envergure avec changement de Système Informatique, jusqu'au doublement du réseau d'agences tunisiennes et la création de nouvelles filiales, tout en adoptant une nouvelle organisation performante, et en accélérant la performance commerciale et financières. Sous son rôle de Directeur du Marché de l'Entreprise en 2012, le Groupe ATTIJARIWAFABANK a vu naissance de plusieurs projets efficaces notamment « le Système de SCORING » pour les crédits aux TPE, « DAR AL MOUKAWIL » et « Dam.com », Programme « ANA MAAK », ou encore le Programme « EFFICOM » pour les centres d'affaires. En 2016, Hassan BERTAL est désigné Directeur de la Transformation d'où la réalisation de 8 grands programmes et 27 initiatives. Nous citons à titre d'exemple, le « Nouveau Modèle Relationnel », le « Programme Entreprise » et le « Programme accélération du Digital ». Etant Directeur de la région Casablanca-Settat en 2018 et Directeur Réseau Maroc en 2019, Hassan BERTAL est aujourd'hui Directeur Général Délégué du Groupe ATTIJARIWAFABANK.</p>	Comité de Gouvernance, des Nominations et des Rémunérations	Membre

COMPOSITION DU CONSEIL DU SURVEILLANCE AU 31 DECEMBRE 2023

Membre	Mandat	Genre	Date de début ou de renouvellement du mandat	Date d'échéance du mandat	Biographie	Appartenance à des Comités	Fonction au sein des Comités
M. Rachid KETTANI	Membre non-exécutif	H	AGO 31 Mai 2021	AGO de 2025 statuant sur l'exercice 2024	Rachid KETTANI est diplômé de l'École Centrale de Paris en 2004. Il a commencé sa carrière à Attijariwafa Bank en 2005 au sein de l'entité Stratégie et Développement et a été nommé responsable Stratégie et Développement en 2008. En 2012, il a été nommé Directeur Exécutif – Finances Groupe et occupe ce poste jusqu'à aujourd'hui. Il supervise les fonctions suivantes : Comptabilité, Fiscalité et Consolidation, Pilotage de la performance, Planification financière, Capital management, Gestion Actifs Passifs et gestion du refinancement du groupe, Communication financière et relations investisseurs et Cost management et rationalisation des charges et des structures.	Comité d'Audit et des Risques	Membre
CA CF représentée par M. Sébastien CHAMBARD	Membre non-exécutif	H	AGO 31 Mai 2021	AGO de 2025 statuant sur l'exercice 2024	Diplômé d'un DESS Marketing stratégique de l'IFG et d'une maîtrise en sciences économiques de l'université de Dijon, Sébastien CHAMBARD a intégré la Caisse Nationale de Crédit Agricole en 1999. Il a commencé sa carrière en occupant différentes fonctions Marketing (conception de produit banque du quotidien et de financement, animation du réseau Entreprises des Caisse régionales...) sur les marchés des professionnels, agriculteurs et entreprises avant de rejoindre la Direction Financière de Crédit Agricole SA. En janvier 2016, il rejoint CACF en tant que responsable du pilotage financier. A partir de septembre 2020, il est responsable du développement des partenariats bancaires internationaux.	Comité consultatif & Comité de gouvernance, des Nominations et des Rémunérations	Président & Membre
M. Gilbert RANOUX	Membre non-exécutif	H	AGO 28 Mai 2020	AGO de 2025 statuant sur l'exercice 2024	Gilbert RANOUX commence sa carrière dans la société aérospatiale française qui a donné naissance à Airbus, puis occupe des fonctions de consultant et des postes de direction dans d'autres entreprises. Il rejoint le Groupe Crédit Agricole Consumer Finance en 2002 en tant que Directeur des partenariats sur le périmètre français (Sofinco puis BU France). Il contribue au développement des partenariats institutionnels et de distribution et à la fusion entre Finaref et Sofinco. En 2012, il devient Directeur Général de GAC Sofinco en Chine, 3 ans après sa création et responsable de son développement industriel. Il est actuellement Directeur de CREDIBOM au Portugal depuis fin 2018. Gilbert RANOUX est diplômé de l'ESMA (ENS de Mécanique et d'Aérotechnique) et titulaire d'un MBA Finance de l'INSEAD.	Comité d'Audit et des Risques	Membre
M. Rija RAJOELIARIVONY	Membre non-exécutif	H	AGO 30 Mai 2023	AGO de 2025 statuant sur l'exercice 2024	Titulaire du Diplôme d'Etudes Supérieures en Gestion d'Entreprises de l'IAE de Paris Sorbonne, RIJA RAJOELIARIVONY débute son parcours professionnel en 1998 dans le marché bancaire en tant que Directeur d'agence RETAIL à BNI-CL puis, en 1998, il est nommé Directeur Commercial sur la moitié du réseau de la même banque dont ses principales réalisations étaient de renforcer le pilotage des risques de crédit et d'accompagner les managers commerciaux et back-office pour atteindre les objectifs et réussir le changement culturel. En 2007, Il a intégré le Groupe Crédit Agricole S.A en qualité d'inspecteur et chef de mission adjoint dont l'accomplissement des missions visant à apprécier le niveau de maîtrise des risques et la coordination des travaux de différents Audits internes du Groupe. Afin de décliner la politique commerciale nationale et l'adapter au contexte local, il a été nommé en 2013 Directeur de Développement LCL France. A ce jour, il est Responsable Supervision Pays & Gouvernance à CA CF dont il assure la coordination de la gouvernance du Groupe et le suivi des filiales pour la réalisation de leurs objectifs.	Comité d'Audit et des Risques	Membre
M. Stéphane PRIAMI	Membre non-exécutif	H	AGO 31 Mai 2021	AGO de 2025 statuant sur l'exercice 2024	Stéphane PRIAMI commence sa carrière dans le réseau commercial avant de rejoindre les services centraux de la Caisse nationale du Crédit Agricole en 1989. Il occupe les postes de directions au sein des Caisses régionales à partir de 1999 (Aquitaine, des Savoie) et est nommé Directeur général adjoint chargé du développement en Savoie. En 2009, il entre chez LCL où il prendra tête de la nouvelle Direction Technologies et Immobilier. En mai 2013, il devient Directeur Général France de Crédit Agricole. En novembre 2018, Stéphane PRIAMI est nommé Directeur de la Conformité Groupe, membre du Comité exécutif de Crédit Agricole SA. Le 1 ^{er} janvier 2020, il est nommé Directeur Général Adjoint de Crédit Agricole SA en charge du pôle Services Financiers Spécialisés et Directeur Général de Crédit Agricole Consumer Finance. Stéphane PRIAMI est diplômé de l'institut Technique de Banque dont il a été ensuite Maître de conférences.	-	-
M. Mohammed EL HAJJOUJI	Membre indépendant	H	AGM du 28 juin 2019	AGO de 2025 statuant sur l'exercice 2024	Monsieur Mohamed EL HAJJOUJI est diplômé d'études supérieures en économie de l'Université de Caen (France), promotion 1979. Après un premier passage dans l'activité conseil chez KPMG (1979-1984), il travaille dix ans à Royal Air Maroc (1985-1995), où il occupe le poste de Directeur chargé du financement de la trésorerie et de la gestion des risques financiers. Après son départ de la RAM, il crée le cabinet AKCE Finance, 1er Cabinet spécialisé dans le Conseil Opérationnel en financement, trésorerie et risques de marché. En 2006 il est nommé Vice-Président et Directeur Exécutif en Charge du Pôle Finance et Supports du Groupe OCP. Monsieur Mohamed EL HAJJOUJI est actuellement Administrateur Directeur Général du Groupe ORBIS HOLDING. Il est aussi Administrateur Indépendant de la Société Marocaine De Gestion Des Fonds De Garantie Des Dépôts Bancaires, il est Président du Comité d'investissement, Membre de son Comité d'audit et membre du Comité des Résolutions de la SGFG.	Comité de Gouvernance, des Nominations et des Rémunérations	Président
Mme. Sophie LAZAREVITCH	Membre indépendant	F	AGO 28 mai 2020	AGO de 2026 statuant sur l'exercice 2025	Sophie est diplômée de HEC en 1982. Elle a occupé plusieurs postes de responsabilités au sein du groupe BPCE entre les années 2000 et 2019, entre autres, un poste de chargée de mission auprès du Directeur Financier du Groupe, un poste de Directeur Général de Natixis HCP et HCP North America et un poste de Responsable du Département Filiales et Participations et Comité d'Investissement. A la date de publication du présent rapport elle est administratrice indépendante de CIFD et de CA AUTO BANK.	Comité d'Audit et des Risques	Président

Comités spécialisés

Le conseil de surveillance bénéficie de l'appui de 3 comités spécialisés qui l'assistent dans sa mission de supervision sur des sujets particuliers.



Comité Consultatif

Le Comité Consultatif a pour responsabilité d'évaluer l'activité générale et les projets majeurs. Il est également chargé d'analyser les études stratégiques et de présenter ses conclusions au Conseil de Surveillance. Ses réunions ont lieu de manière quadrimestrielle.

Nom et prénom	Fonction au sein du comité
M. Sébastien CHAMBARD	Président
Mme. Ghyslaine ALAMI MARROUNI	Membre
Mme. Bouchra HAMDOUCH	Membre
Mme. Louise CHEVALIER	Membre
Mme. Charlene MASSON	Secrétaire

Comité de Gouvernance, des Nominations et des Rémunérations

Le Comité de Gouvernance, des Nominations et des Rémunérations est présidé par un administrateur indépendant et il appuie le Conseil de Surveillance en ce qui concerne la nomination et le renouvellement des membres du Conseil et de la direction. Il contribue également à l'élaboration de la politique de rémunération globale. Le Comité se réunit deux fois par an.

Nom et prénom	Fonction au sein du comité
M. Mohammed EL HAJJOUJI	Président – Administrateur indépendant
M. Ismail DOURI	Membre
M. Hassan BERTAL	Membre
M. Sébastien CHAMBARD	Membre
Mme. Meryem ABASSI	Secrétaire

Comité d'Audit et des Risques

Le Comité d'Audit et des Risques est présidé par un administrateur indépendant et a pour responsabilité d'accomplir diverses missions visant à assister le Conseil de Surveillance dans l'assurance de la fiabilité du contrôle interne et de l'exactitude des informations transmises aux actionnaires et aux marchés financiers.

Il s'occupe en particulier de superviser les aspects liés à la production et à la vérification de l'information financière et comptable. Le Comité se réunit trimestriellement.

Nom et prénom	Fonction au sein du comité
Mme. Sophie LAZAREVITCH	Président – Administrateur indépendant
Mme. Ghyslaine ALAMI MARROUNI	Membre
M. Rija RAJOELIARIVONY	Membre
M. Rachid KETTANI	Membre
M. Gilbert RANOUX	Membre
M. Sophia SABIR	Secrétaire

Directoire

Le Directoire est chargé de mettre en œuvre les orientations stratégiques, de superviser le bon déroulement des activités et de favoriser la croissance de l'établissement. Au 31/12/2023 il est composé de 5 membres.

Composition du Directoire

Membre	Fonction	Date de dernière nomination	Date d'expiration du mandat
M. Driss FEDOUL	Président du Directoire	AGO Mai 2023	AGO statuant sur l'exercice 2025
Mme. Meryem ABASSI	Directeur Secrétariat Général	CS du 20/09/2023	AGO statuant sur l'exercice 2025
M. Régis LEFEVRE	Directeur Pôle Finance	CS du 15/06/2023	AGO statuant sur l'exercice 2025
Mme. Touria ABDOU IKHIAR	Directeur Pôle Recouvrement et Flux	AGO Mai 2022	AGO statuant sur l'exercice 2025
M. Anass SQALLI	Directeur Pôle Commerce et Marketing	CS du 20/09/2023	AGO statuant sur l'exercice 2025

Le président du directoire M. Driss FEDOUL est aussi président du CA de Thémis Courtage.

Rémunération et autres avantages octroyés aux membres du Directoire

La rémunération brute perçue par les membres du Directoire s'élève à 7 897 103 Dirhams au titre de l'exercice 2023.

Prêts accordés aux membres du Directoire

En dirhams	2021	2022	2023
Prêts accordés aux membres du Directoire	2 010 031	2 275 914	500 000

Comités mis en place par le directoire

Comité Capital Humain

Le Comité Capital Humain est responsable de l'approbation, de la supervision du plan de développement des Ressources Humaines, de la formation et de la gestion des carrières. Il est également chargé de prendre des décisions concernant les augmentations salariales, les promotions et les titularisations au sein de l'entreprise. Les membres se réunissent trimestriellement pour discuter de ces sujets.

Comité Commercial Activité Portée

Le Comité Commercial Activité Portée a pour mission de surveiller et gérer les performances commerciales de Wafasalaf y compris la production, l'encours, le risque de marge, les commissions et les parts de marchés. Il est également responsable du suivi du plan d'action commercial ainsi que de l'activité marketing et internet. Les membres du comité se réunissent bimestriellement.

Comité Commercial Activité Gérée

Le Comité Commercial Activité Gérée est chargé du suivi de l'activité commerciale gérée par Wafasalaf ainsi que la production, l'encours, le risque marge, les commissions et les parts de marché. Il est également responsable de superviser la mise en oeuvre du plan d'action commercial et de l'activité marketing et internet. Il se réunit bimestriellement.

Comité de la Prévention de la Fraude

Le Comité de la Prévention de la Fraude est responsable de la répartition des cas de fraudes avérés et évités en interne et en externe. Il expose les sommes de pertes effectivement évitées tout en mettant en évidence les origines, les défaillances ainsi que les dysfonctionnements responsables de ces fraudes internes ou externes.

Il est chargé de mettre en oeuvre le plan d'action correctif et de communiquer les informations aux entités concernées, en particulier sur les mesures préventives ou de vigilance à prendre, ainsi que de présenter un plan de formation pour lutter contre la fraude. Il organise des réunions semestrielles à cet effet.

Comité RSE

Le Comité RSE se charge de superviser la mise en oeuvre du plan d'action RSE et de trancher sur les différentes orientations et initiatives à entreprendre dans le domaine. Il se réunit deux fois par an.

Comité Contrôle Interne

Le Comité Contrôle Interne s'assure de la fiabilité et de l'efficacité des contrôles permanents et périodiques, tout en renforçant la culture du contrôle interne à tous les niveaux. Il recommande et approuve les meilleures méthodes pour valoriser en permanence les métiers du Contrôle Permanent et Périodique, tout en veillant à leur cohérence et à leur coordination. Il fait état de la progression des mesures prévues en matière de contrôles permanents et périodiques, ainsi que des résultats qui en découlent. Son rôle implique également de discuter de toutes les problématiques, alertes ou réserves d'audit, et de formuler des recommandations pour améliorer les dispositifs de contrôle permanent et d'audit interne. Il prépare également les travaux du Comité d'Audit et des Risques. Il se réunit trimestriellement.

Comité Stratégie Digitale

Le Comité Stratégie Digitale est responsable de mettre en oeuvre le plan stratégique de l'entreprise et de prendre des décisions concernant les projets clés à entreprendre. Il est également chargé de décider de l'affectation des investissements. Les membres du Comité se réunissent tous les trimestres.

Comité Transformation

Le Comité de Transformation est chargé d'assurer la mise en oeuvre et le suivi du plan de transformation. Il est également responsable de l'examen et du suivi des projets stratégiques, ainsi que de la révision annuelle des budgets d'investissement. Il se réunit mensuellement.

Comité Projets et Investissements

Le Comité Projets et Investissements est chargé de prendre des décisions relatives aux investissements à réaliser, d'approuver le plan annuel des achats (en accord avec le budget) et de valider les choix des fournisseurs. Il se réunit tous les trimestres dans ce but.

Comité Crédit

Le Comité Crédit est chargé de maîtriser le coût du risque et se réunit chaque mois à cet effet.

Comité Recouvrement et opération

Le Comité de Suivi du Recouvrement se réunit mensuellement afin de superviser l'activité de recouvrement.

Comité Satisfaction et Relations Clients

Le Comité Satisfaction et Relations Clients est responsable de l'évaluation des indicateurs de service, des indicateurs IRC, du tableau de bord des réclamations et de la mise en place d'actions qualité. Il se réunit tous les trois mois.

Comité Sécurité IT ,sécurité des biens et des personnes

Le Comité Sécurité informatique établit les objectifs et assure l'arbitrage en matière de sécurité et de continuité des activités. Il est également responsable de surveiller les alertes, les incidents et les problèmes liés à la sécurité et à la disponibilité des SI, et de planifier et de définir les différents tests de sécurité et de continuité d'activité. Les réunions du Comité ont lieu tous les trimestres.

Comité Provision

Le Comité provision vise à examiner, analyser et évaluer les provisions financières requises pour anticiper d'éventuelles pertes ou à des engagements futurs ainsi qu'à analyser les données financières et les tendances du marché et les risques connexes. Il se réunit à cet effet tous les quatre mois.

Comité Assurance

Le Comité assurance examine les indicateurs Assurance et supervise les performances commerciales de l'activité assurance. Il est tenu à une fréquence semestrielle.

L'engagement de la gouvernance et des collaborateurs de Wafasalaf envers l'intégrité et la conformité

La mise en place d'un code d'éthique et de déontologie présente divers avantages. En effet, il assure le respect des valeurs, il établit des normes de comportement, il favorise la responsabilité, il contribue à une conduite éthique et responsable et il renforce la confiance des parties prenantes.

Les membres du Conseil de surveillance et du Directoire sont tous engagés en tant que signataires de ce code. Les collaborateurs, pour leur part, s'engagent à respecter les règles énoncées dans ce code en signant un engagement lors de la conclusion de leur contrat.

Par ailleurs, pour éviter les risques de corruption, la banque a mis en place un dispositif d'alerte interne conçu pour recueillir les signalements de comportements ou de situations qui vont à l'encontre des normes de conduite appropriées et cela conformément à la Directive de Bank Al-Maghrib relative à la prévention et gestion par les établissements de crédit des risques de corruption. A la suite de la collecte de ces signalements, des formations réglementaires digitales ont été réalisées axées sur l'éthique professionnelle et la déontologie.

Biographie des principaux dirigeants

Membre	Fonction	Biographie	Date d'entrée en fonction
M. Driss FEDOUL	Président du Directoire	<p>Monsieur Driss FEDOUL est lauréat de l'Institut Supérieur du Commerce et d'Administration des Entreprises, et détenteur d'un certificat de coaching professionnel du cycle ICF/Coaching Ways.</p> <p>Après un passage de 2 ans à la Société Générale, Driss FEDOUL a rejoint Wafasalaf en 2001 en tant que Directeur d'Agence et a occupé graduellement plusieurs postes de responsabilité pendant plus de 21 ans. Il a ensuite rejoint le Comité Exécutif de Wafasalaf en 2008, en occupant jusqu'à 2010 la responsabilité de Directeur de traitement du risque, avant de voir ses responsabilités s'élargir en prenant la responsabilité de Directeur du Pôle Risque entre 2010 et 2015.</p> <p>A partir de 2013, Driss FEDOUL a rejoint le Directoire de Wafasalaf et a ensuite vu se confier la responsabilité du Directeur du Pôle de Développement Commercial et Marketing à partir de 2015.</p> <p>Le 27 février 2023, M. Driss FEDOUL est nommé Président du Directoire de Wafasalaf.</p>	2023
Mme. Touria ABDOU IKHIAR	Directeur recouvrement & Flux	<p>Mme. Touria ABDOU IKHIAR est titulaire d'une Licence en Sciences économiques de l'Université Hassan II (1988) et d'un master du Cycle supérieur de gestion de l'ISCAE (2006). Coach professionnel certifié en accompagnement des entreprises et des structures (2013). Elle a démarré son activité professionnelle en 1989 dans le secteur de l'automobile, elle a rejoint Wafasalaf en 1991 et a occupé plusieurs fonctions, entre autres, directeur du réseau, du marketing, de la stratégie et directeur exécutif en charge du Pôle Commerce.</p> <p>Touria ABDOU IKHIAR dirige aujourd'hui le Pôle recouvrement & Flux depuis Novembre 2019. En décembre 2020, elle a été nommée membre du Directoire.</p>	2019
M. Amine EL KASSY	Directeur Crédit	<p>M. Amine EL KASSY est diplômé de HEM en 2003.</p> <p>Après son passage à Afric Phar en tant que contrôleur de gestion pendant 3ans, il a intégré la société CNIA assurance en 2006 en tant que Manager.</p> <p>Ensuite, il a rejoint WAFASALAF en 2011 et a occupé plusieurs fonctions dont la dernière en tant que Directeur Traitement du Risque et Recouvrement. En septembre 2023, M. Amine EL KASSY est Directeur Crédit.</p>	2023
M. Régis LEFEVRE	Directeur de pôle Finance	<p>M. Régis LEFEVRE est diplômé de l'Université de Caen et Montpellier Business School.</p> <p>M. Régis a intégré le Groupe Crédit Agricole SA en 2006 dans lequel il a occupé plusieurs postes de responsabilités.</p> <p>En septembre 2020, il a rejoint le Crédit du Maroc en tant que Directeur Finances et Achats. Depuis décembre 2022, M. Régis est directeur de pôle Finance chez Wafasalaf.</p> <p>Le 15 juin 2023, M. Régis LEFEVRE est nommé membre du Directoire de Wafasalaf.</p>	2022
M. Jacques FENWICK	Directeur Pôle Contrôle, Risques et Conformité	<p>M. Jacques FENWICK est titulaire d'une licence à la faculté d'économie et de commerce de l'université de Nantes en France et d'un Bachelor's Degree en Monnaie, Banque et Finance et Analyse Monétaire à MIDDLESEX UNIVERSITY à Londres pour obtenir en 1993 un DESS (3ème degré) en Banque et Finance Internationale de la faculté des affaires internationales du havre en France.</p> <p>M. Jacques FENWICK dispose d'une carrière professionnelle impressionnante et diversifiée de 28 ans au sein du Groupe Crédit Agricole.</p> <p>Après avoir été Responsable Relations Grandes Entreprises en 1995 chez LCL, il a été nommé Directeur du Centre d'affaires Grandes Entreprises de Paris en 2001. Il a ensuite acquis une riche expérience dans le secteur financier en 2008, notamment en qualité de Directeur Général Adjoint et membre du Directoire du Groupe EFL, une filiale du Crédit Agricole SA où il a été responsable de diverses facettes de l'entreprise, y compris le crédit, les risques, la finance, la stratégie et les ressources humaines.</p> <p>Depuis novembre 2015, M. Jacques FENWICK a également occupé des postes clés à l'international chez CACF, en supervisant des filiales dans plusieurs pays (Hollande, Maroc, Portugal, Grèce).</p> <p>Plus récemment, il a travaillé en tant que Chef de projet en Fusions Acquisitions à la Finance Group de CACF.</p>	2023

Membre	Fonction	Biographie	Date d'entrée en fonction
M. Anass SQALLI	Directeur Commercial ou commerce porté et Marketing	<p>M. SQALLI a démarré sa carrière à Wafasalaf en 1999 en tant qu'Attaché commercial, où il a acquis ses premières compétences en vente.</p> <p>Ensuite, de 2001 à 2006, M. SQALLI a occupé le poste de Responsable d'agence, ce qui lui a permis de prendre davantage de responsabilités.</p> <p>En 2006, M. SQALLI a évolué vers le rôle de Responsable d'agence circuit long, où il a travaillé dans les domaines de l'automobile et de l'EDM.</p> <p>De 2009 à 2011, M. SQALLI a occupé le poste de Responsable Support Commercial & Pilotage, mettant en place des systèmes de pilotage efficaces.</p> <p>Ensuite, de 2011 à 2013, M. SQALLI a été Responsable marché automobile, contribuant ainsi à la croissance de l'entreprise dans ce secteur.</p> <p>En 2013-2014, M. SQALLI a occupé le poste de Directeur des partenariats « Automobile », avant de devenir Directeur du réseau commercial de 2014 à 2018, où il a dirigé les activités de vente.</p> <p>De 2018 à 2023, M. SQALLI a été Directeur Marketing et Communication externe en tant qu'adjoint du pôle, avant de prendre le poste actuel de Directeur Commercial et Marketing depuis juin 2023.</p>	2023
M. Khalid CHERKAOUI	Directeur Transformation, innovation et Organisation	<p>M. KHALID CHERKAOUI est titulaire d'un Master en Ingénierie des systèmes d'information de l'Université Mohamed V de Rabat, et d'un DESS en Management Système d'Information du CNAM Paris. Il a démarré son activité professionnelle en 1999 à la Banque Populaire, en tant que Chef de Projet Organisation.</p> <p>En 2001, il intègre Cetelem France filiale de BNP Paribas en tant que Chef de projet Informatique. Après plusieurs fonctions de responsabilité au sein de Cetelem, il rentre au Maroc pour rejoindre le Groupe M2M à la tête de la Direction Support et Maintenance.</p> <p>En 2007 Mr CHERKAOUI a rejoint Wafasalaf où il a occupé plusieurs fonctions au sein de la DSI puis à la tête de la Direction Organisation et Assistance à Maitrise d'Ouvrage, avant de rejoindre le Pôle Commerce en tant que Directeur Support et Traitement.</p> <p>Ensuite, il a intégré Wafasalaf et a été nommé Directeur exécutif, Partenariats institutionnels et support Commercial en 2022.</p> <p>En septembre 2023, il est Directeur Transformation, innovation et Organisation.</p>	2023
M. Khalid BOUKANTAR	Directeur BDI & synergie SFS	<p>Titulaire d'une Maîtrise en Commerce et Affaires de l'Université de Clermont-Ferrand II en 1988 et d'un diplôme de troisième cycle en commerce de l'ISCAE en 1995.</p> <p>M. KHALID BOUKANTAR a intégré en 1989 la banque SMDC (actuellement Banque Populaire) en tant que Crédittman « Grands Comptes ».</p> <p>En 1991, il rejoint Wafasalaf en tant que Responsable de Production. Ensuite, il exerce plusieurs fonctions au sein de la Direction Commerciale et Marketing de Wafasalaf avant d'être nommé Directeur des Réseaux Agences et Plateformes en janvier 2007.</p> <p>En 2009, M. BOUKANTAR est nommé Directeur Adjoint du Pôle Commercial et Marketing, en charge des « Marchés et Partenariats », au sein du Pôle Commercial et Marketing. En 2013, il a occupé le poste de Directeur Contrôle, Risques et Conformité. Depuis 2022, il est nommé directeur BDI & synergie SFS.</p>	2022

Biographie des principaux dirigeants

Membre	Fonction	Biographie	Date d'entrée en fonction
Mme. Lamia RAFAI	Directeur Capital Humain	Titulaire d'un Master Professionnel en Economie et Management, Mme RAFAI a intégré Wafasalaf en 1991. Après avoir occupé plusieurs fonctions, elle rejoint la Direction du Risque en tant que Responsable de la Cellule Assainissement et en tant que Responsable du Département Phoning en 1996. En janvier 2007, elle est nommée Directeur du Risque Amiable au sein du Pôle Risque. Entre 2010 et 2012, elle occupe la fonction de Directeur de la Gestion pour Compte au sein du Pôle Opérations, Organisation et Partenariats. Depuis 2012, elle occupe le poste de Directeur du Pôle Partenariats Institutionnels Entre 2017 et 2019 elle a occupé le poste de Directeur Communication. Puis en septembre 2019, Mme Lamia RAFAI a occupé le poste de Directeur Partenariats Gestion Pour Comptes. Depuis 2020, elle a été nommée Directeur Capital Humain.	2020
Mme. Faiza ABIED	Directeur Gestion pour Compte	Madame Faiza ABIED a obtenu en 1998 un Baccalauréat, Option « Sciences Expérimentales », en Juin 2002 une Maîtrise en Finance à l'École Supérieure de Gestion « ESG » puis, en Juin 2006 un Master en Audit interne et Contrôle de Gestion, toujours à l'École supérieure de Gestion « ESG PARIS ». En Décembre 2002, elle a occupé le poste de Responsable Trésorerie à HOLDING MABYA-Groupe KARIM LAMRANI. En Décembre 2006, Mme Faiza a intégré Wafasalaf et a depuis occupé les postes d'Auditeur Chef de mission - Direction Audit Interne et Inspection. En 2014, elle a participé au projet de mise en place d'une solution de gestion des activités des audits « e@udit », initié par l'Audit Groupe Attijariwafa-Bank, avec Wafasalaf comme filiale pilote. En 2015, elle a co-animé le séminaire de la communauté Audit Groupe Attijariwafa-Bank. En 2016, elle a conduit une mission d'audit CACF « Gestion et qualité des opérations ». En 2019, elle a été nommée Directeur Audit et Inspection Wafasalaf. Depuis 2021 elle a été nommée Secrétaire Générale à WAFASALAF. Actuellement, Mme Faiza ABIED est en charge de la « Gestion pour compte ». Son périmètre compte le « Développement des partenariats », les « Plates-Formes de traitement » et le « Support GPC ».	2023
Mme. Meryem ABASSI	Secrétaire Général	Meryem ABASSI est diplômée de l'École Supérieure de Commerce de Nantes et lauréate d'un MBA en Stratégie et Finance de l'École des Ponts Business School. Avant d'intégrer le groupe Attijariwafa Bank, Meryem a cumulé une expérience de 10 ans à l'international, dont 2 ans aux Etats-Unis et 5 ans en France au sein d'un cabinet de conseil en organisation et stratégie. En 2010, elle intègre le groupe Attijariwafa Bank, d'abord au sein de la filiale spécialisée en gestion d'actifs Wafa Gestion, en tant qu'analyste financier Senior puis en 2014, intègre la filiale Attijari Titrisation en tant que Directeur Commercial et Structuration. En 2019, Mme Meryem ABASSI est directrice de la stratégie et gouvernance et membre du Comité Exécutif de Wafasalaf. Actuellement, Mme Meryem ABASSI est membre Directoire et en charge du Secrétariat Général. Son périmètre compte la « Stratégie », la « Gouvernance », la « Satisfaction client », les « Moyens généraux », les « Achats » et le « Conseil juridique ».	2023

Membre	Fonction	Biographie	Date d'entrée en fonction
Mme. Sophia SABIR	Directrice d'audit Interne et Inspection	Mme Sophia SABIR est diplômée de l'Université de Nancy. Après 3 ans en tant qu'auditrice Senior à EY, Mme Sophia SABIR a intégré le Groupe Attijariwafa Bank en 2006 en tant que Responsable des Supports et Relations Externes au sein de la Direction Conformité. En 2007, Mme Sophia SABIR a rejoint la Direction d'audit interne où elle a pu superviser en tant que Senior puis en tant que chef de mission expérimenté diverses missions d'audit s'inscrivant dans un périmètre élargi (Entités centrales, Filiales, Réseau). De 2010 à 2011, Mme Sophia SABIR s'est vue confiée la conduite de chantiers structurants au sein de l'Audit Général du Groupe. En 2012, Mme Sophia SABIR a été chargée de la création de l'entité Supervision des Audits filiales Attijariwafa Bank puis a été nommée Responsable du pilotage de cette entité couvrant 11 filiales BDI et 6 filiales FFS. Actuellement, Mme Sophia SABIR est directrice d'audit Interne et Inspection chez Wafasalaf.	2021
M. Yasser ABDELLAOUI	Directeur de Systèmes d'Information	M. Yasser ABDELLAOUI est diplômé en informatique de l'École Mohammadia d'Ingénieurs. Dès sa sortie d'école, Yasser a rejoint Wafasalaf en tant qu'ingénieur support et exploitation IT. Depuis, il a gravi tous les échelons au sein du département IT de Wafasalaf, en passant de chef de projets SI à responsable études et intégration IT puis responsable études et développement IT. Depuis juin 2023, M. ABDELLAOUI est directeur de Systèmes d'Information.	2023

Autres mandats des membres du Conseil de Surveillance

M. Ismail DOUIRI

Sociétés	Fonction
AWB Europe	Administrateur
AWB Egypt	Administrateur non-exécutif
ABT	Administrateur, rep andalucarthage
CBAO	PCA & CAFIN
CDS	Administrateur
BIM	Administrateur
SIB	Administrateur
BIA Togo	Administrateur
SCB	Administrateur rep AWB
UGB	Administrateur
CDC	Administrateur
ABM	Président & AWB
Attijari Bank Tchad (En creation)	Administrateur
WAFASALAF	Président du CS
WAFACASH	Administrateur
WAFABAIL	Président du CS rep AWB
WAFABAIL	Président du CS
BANK ASSAFA	Président Rep. AW
ATTIJARI FACTORING	PCA Rep. AWB
WAFALD	PCA Rep. AWB
DAR ASSAFAA	Président Rep. AW
WAFAL FONCIERE	Président Directeur Général
WAFAL Corporation	Administrateur
STE IMMOBILIERE PASTEUR	Administrateur
OMNIUM DE GESTION MAROCAIN	Administrateur
HIVERNAGE	Administrateur
BCM CORP	Administrateur
ATTIJARIA AL AAKARIA AL MAGHRIBIA	Administrateur
ATTIJARI RECOUVREMENT	Administrateur
ATTIJARI PAYMENT PROCESSING	Administrateur
ATTIJARI AFRICA HOLDING	Président Directeur Général
ATTIJARI OPERATIONS AFRICA	Président du CA
ATTIJARI IVOIRE	Président Directeur Général
ATTIJARI IT AFRICA	Administrateur
ATTIJARI CIB AFRICA	Administrateur
ATTIJARI AL YOUSOUFIA	Administrateur
ATTIJARI AFRICA	Administrateur
ANDALUCARTHAGE	Président CA
ZAKAT	Associé
MAIMOUNA	Associé
EL BOT	Associé
SOMGETI	Administrateur
BELAZI	Administrateur
MARAKECH EXPANSION	Administrateur
WAFATRUST	Administrateur
ATTIJARI WEST AFRICA	Président CA
AFRICA ATTIJARI WEST AFRICA	Administrateur
CAFIN	Administrateur Général
FILAF	Administrateur Général
SAF	Associé Gérant
ATTIJARI AFRIQUE PARTICIPATIONS	Président
ATTIJARI MAROCCO MAURITANIE	Président
Dial Technologies	Administrateur
Bourse des Valeurs de Casablanca	Administrateur
Care International Maroc	Administrateur
ONG	Président

M. Mohamed EL KETTANI

Sociétés	Fonction
Attijari Bank Tunisie	Administrateur
Andalucarthage	Représentant AWB – Administrateur
Attijari Africa Holding	Représentant AWB – Administrateur
Attijari Finance Corp	Président représentant AWB Maroc
ATTIJARI IVOIRE	Administrateur
ATTIJARI WEST AFRICA	Représentant AWB – Administrateur
Attijariwafa Bank Egypt	Administrateur Non Exécutif
Attijariwafa Bank Europe	Président du Conseil d'Administration
BANK ASSAFA	Membre Conseil de surveillance
BCM CORP	Président du Conseil d'Administration
CBAO	Administrateur Sénégal
EL O MARIA 2	Associé Gérant
EL O MARIA 3	Associé Gérant
EL O MARIA 4	Associé Gérant
EL O MARIA 5	Associé Gérant
KASOVI	Director
OMNIUM DE GESTION MAROCAIN	Président Directeur Général
SCB	Administrateur
SIB	Administrateur rep AWB
WAFAL Corporation	Président du Conseil d'Administration
Wafal Gestion	Administrateur
WAFAL IMMOBILIER	Membre du CS
WAFABAIL Membre du CS	Membre du CS
WAFACASH	Membre du CS
WAFASALAF	Membre du CS
Wafal assurance	Administrateur et représentant OGM
AL MADA	Représentant Attijariwafa Bank
OPTORG	Membre du CS
Nouvelles Sidérurgies Industrielles	Administrateur représentant
Fondation ONA	Administrateur
Université Al Akhawayn	Administrateur
GPBM	Vice-Président Délégué
Fondation Actua	Président
Fondation Attijariwafa Bank	Président
Fondation Mohamed V pour la Solidarité	Administrateur
Fondation Gestion Centre National Med V pour les Handicapés	Administrateur
Association Gestion Centre de TPE Solidaires	Président

M. Hassan BERTAL

Sociétés	Fonction
Attijari International Bank	Administrateur
Wafal Ima Assistance	Administrateur
Sopriam	Administrateur
AWB Europe	Administrateur
Wafal Assurance	Administrateur
CBAO	Administrateur
SCB	Administrateur
Wafal Gestion	Administrateur
ATTIJARI PATRIMOINE VALEURS	Administrateur
ATTIJARI PATRIMOINE MULTIGESTION	Administrateur
ATTIJARI DIVERSIFIE	Administrateur
ATTIJARI OBLIGATIONS	Administrateur
ATTIJARI PATRIMOINE DIVERSIFIE	Administrateur

Autres mandats des membres du Conseil de Surveillance

M. Hassan BERTAL (suite)

Sociétés	Fonction
ATTIJARI PATRIMOINE TAUX	Administrateur
ATTIJARI SELECTION	Administrateur
ATTIJARI TRÉSORERIE	Administrateur
WG DIVERSIFIÉ	Administrateur
FRUCTIVALEURS	Administrateur
PALMARES FINANCIÈRES	Administrateur
WG CROISSANCE	Administrateur
Attijari Capital Développement (ACD)	Administrateur
Media reseaux	Administrateur
GESTFONDS	Administrateur
ATTIJARI GESTION	Administrateur
CREDIT DU MAROC FONDS	Administrateur
WAFASALAF	Membre
ATTIJARI FACTORING	Administrateur
WAFALD	Administrateur
WAFACASH	Administrateur
WAFALIMMOBILIER	Membre Conseil de surveillance
WAFABAIL	Membre Représentant AWB
BANK ASSAFA	Membre Conseil de surveillance et vice-président
ATTIJARI IMMOBILIER	Administrateur
DAR ASSAFAA	Membre et vice-président
WAFALCOURTAGE	Président du Conseil d'Administration
ATTIJARI PAYMENT PROCESSING	Administrateur
ATTIJARI AFRICA HOLDING	Administrateur
ATTIJARI OPERATIONS AFRICA	Administrateur
ATTIJARI IVOIRE	Administrateur
ATTIJARI CIB AFRICA	Administrateur
ATTIJARI AFRICA	Administrateur
DINERS CLUB DU MAROC	Administrateur
WAFATRADE	Administrateur

Mohamed EL HAJJOUJI

Sociétés	Fonction
Société de Gestion des Fonds de Garantie des Dépôts Bancaires	Administrateur indépendant
	Président du Comité d'investissement
	Membre du Comité d'Audit et Membre du Comité des Résolutions
ORBIS Holding	Administrateur indépendant
	Administrateur de petites sociétés du Groupe
Caisse Marocaine des Retraites	Expert Indépendant
	Membre du Comité d'Audit

Sophie LAZAREVITCH

Sociétés	Fonction
CIFD	Administrateur Indépendant
CA Auto Bank	Administrateur Indépendant
Milleis	Administrateur Indépendant
Procvivis Ouest	Administrateur

Ghyslaine ALAMI MARROUNI

Sociétés	Fonction
BIA TOGO	Administrateur
Wafasalaf	Membre du conseil de surveillance

Gilbert RANOUX

Sociétés	Fonction
FCA Capital	Administrateur
Crédibom	Administrateur

Sébastien CHAMBARD

Sociétés	Fonction
Néant	Néant

Rachid KETTANI

Sociétés	Fonction
CBAO	Administrateur
Bank Assafaa	Membre du CS

Rija RAJOELIARIVONY

Sociétés	Fonction
Wafasalaf	Membre du conseil de surveillance
CreditPlus Bank AG	Membre du conseil de surveillance

Stéphane PRIAMI

Sociétés	Fonction
AGOS DUCATO	Président du Conseil d'Administration
CA Mobility	Président
CA AUTO BANK S.p.A.	Président du Conseil d'Administration
Leasys	Administrateur
IFCAM	Administrateur
CA Leasing & Factoring	Administrateur
CA Payment Services	Administrateur
CA GIP	Administrateur
CA Grands Crus	Membre du Conseil de Surveillance

Relations avec les investisseurs

Wafasalaf maintient une communication constante avec ses actionnaires en diffusant régulièrement sur son site internet toutes les publications légales requises pour les sociétés cotées en bourse, et ceci conformément aux exigences réglementaires en vigueur.

Durant l'année 2023, Wafasalaf a rendu public ses informations financières selon le calendrier indiqué ci-dessous et ces communiqués sont accessibles sur son site internet : www.wafasalaf.ma/fr/espace-institutionnel/

Liste des communiqués de presse publiés en 2023

Communiqué de presse	Date de publication
Publication des résultats financiers de l'exercice 2022	28/02/2023
Communiqué de presse relatif à la publication du Rapport Financier Annuel 2022 et à l'avis de convocation à l'AGO du 30 Mai 2023	27/04/2023
Communiqué de presse relatif aux indicateurs du 1er trimestre 2023	31/05/2023
Communiqué de presse post AGO	15/06/2023
Communiqué de presse relatif aux indicateurs du 2e trimestre 2023	30/08/2023
Publication des résultats financiers du 1er semestre 2023	29/09/2023
Communiqué de presse relatif aux indicateurs du 3e trimestre 2023	29/11/2023
Communiqué de presse suite au visa de l'AMMC sur le prospectus relatif à l'émission d'un emprunt obligataire subordonné	15 /12 /2023
Communiqué de presse suite à la mise à jour annuelle du dossier d'information relatif au programme d'émission de Bons de Sociétés de Financement	15 /12 /2023
Communiqué de presse suite au visa de l'AMMC sur le prospectus relatif à l'émission d'un emprunt obligataire subordonné	18 /12 /2023
Communiqué de presse suite à la mise à jour annuelle du dossier d'information relatif au programme d'émission de Bons de Sociétés de Financement de Wafasalaf	18 /12 /2023
Communiqué de presse suite au visa de l'AMMC sur le prospectus relatif à l'émission d'un emprunt obligataire subordonné	21/12/2023
Communiqué de presse relatif au résultat de l'émission d'obligations subordonnées	28/12/2023



> 04

Comptes annuels & rapports

Rapport de Gestion

Sommaire

I.	Évolution du résultat / activité	p.70
II.	Analyse des principaux postes du bilan	p.71
III.	Analyse des résultats sociaux et IFRS	p.72
IV.	Projet d'affectation des résultats	p.75
V.	Échéancier des dettes fournisseurs	p.75
VI.	Orientations stratégiques	p.76
VII.	Faits marquants 2023	p.77
VIII.	Filiale : Themis courtage	p.78
IX.	État des filiales & participations	p.78
X.	Difficultés rencontrées	p.79

ÉVOLUTION DU RÉSULTAT/ACTIVITÉ

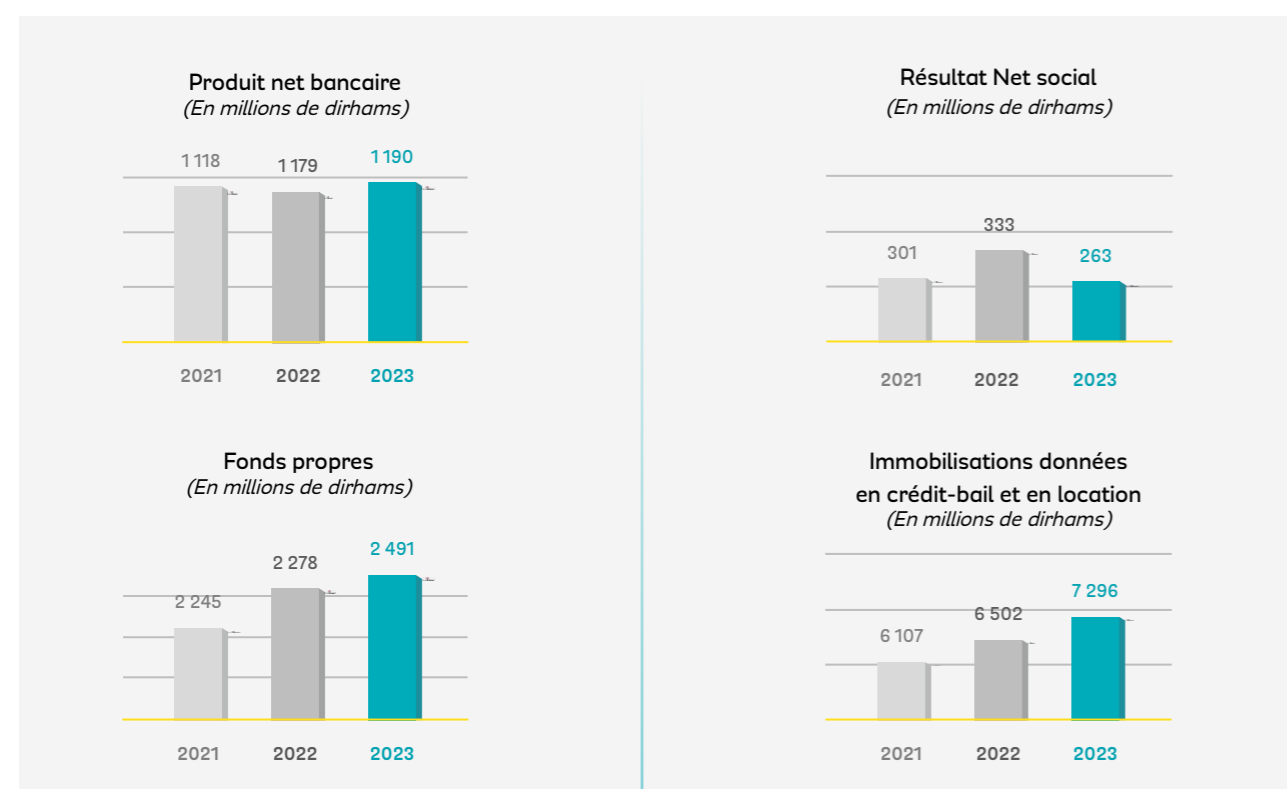
COMPTE DE RÉSULTAT SOCIAL AU 31/12/2023

(En millions de dirhams)	2021	2022	2023	Δ 23/22	TCAM
Produit net bancaire	1188	1179	1190	1,0%	0,10%
Charges générales d'exploitation	519	554	574	3,5%	5,12%
Résultat brut d'exploitation	694	648	646	-0,3%	-3,53%
Dotation aux provisions et pertes / créances irrécupérables	922	680	656	-3,5%	-15,65%
Reprises de provisions et récupérables / créances amorties	610	499	409	-18,1%	-18,13%
Résultat net	301	333	263	-20,93%	-6,47%

BILAN AU 31/12/2023

(En millions de dirhams)	2021	2022	2023	Δ 23/22	TCAM
Total du bilan	16 638	17 005	17 896	5,2%	3,71%
Créances sur la clientèle	9 388	9 421	9 740	3,4%	1,86%
Immobilisations LOA	6 107	6 502	7 296	12,2%	9,30%
Dettes (à vue, à terme et titres de créance émis)	9 863	10 205	10 554	3,42%	3,44%

PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS AU 31/12/2023



PRINCIPAUX POSTES DU BILAN

STRUCTURE DES EMPLOIS

Au titre de l'exercice 2023, le total bilan de Wafasalaf a totalisé 17 896 millions de dirhams, en évolution annuelle de 5,2%.

Cette performance découle de la hausse des Immobilisations données en crédit-bail et en location de 794,2 millions de dirhams soit 12,2 %, grâce aux performances commerciales réalisées sur la production 2023.

Au niveau bilanciel, le total actif est constitué par les créances sur la clientèle à hauteur de 54,5% et par les immobilisations données en crédit-bail et en location à hauteur de 40,8%. Ces deux rubriques constituent ensemble à 95,3% du total bilan.

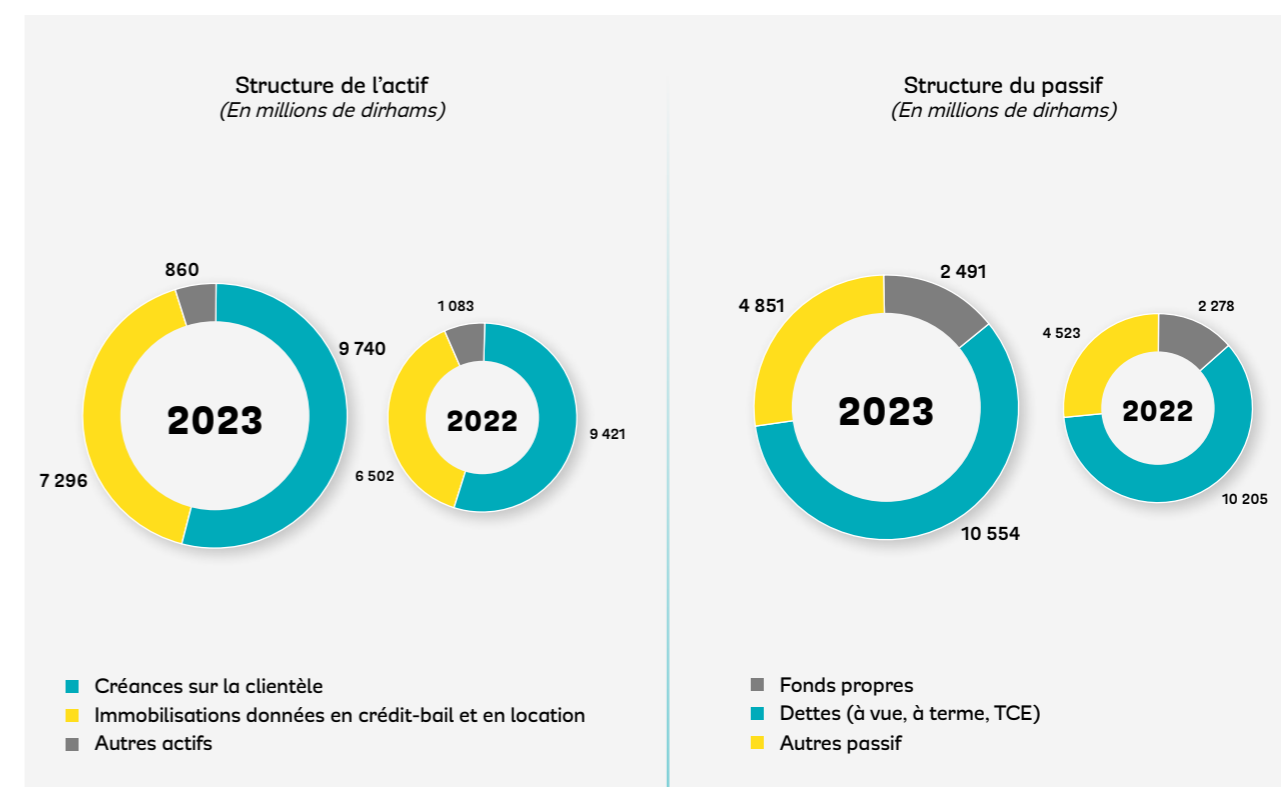
STRUCTURE DES RESSOURCES

En contrepartie, la hausse du passif est portée par :

La hausse des dépôts de la clientèle de 8% soit 253,6 millions de dirham suite notamment à la progression de la production LOA, et à l'évolution des dettes subordonnées qui passent de 506 millions de dirhams en 2022 à 757 millions de dirhams en 2023 soit une hausse de 251,1 millions de dirhams,

Représentant 31,7% du total bilan, les titres de créances négociables sont passés de 5 266 millions de dirhams à 5 661 millions de dirhams en 2023, soit une évolution de 7% comparée à l'exercice précédent, suite à l'orientation de Wafasalaf vers les BSF en raison des conditions défavorables des taux d'intérêts sur les emprunts bancaires.

PRINCIPAUX INDICATEURS



Wafasalaf maintient toujours des niveaux de fonds propres confortables.

Au 31 décembre 2023, les fonds propres et assimilés s'établissent à **2 491 millions de dirhams** en amélioration de **9,4%** par rapport à l'exercice précédent.

RÉSULTATS SOCIAUX AU 31/12/2023

LES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRES

Les produits d'exploitation bancaires affichent une hausse de 5,1% et s'établissent à 3 130 millions de dirhams contre 2 978 million de dirhams en 2022, soit une amélioration de 151,9 millions de dirhams, suite notamment à la hausse des produits des immobilisations en crédit-bail et en location de 8,6% suivi de la progression des intérêts et produits assimilés des titres de créance de 32,3 millions de dirhams.

Les produits des titres de propriété correspondent aux dividendes de notre filiale Thémis courtage, enregistrent une hausse de 10% en se chiffrant à 54,9 millions de dirhams à fin 2023.

CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRES

Les charges d'exploitation bancaires ont connu une évolution de 8%, en passant de 1 799,3 millions de dirhams à 1 939,7 millions de dirhams, soit une hausse de 140,5 millions de dirhams entre 2022 et 2023.

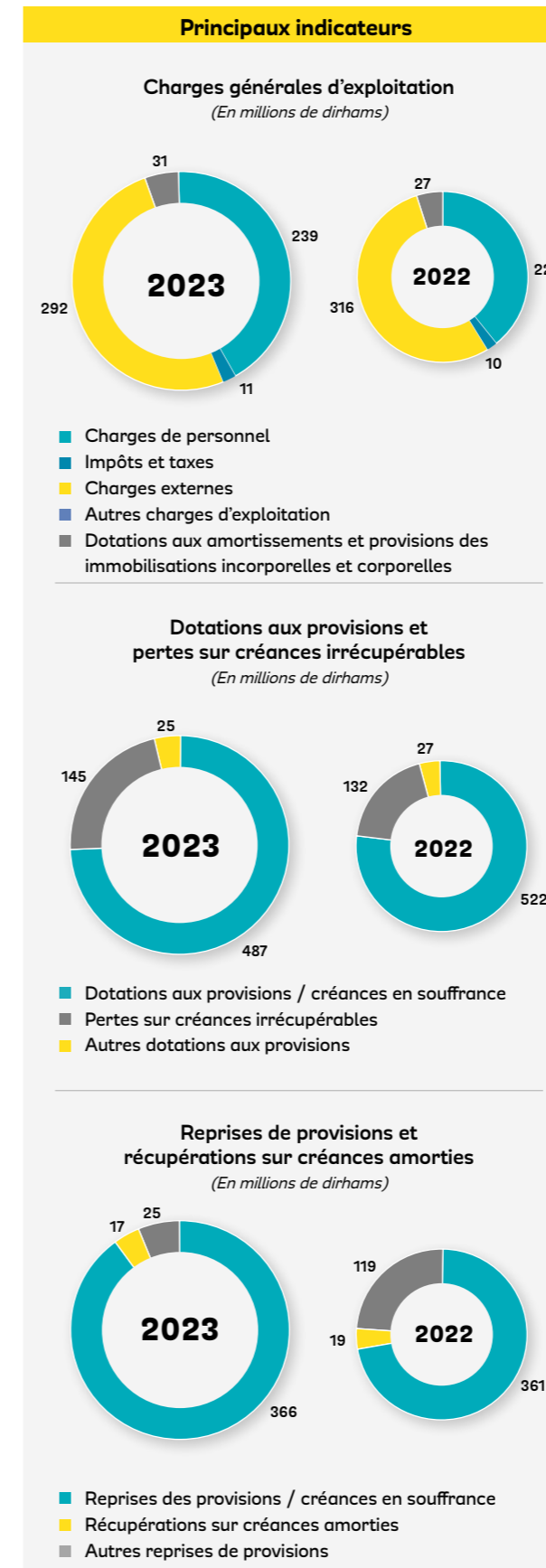
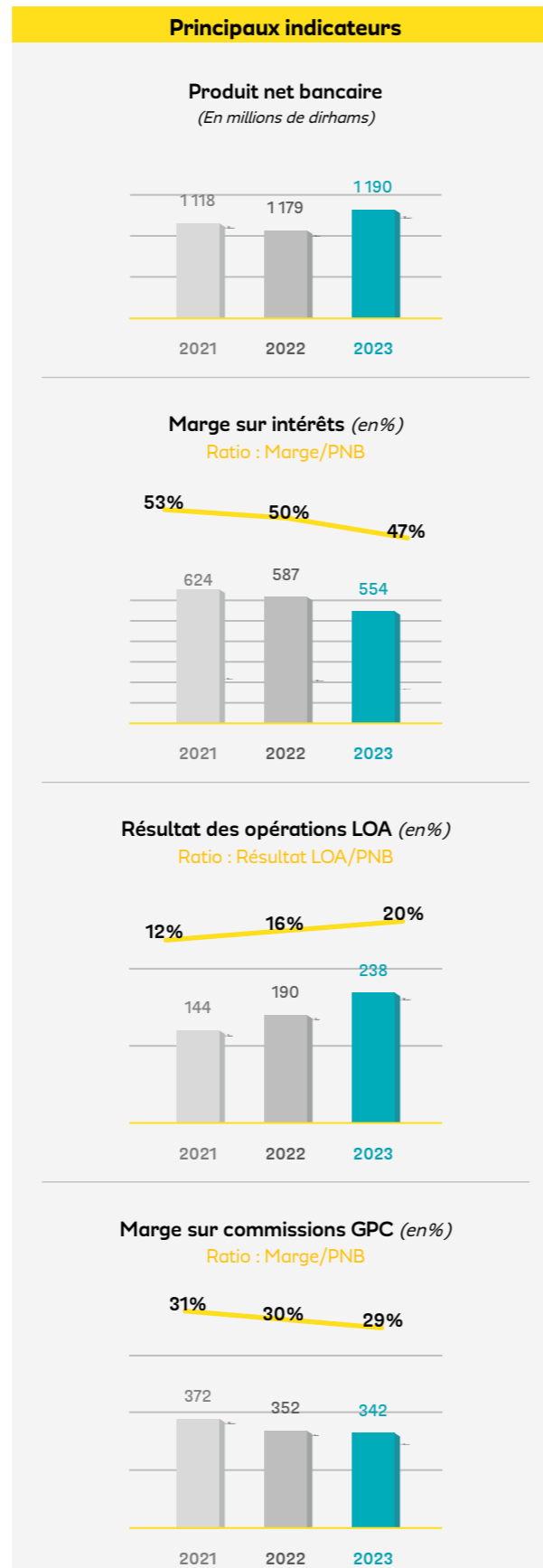
Cette variation est générée par la hausse de 6,4% des charges des immobilisations LOA qui sont passées de 1 473,5 millions de dirhams à 1 568,1 millions de dirhams en 2023 suivi des intérêts et charges assimilées des opérations avec les établissements de crédits qui enregistre une hausse de 58,2 millions de dirhams en 2023.

PRODUIT NET BANCAIRE

Le produit net bancaire s'établit à 1 190,5 millions de dirhams contre 1 179 millions de dirhams en 2022 enregistrant ainsi une évolution de 11,4 millions de dirhams par rapport à fin 2022.

Cette évolution résulte de :

- > L'augmentation du résultat des opérations de crédit-bail et de location de 25% soit 47,8 millions de dirhams.
- > Une hausse de 1,1 millions de dirhams du résultat des opérations de marché.
- > La diminution de la marge sur intérêts de -6% soit -32,9 millions de dirhams.



CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

Les charges générales d'exploitation s'inscrivent en hausse maîtrisée de 3,4% et s'établissent à 573 millions de dirhams contre 554 millions dirhams en 2022, soit une évolution de 19 millions de dirhams par rapport à l'année dernière, influencées par l'augmentation des charges de personnel de 4,3% soit 9,8 millions de dirhams, et la hausse des charges externes (don séisme) de 3,8 millions de dirhams, soit +1%.

RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION

Le résultat Brut d'exploitation a totalisé à fin décembre 2023 un montant de 645 millions de dirhams contre 648 millions de dirhams par rapport à fin 2022, en légère baisse de -0,4%, soit -2,4 millions de dirhams suite à l'augmentation des charges d'exploitation sur la période.

COÛT DU RISQUE

Les dotations aux provisions constituées en 2023 s'élèvent à 656 millions de dirhams enregistrant une baisse de -4 % soit -24 millions de dirhams par rapport à 2022 en lien avec la maîtrise du profil risque.

Les reprises enregistrent une diminution de -18% pour s'établir à 409 millions de dirhams en 2023, soit une baisse de -90 millions de dirhams par rapport à 2022 liée à un effet de base exceptionnel.

Le taux coût du risque social s'est inscrit en hausse de -36 pbs pour s'établir à 1.80% à fin 2023,

RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE

Le résultat net social ressort à 263 millions de dirhams, en baisse de 21% par rapport à 2022 découlant des effets de base exceptionnels 2022 au niveau du coût du risque.

RÉSULTATS CONSOLIDÉS IFRS AU 31/12/2023

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés incluent les comptes de WAFASALAF et sa filiale THEMIS COURTAGE.

Le périmètre de consolidation de WAFASALAF se définit comme suit :

Dénomination sociale	31/12/2023		31/12/2022		Méthode de consolidation
	% Intérêt	% Contrôle	% Intérêt	% Contrôle	
THEMIS COURTAGE	100%	100%	100%	100%	Intégration globale

Résultats IFRS

PRODUIT NET BANCAIRE IFRS

Le PNB consolidé IFRS à fin décembre 2023 affiche une hausse de 2,9% soit 33,9millions de dirhams par rapport à fin décembre 2022. Cette performance est liée principalement à :

- › L'augmentation de la marge nette d'intérêts de +3,8% ;
- › L'évolution des produits financiers qui augmentent de +5,9% suite à la performance du revenu LOA de +25,6% et de PP +10,4%.
- › La hausse des charges financières affichent une augmentation annuelle de +17,1% soit +53,4Mdh sous l'effet de l'évolution contractuelle des taux de refinancement

CHARGES D'EXPLOITATION IFRS

Les charges d'exploitation IFRS enregistrent une hausse de 8.1% soit 33,2millions de dirhams par rapport à fin décembre 2022 impactées principalement par le don au fonds de solidarité pour le séisme.

Une augmentation du coefficient d'exploitation qui s'établit à 36,3% à fin décembre 2023 contre 34,6% en 2022, sous l'effet de la hausse des charges d'exploitation sur la période.

COÛT DU RISQUE IFRS

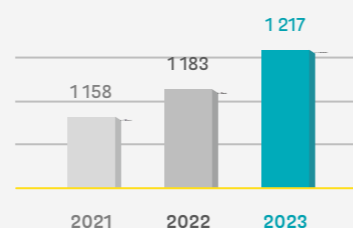
Le coût du risque s'établit à 266 millions de dirhams contre 144 millions de dirhams à fin 2022, cette hausse est expliquée par un effet de base exceptionnel en 2022 suite à la reprise liée à la pandémie Covid.

RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ IFRS

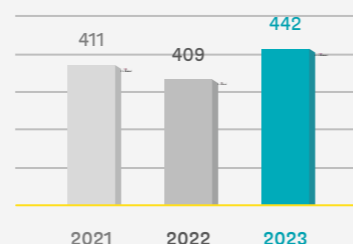
Le résultat IFRS consolidé à fin décembre 2023 ressort en baisse de 18,7% par rapport à fin décembre 2022 pour s'établir à 307,3millions de dirhams.

Principaux indicateurs

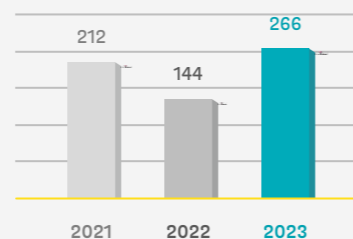
Produit net bancaire IFRS (En millions de dirhams)



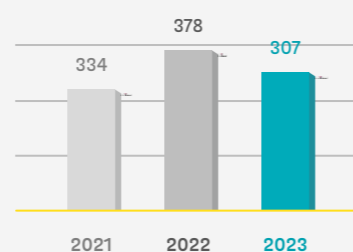
Charges d'exploitation IFRS (En millions de dirhams)



Coût du risque IFRS (En millions de dirhams)



Résultat net consolidé IFRS (En millions de dirhams)



PROJET D'AFFECTATION DES RÉSULTATS

AFFECTATION DES RÉSULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE AU 31/12/2023

	Montant en DHS
Bénéfice net de l'exercice	263 305 738,09
Report à nouveau des exercices précédents	7 028 447,72
Bénéfice distribuable	270 334 185,45
Dividendes	223 004 000,00
Autres réserves	40 301 737,73
Solde à reporter à nouveau	7 028 447,72

ÉCHÉANCIER DES DETTES FOURNISSEURS

DÉCOMPOSITION PAR ÉCHÉANCE DU SOLDE DES DETTES FOURNISSEURS AU 31/12/2023

	(A) Montant des dettes fournisseurs à la clôture A=B+C+D+E+F	(B) Montant des dettes non échues	Montant des dettes échues			
			(C) Dettes échues de moins de 30 jours	(D) Dettes échues entre 31 et 60 jours	(E) Dettes échues entre 61 et 90 jours	(F) Dettes échues de plus de 90 jours
Date de clôture exercice 2022	329 905 989,13	3 199 842,16	218 688 148,62	76 383 912,52	14 682 084,89	16 952 000,94
Date de clôture exercice 2023	284 426 380,81	2 579 397,62	192 993 794,27	60 975 909,31	25 502 106,17	2 375 173,45

PRINCIPALES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES

Wafasalaf, fidèle à sa signature « DIMA MAAK », souhaite accompagner ses clients et partenaires à travers sa stratégie qui s'articule autour des axes suivants:

- > Le client, par :
 - La mise en place d'une tarification compétitive et une expérience client irréprochable en se dotant des outils technologiques avancés de gestion de relation client sur toute la chaîne de valeur ;
 - Le focus sur le digital en améliorant le SAV digital et en renforçant la présence médiatique sur les réseaux sociaux;
 - Le maintien d'un engagement fort autour de la qualité de service rendu au client sur toute la chaîne de valeur
 - Le fort investissement dans le traitement des risques, par la mise en place de nouveaux processus de recouvrement et de la mise à niveau des grilles de scores.
- > Le partenaire, par :
 - Le renforcement de la proximité avec les réseaux des partenaires;
 - L'accompagnement de nos partenaires sur leurs projets stratégiques.
- > Les canaux de distribution, par :
 - Le développement d'un modèle de distribution 100% digital;
 - Le renforcement des réseaux de prescription de l'équipement des ménages et de l'automobile.
- > Les produits, à travers :
 - La consolidation de la gamme de produits avec la mise en place du leasing TCM et du revolving;
 - Le développement des produits packagés incluant de nouvelles prestations d'assurance.

PRÉSENTATION DE L'ORIENTATION STRATÉGIQUE DE L'ANNÉE 2024 :

Orientations stratégiques :

- Parcours client 100% digital : Continuer sur notre bon trend digital et améliorer notre parcours client vers du 100% digital incluant tous les produits.
- Faire de l'activité assurance, un pilier des revenus de Wafasalaf.
- Continuer sur le renforcement de notre système décisionnel, de lutte contre la fraude et sur notre machine de recouvrement.
- Se repositionner en tant que leader sur le marché du financement automobile et en tant que provider de solutions de mobilité.
- Lancer la stratégie verte.
- Améliorer notre rentabilité.
- Optimiser notre modèle RH actuel.

FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2023

La production nette portée (6 437 MDHS) est en hausse de +12% / 2022, par l'effet de la forte évolution de l'activité automobile (+35% / 2022) qui bénéficie de la nouvelle dynamique commerciale ainsi que de la revue récente du cadre d'acceptation.

> Automobile (Prod : 3 153 MDH, +35% / 2022) :

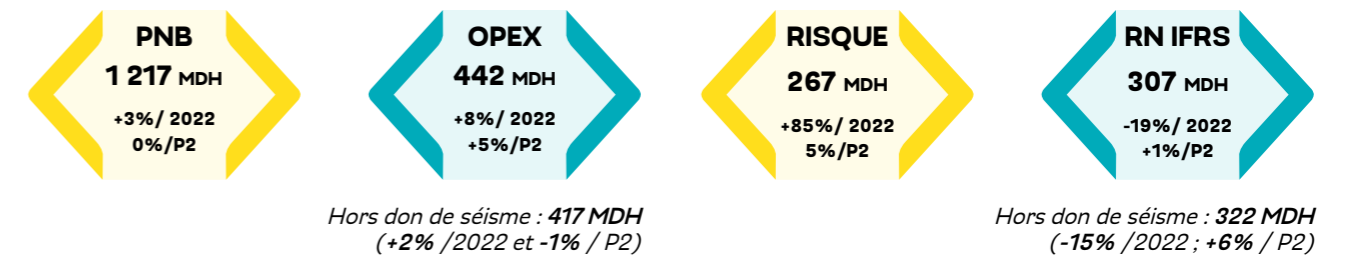
- Wafasalaf réalise la meilleure progression du marché et améliore sa PDM en passant de 18,1% en 2022 à 21,3% en 2023 grâce au partenariat CAC et au retour sur le marché des loueurs.
- L'année 2023 a connu la signature de 3 nouveaux partenariats : CAC, Auto Hall et Auto Nejma.

> Prêts non affectés (Prod : 2 718 MDH, -3% / 2022) :

- Wafasalaf maintient sa position de leader avec une PDM de 38 %, L'activité digitale maintient sa progression avec une progression de +8% / 2022.

> En termes de performance des indicateurs du recouvrement, l'année 2023 a connu des perturbations liées à l'environnement de récupération de véhicule ainsi que les procédures d'assignation.

> En conclusion, Wafasalaf clôture l'année avec de bons résultats :



AUTRES FAITS MARQUANTS 2023 :

- > Un fort niveau d'engagement et de mise en responsabilité des collaborateurs (Score de 90, +1/2022) ;
- > Trois distinctions en 2023 :
 - « Elu Service Client de l'année » et « Certification IFACI » ;
 - « Elu Service Client de l'année » ;
 - « Certification IFACI » pour l'Audit Wafasalaf ;

> Wafasalaf ressort dans le Top 3 des marques marocaines les plus appréciées du Royaume lors de l'événement « Love Brand Awards » organisé en marge de la 7ème édition des « Impériales » ;

> Une mission de contrôle menée par la CNSS, portant sur les exercices 2019, 2020, 2021 et 2022 est tenue actuellement au sein de Wafasalaf. Le risque social encouru est suffisamment provisionné dans les comptes arrêtés au 31/12/2023.

FILIALE : THEMIS COURTAGE

RENSEIGNEMENT À CARACTÈRE GÉNÉRAL

Dénomination sociale	Themis Courtage
Date de création	Décembre 2009
Siège social	Angle bd abdelmoumen et rue arrachati, 1 ^{er} étage, bureau 30 Casablanca
Capital social	300 000 Dhs
% du capital et des droits de vote détenu par Wafasalaf	100%

ACTIVITÉ

Themis courtage, Société Anonyme à Conseil d'Administration détenue à 100% par Wafasalaf, prend en charge l'intermédiation et la gestion de la totalité des activités d'assurance de Wafasalaf.

Les produits distribués par le réseau Wafasalaf sous l'intermédiation de Themis Courtage sont :

- > Assurance Décès Emprunteur (couverture crédit en cas de décès ou d'invalidité totale de l'emprunteur) ;
- > Dommages Automobile Perte Totale (garanties vol, incendie, perte totale en cas d'accident et perte financière) ;
- > Assistance médicale et en cas de décès.

La rémunération de Themis Courtage est constituée par les commissions servies par la compagnie au titre de l'intermédiation.

ORGANES DE GOUVERNANCE

Le Conseil d'Administration de Themis courtage est constitué des membres suivants :

- > **M. Driss FEDOUL** en qualité de Président du Conseil d'Administration ;
- > **Mme. Chadia ABABOU** en qualité d'Administrateur Directeur Général Responsable du cabinet de courtage.

CHIFFRES CLÉS

Le tableau suivant présente les principaux agrégats financiers de Themis Courtage pour les exercices 2021, 2022 et 2023 :

En milliers de dirhams	2021	2022	2023
Chiffre d'affaires	77 292	86 563	95 626
Résultat net	49 800	54 309	63 485
Total bilan	57 205	74 221	71 682
Montant des dividendes perçus par Wafasalaf au titre de l'exercice	46 423	49 933	54 945

Source : Themis Courtage

ÉTAT DES FILIALES & PARTICIPATIONS

LISTE DES ENTREPRISES CONSOLIDÉES AU 31/12/2023

(En milliers de DH)

Dénomination	Adresse	Capital social	% du contrôle	% d'intérêts	Contribution au résultat consolidé	Méthode de consolidation
THEMIS COURTAGE	ANGLE BD ABDELMOUMEN ET RUE ARRACHATI, 1 ^{ER} ÉTAGE, BUREAU 30 CASABLANCA	300	100%	100%	63 485	INTÉGRATION GLOBALE selon les normes IFRS

LA LISTE DES MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE DE WAFASALAF MANDATORIÉS

Membres	Date d'expiration du mandat
M. Ismail DOUIRI en tant que président du Conseil de Surveillance	AGO de 2025 statuant sur l'exercice 2024
Attijariwafa Bank représentée par Mme Ghyzlaine ALAMI MARROUNI	AGO de 2025 statuant sur l'exercice 2024
M. Mohamed EL KETTANI	AGO de 2025 statuant sur l'exercice 2024
M. Hassan BERTAL	AGO de 2025 statuant sur l'exercice 2024
M. Rachid KETTANI	AGO de 2025 statuant sur l'exercice 2024
CA CF représentée par M. Sébastien CHAMBARD	AGO de 2025 statuant sur l'exercice 2024
M. Gilbert RANOUX	AGO de 2025 statuant sur l'exercice 2024
M. Rija RAJOELIARIVONY	AGO de 2025 statuant sur l'exercice 2024
M. Stéphane PRIAMI	AGO de 2025 statuant sur l'exercice 2024
M. Mohammed EL HAJJOUJI	AGO de 2025 statuant sur l'exercice 2024
Mme. Sophie LAZAREVITCH	AGO de 2026 statuant sur l'exercice 2025

DIFFICULTÉS RENCONTRÉES

Aucune.

ÉVÉNEMENTS POST-CLÔTURE

À ce jour, Wafasalaf n'a connu aucun événement, autre que ceux déjà pris en compte, survenu entre la date de clôture de l'exercice et la date d'arrête des comptes et du rapport de gestion, qui nécessiterait un traitement comptable ou une mention dans l'annexe des comptes et dans le rapport de gestion.

Les événements importants survenus, le cas échéant, depuis la date d'arrête des comptes et du rapport de gestion, feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale d'approbation des comptes.

LITIGES & AFFAIRES CONTENTIEUSES

Il n'existe à ce jour aucun litige ou affaire contentieuse susceptible d'avoir ou ayant eu dans le passé récent une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la société Wafasalaf.

MODIFICATIONS INTERVENUES

DANS LA PRÉSENTATION DES COMPTES ANNUELS ET DANS LES MÉTHODES

Aucune modification n'a été intervenue au niveau des règles de présentation des comptes annuels et dans les méthodes d'évaluation au 31/12/2023.

Notes aux comptes Consolidés

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

PRINCIPES DE PRÉPARATION DES COMPTES CONSOLIDÉS

Conformité aux normes comptables

Les états financiers consolidés en normes IFRS de WAFASALAF, ont été établis à compter du 31 Décembre 2021 avec un bilan d'ouverture au 1^{er} Janvier 2020 conformément aux prescriptions énoncées par la norme IFRS 1 « Première application des normes d'information financière internationales », et par les autres normes du référentiel IFRS, en tenant compte de la version et des interprétations des normes telles qu'elles ont été adoptées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Base de présentation

En l'absence de modèle standard préconisé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé est conforme au modèle des états de synthèse proposé au chapitre IV du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC).

Principes et méthodes de consolidation

Les comptes consolidés regroupent les états financiers de WAFASALAF et sa filiale. La filiale désigne la filiale Thémis Courtage pour laquelle WAFASALAF, exerce directement ou indirectement, le pouvoir de diriger les activités pertinentes afin de pouvoir tirer des avantages de ces activités (« contrôle »).

La nature du contrôle (contrôle exclusif, contrôle conjoint et influence notable) exercé par la société mère détermine son périmètre de consolidation. Les différentes méthodes de consolidation pouvant être adoptées par la société mère se présentent comme suit :

- › Une intégration globale lorsque la société mère exerce un contrôle exclusif sur sa filiale et lorsqu'elle est en mesure de diriger les politiques financières et opérationnelles de cette filiale afin de bénéficier de ses activités ;
- › Une mise en équivalence dès lors que la société mère exerce une influence notable. L'influence notable est le pouvoir de participer aux décisions de politique financière et opérationnelle d'une entité, sans en détenir le contrôle ;

Au 31 décembre 2023, le périmètre de consolidation du Groupe Wafasalaf inclut les entités ci-après :

	Dénomination sociale	31/12/2022		31/12/2023		Méthode de Consolidation
		Intérêts	Contrôle	Intérêts	Contrôle	
Entité mère	WAFASALAF	100%		100%	100%	Entité consolidante
Filiales	THEMIS COURTAGE	100%		100%	100%	Intégration globale

1 · Règles et méthodes d'évaluation

1.1 Immobilisations corporelles

La norme

Les immobilisations corporelles sont des actifs corporels qui sont détenus soit pour être utilisés dans la production ou la fourniture de biens ou de services ; soit pour être loués à des tiers, soit à des fins administratives.

Pour l'évaluation d'une immobilisation corporelle, deux modèles à choisir : Modèle du coût ou modèle de la réévaluation.

- › Modèle du coût : La valeur correspond au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur (éventuelles) ;
- › Modèle de la réévaluation : La méthode de la réévaluation est une méthode qui est préconisée lorsque la juste valeur des immobilisations corporelles peut être déterminée de manière fiable. La juste valeur d'une immobilisation dans ce cas, correspond au montant réévalué diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur (éventuelles).

L'approche par composant: Le coût total d'une immobilisation doit être réparti entre ses différents éléments constitutifs ; chaque élément doit être comptabilisé séparément lorsque les composants ont des durées d'utilisation différentes ou procurent des avantages selon un rythme différent.

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Immeubles et constructions d'exploitation :

Intitulé composantes	% de décomposition	Durée d'amortissement par composante
Gros oeuvre/Charpente	45%	50
Étanchéité	18%	20
Agencement	10%	15
Installations techniques	12%	20
Menuiserie intérieure & extérieure	15%	15

La base amortissable d'un actif: Le montant amortissable d'une immobilisation corporelle doit être réparti de façon systématique sur sa durée d'utilité. La base amortissable d'un actif est déterminée après déduction de sa valeur résiduelle.

Options retenues par WAFASALAF

WAFASALAF a retenu la méthode du coût pour évaluer l'ensemble de ses immobilisations corporelles.

1.2 Immobilisations incorporelles

La norme

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire identifiable sans substance physique :

- > il est identifiable, séparable ;
- > l'actif est contrôlé par l'entité ;
- > l'actif génère des avantages économiques futurs.

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au coût d'acquisition initial diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Après sa comptabilisation initiale, une immobilisation incorporelle peut être évaluée selon :

- > le modèle du coût ;
- > le modèle de la réévaluation (en cas de l'existence d'un marché actif).

Le montant amortissable d'une immobilisation incorporelle doit être réparti de façon systématique sur sa durée d'utilité. La base amortissable d'un actif est déterminée après déduction de sa valeur résiduelle.

Immobilisation incorporelle avec durée d'utilité indéterminée :

- > non amortie ;
- > soumise à un test de dépréciation annuelle sous IAS 36.

Immobilisation incorporelle avec durée d'utilité déterminée :

- > amortie sur sa durée d'utilité ;
- > soumise à un test de dépréciation sous IAS 36 si indice de perte de valeur.

Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles portent essentiellement sur les logiciels acquis. Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constatées depuis leur date d'acquisition.

Options retenues par WAFASALAF

WAFASALAF a retenu la méthode du coût pour évaluer l'ensemble de ses immobilisations incorporelles.

1.3 IFRS 16 Contrats de location

La norme

La norme IFRS 16 - Contrats de location, publiée le 13 janvier 2016, remplace la norme IAS 17 et ses interprétations liées. La date d'application de la norme IFRS 16 est effective pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. Application anticipée autorisée pour s'aligner avec la date d'application de la norme IFRS 15.

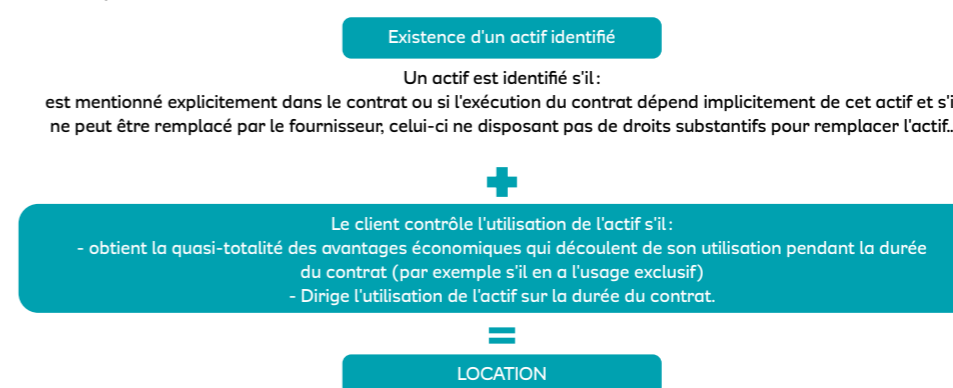
Il y a lieu de distinguer entre :

- > un contrat de location-financement qui est un contrat qui transfère au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif ;
- > un contrat de location simple qui est tout contrat de location autre qu'un contrat de location-financement.

La distinction des contrats de location simple et des contrats de location financement est supprimée.

Désormais, la norme prévoit pour l'ensemble des contrats de location le même traitement comptable. Le bien loué est enregistré à l'actif comme un droit d'utilisation et en contrepartie au passif une dette de location qui représente l'engagement financier.

Selon IFRS 16, il y a un contrat de location lorsque le bailleur ne garde plus un droit de substitution substantiel d'une part et d'autre part, le preneur acquiert le droit de contrôler l'utilisation de l'actif pendant une période donnée en échange d'une contrepartie.



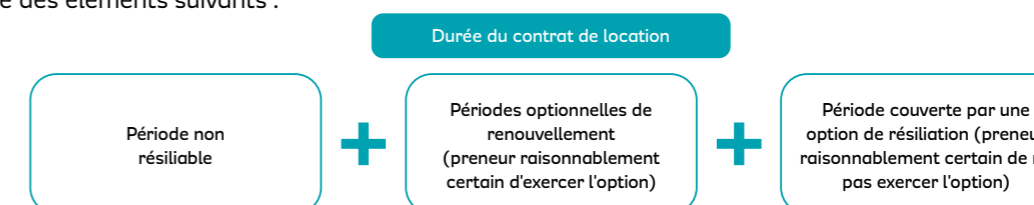
Options retenues par WAFASALAF

Modalités de transition: Le groupe WAFASALAF a choisi d'appliquer la méthode rétrospective modifiée, option approche rétrospective cumulée qui prévoit d'évaluer le droit d'utilisation et la dette locative à la somme des loyers restants à verser depuis le 1^{er} janvier 2020 jusqu'à la fin de la durée du contrat.

Exemptions: La norme IFRS 16 a prévu des exemptions pour les contrats de faible valeur et les contrats de courte durée comme suit :

- > durée de contrat inférieure ou égale à 12 mois, à condition que ledit contrat ne prévoit une option d'achat du bien loué à la fin du contrat de location ;
- > les locations d'actifs de faible valeur à l'état neuf (le chiffre cité est de 5 000 USD).

Durée : La durée du contrat de location est la période pendant laquelle le locataire a le droit d'utiliser l'actif. Elle se compose des éléments suivants :

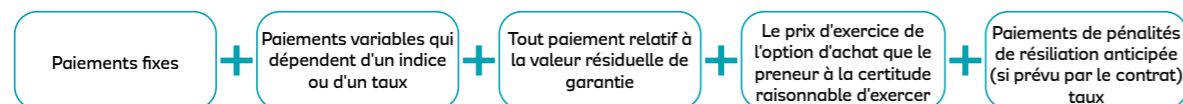


Les durées de location retenues par catégorie de biens loués par WAFASALAF se présentent comme suit :

Catégorie actifs	Catégorie actifs
Siège & Agences	9
Mobilier de bureau	Durée contrat
Matériel de transport	Durée contrat

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Loyers : Le passif de location est la valeur actualisée au taux implicite du contrat ou, à défaut, au taux d'endettement marginal du locataire, des éléments suivants :



Suite à l'adoption par WAFASALAF de la méthode rétrospective modifiée, option approche rétrospective cumulée. Le droit d'utilisation au 1^{er} janvier 2020 a été évalué à la valeur de la dette locative.

Taux d'actualisation : Afin d'actualiser les paiements servant au calcul de la dette locative sous IFRS 16, la norme prévoit deux types de taux d'actualisation :

- › taux implicite du contrat ;
- › taux emprunt marginal d'endettement du preneur.

1.4 Actifs et passifs financiers - classement et évaluation:

La norme IFRS 9 Instruments financiers, publiée le 24 juillet 2014, remplace la norme IAS 39. Cette norme est applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018.

La norme inclut de nouvelles dispositions en matière de comptabilisation et d'évaluation des actifs et passifs financiers, de dépréciation et de modèle général de comptabilité de couverture.

Rappel du contexte :

La norme IFRS 9 introduit :

- › un nouveau modèle de classification et d'évaluation des instruments financiers ;
- › un nouveau modèle de dépréciation, prospectif, fondé sur les « pertes attendues » ;
- › une comptabilité de couverture simplifiée et alignée sur la gestion des risques des entités ;
- › la norme IFRS 9 ne prévoit pas de changement de classification des passifs financiers par comparaison à IAS 39.

Classification :

Selon la norme IFRS 9, il existe 3 catégories de classification pour les instruments financiers.

Il est à noter que l'analyse du modèle de gestion et les critères SPPI est primordiale dans le choix de la classification des instruments financiers.

- › Coût amorti.
- › Juste valeur par le biais du compte de résultat (JVR).
- › Juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global (JVOCI).

Instruments de dette:

La norme distingue trois modèles économiques selon l'objectif de détention des actifs financiers :

- › **HTC – Held to collect** : détention uniquement pour encaisser des flux de trésorerie contractuels ;
- › **HTC&S – Held to collect & sale** : détention pour encaisser des flux de trésorerie contractuels et vendre les actifs financiers ;
- › **autres/HFS – Held for sale** : détention dans le cadre d'aucun des deux modèles économiques précédents.

Instruments de capitaux propres :

Deux catégories sont prévues par la norme pour les investissements dans des instruments de capitaux propres :

- › actifs financiers à la juste valeur par résultat (JVR) ;
- › actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (JVOCINR).

À noter, que pour les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres non recyclables, seuls les dividendes seront comptabilisés en résultat.

Évaluation:

Actifs au coût amorti

Les actifs financiers évalués au coût amorti sont évalués à leur juste valeur comptabilisée initialement, y compris les coûts de transaction directement imputables à l'opération ainsi que les commissions liées à la mise en place des crédits :

- › diminué des remboursements en principal ;
- › majoré ou diminué des cumuls d'amortissement avec la méthode du taux d'intérêt effectif ;
- › diminué des dépréciations et des pertes d'irrecouvrabilité.

Actifs à la juste valeur par résultat

Les actifs financiers à la juste valeur par résultat sont évalués à leur juste valeur. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées en résultat.

Cette catégorie ne fait pas objet de dépréciation.

Actifs à la juste valeur par capitaux propres

Les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres sont évalués à leur juste valeur. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées directement en capitaux propres recyclables.

1.5 Actifs et passifs financiers - Dépréciation

La phase 2 de la norme IFRS 9 propose un nouveau modèle de dépréciation qui se base sur l'estimation des « Pertes attendues », en intégrant des données prospectives afin d'apprécier les probabilités de défaut.

Elle concerne les instruments financiers tels que les placements de trésorerie, les prêts et les engagements hors bilan donnés à la clientèle ainsi que les titres et les instruments financiers à la JV par capitaux propres recyclables (JV OCI).

La nouvelle norme adopte une approche à 3 stages (Buckets) : L'affectation des actifs aux buckets est basée sur l'existence d'une dégradation significative du risque de crédit depuis l'origination.

Bucket 1 : actifs financiers sans détérioration significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale.

Bucket 2 : actifs financiers présentant une détérioration significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale.

Bucket 3 : actifs financiers présentant une détérioration significative du risque de crédit et faisant face à des pertes encourues.

Mesure de perte de crédit attendue

Le nouveau modèle de dépréciation IFRS 9 se base sur le principe de l'ECL « Expected credit loss ». Il s'agit des pertes de crédit attendues sur les créances que l'entreprise s'attend à ne pas recouvrer, pondérées par la probabilité de survenance de ces pertes sur toute la durée de vie de l'instrument.

L'évaluation de l'ECL se base sur :

- › les circonstances en date d'arrêté (Point In Time) ;
- › le Forward Looking : prévisions macroéconomiques ;
- › les probabilités des scénarios réalisables.

Ces pertes de crédit attendues sont calculées de manière individualisée pour chaque exposition.

Le calcul de l'ECL se base sur 3 paramètres principaux :

- › **la Probabilité de Défaut (Probability of Default)** : représente la probabilité qu'un emprunteur soit en défaut pour honorer ses engagements sur les 12 prochains mois ou à maturité ;
- › **la LGD (Loss Given Default)** : représente la perte attendue en cas de défaut. La LGD est calculée à partir des courbes de récupération des créances contentieuses et calibrée pour les créances non contentieuses par un historique de passage en contentieux tenant compte du taux de retour en sain. Il s'agit du pourcentage moyen de perte sur l'exposition au moment du défaut, quelle que soit la date de survenance du défaut courant la durée du contrat.

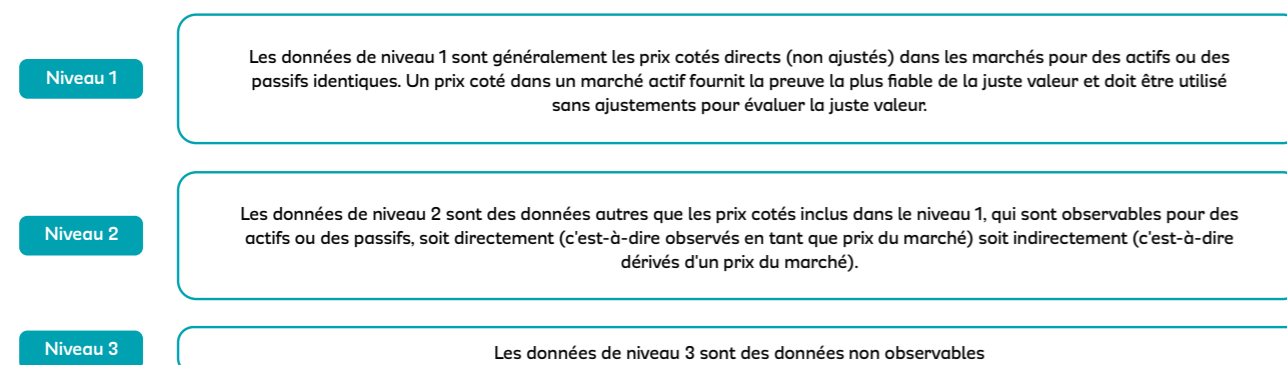
NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

› **L'EAD (Exposure At Default)** : représente le montant de l'exposition en cas de défaut en prenant en considération les remboursements par anticipation soit sur les 12 prochains mois, soit à maturité résiduelle.

1.6 La juste valeur

La norme IFRS 13 définit la juste valeur comme un prix de sortie à la fois pour les actifs et les passifs : il s'agit du prix de vente d'un actif ou le prix payé pour transférer un passif dans le cadre d'une transaction ordonnée entre les acteurs du marché à la date d'évaluation.

IFRS 13 hiérarchise les données d'entrée des techniques d'évaluation utilisées pour évaluer la juste valeur en trois niveaux, sur la base de l'observabilité des intrants sur le marché :



1.7 Actifs et passifs éventuels

Actif éventuel

Un actif éventuel est un actif potentiel résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entreprise.

Une entité ne doit pas comptabiliser un actif éventuel puisque cela peut conduire à la comptabilisation de produits qui peuvent n'être jamais réalisés.

Toutefois, lorsque la réalisation des produits est quasiment certaine, l'actif correspondant n'est pas un actif éventuel, et dans ce cas il est approprié de le comptabiliser.

Les actifs éventuels ne sont pas comptabilisés par le Groupe WAFASALAF mais font l'objet d'une communication de cette éventualité d'entrée d'avantages économiques, lorsque leur montant est significatif.

Passif éventuel

Un passif est une obligation actuelle de l'entreprise résultant d'événements passés et dont l'extinction devrait se traduire pour l'entreprise par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques.

Une provision pour risques et charges est un passif dont l'échéance ou le montant sont incertains.

Un passif éventuel est soit :

› une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entité ;

ou

› une obligation actuelle résultant d'événements passés mais qui n'est pas comptabilisée car il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques soit nécessaire pour éteindre l'obligation ;

ou

› le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante. Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés (sauf dans le cadre d'un regroupement d'entreprise conformément à la norme IFRS 3) mais font l'objet d'une communication en notes annexes lorsque leur montant est significatif.

1-8 Impôts exigibles et impôts différés

Un actif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice futur imposable sera disponible, sur lequel ces différences pourront être imputées.

Un passif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables.

Les actifs et passifs d'impôts différés doivent être évalués aux taux d'impôts (et les réglementations fiscales) relatifs à l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif sera réglé.

Les actifs et passifs d'impôts différés doivent être évalués sur la base des taux d'impôts (et les réglementations fiscales) qui ont été adoptés à la clôture.

L'évaluation des actifs et passifs d'impôts différés doit refléter les conséquences fiscales qui résulteraient de la façon dont l'entité s'attend, à la date de clôture, à recouvrer ou à régler la valeur comptable de ses actifs et passifs.

La norme a interdit l'actualisation des impôts différés.

1-9 IFRIC 23

La norme

Le 7 juin 2017, l'IFRS IC (Interpretation Committee) a publié l'interprétation IFRIC 23 relative au traitement des positions fiscales incertaines en matière d'impôts sur le résultat, applicable de manière obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019.

L'interprétation prévoit deux méthodes de transitions :

- › méthode totalement rétrospective, qui prévoit le retraitement des états financiers comparatifs présentés ;
- › méthode partiellement rétrospective en comptabilisant l'effet cumulatif de la première application dans les capitaux propres du bilan d'ouverture.

Cette interprétation clarifie les modalités de comptabilisation et d'évaluation de l'impôt sur les bénéfices lorsqu'une incertitude existe sur le traitement fiscal à appliquer.

1-10 Avantages au personnel

La norme IAS 19 a pour but de prescrire le traitement comptable relatif à tous les avantages accordés au personnel (Sauf ceux auxquels s'appliquent autres normes).

Les avantages du personnel comprennent :

- › **les avantages à court terme** : comme les salaires et cotisations sociales, les congés annuels payés et les congés de maladie payés, l'intéressement et les primes, et les avantages en nature (Logement, voiture...) dont bénéficient le personnel en activité ;
- › **les avantages postérieurs à l'emploi** : comme les indemnités de retraite, les indemnités de fin de carrière, l'assistance médicale postérieure à l'emploi et les autres prestations de retraite ;
- › **les avantages à long terme** : comme les primes d'ancienneté, les absences de longues durées rémunérées, les indemnités de fin de carrière, les autres primes et les rémunérations différées ;
- › **les indemnités de fin de contrat** : notamment les indemnités de licenciement et les indemnités des départs volontaires du personnel.

Comptes Consolidés IFRS

COMPTES CONSOLIDÉS IFRS

BILAN CONSOLIDÉ IFRS

en milliers de DH

ACTIF	Notes	31/12/2023	31/12/2022
Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	5 11	1 113	47 350
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5 12	151	151
Actifs financiers détenus à des fins de transaction		-	-
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat		-	-
Instruments dérivés de couverture		-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	5 13	-	-
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables		-	-
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables		-	-
Titres au coût amorti	5 14	26 301	26 301
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	5 15	166 590	431 300
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	5 16	16 864 962	15 701 962
Écart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux		-	-
Placements des activités d'assurance		-	-
Actifs d'impôt exigible		-	-
Actifs d'impôt différé		271 028	263 134
Comptes de régularisation et autres actifs	5 17	577 969	512 055
Actifs non courants destinés à être cédés		-	-
Participations dans des entreprises mises en équivalence		-	-
Immeubles de placement		3 422	3 334
Immobilisations corporelles	5 18	178 398	179 613
Immobilisations incorporelles	5 19	242 556	228 110
Écarts d'acquisition	5 110	-	-
TOTAL ACTIF		18 332 490	17 393 309

BILAN CONSOLIDÉ IFRS

en milliers de DH

PASSIF	Notes	31/12/2023	31/12/2022
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5 21		
Passifs financiers détenus à des fins de transaction			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option			
Instruments dérivés de couverture			
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5 22	4 890 041	4 938 268
Dettes envers la clientèle	5 23	3 523 254	3 269 655
Titres de créance émis	5 24	5 660 939	5 266 355
Écart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux			
Passifs d'impôt exigible		14 928	22 459
Passifs d'impôt différé		295 532	271 628
Comptes de régularisation et autres passifs	5 25	1 343 192	1 276 947
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés			
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance			
Provisions	5 26	68 464	71 423
Subventions et fonds assimilés			
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie		757 330	506 242
Capitaux propres			
Capitaux propres part du groupe			
Capital et réserves liées		113 180	113 180
Réserves consolidées		1 361 128	1 283 995
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		-2 832	-4 848
Résultat de l'exercice		307 333	378 005
Intérêts minoritaires			
TOTAL PASSIF		18 332 490	17 393 309

COMPTES CONSOLIDÉS IFRS

COMPTES DES PRODUITS ET CHARGES CONSOLIDÉS IFRS

en milliers de DH

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ	Notes	31/12/2023	31/12/2022
+ Intérêts et produits assimilés	6 1	1 307 243	1 263 783
- Intérêts et charges assimilées	6 1	-449 249	-406 027
MARGE D'INTÉRÊT		857 994	857 756
+ Commissions (produits)	6 2	27 236	26 117
- Commissions (charges)	6 2	-9 417	-31 833
MARGE SUR COMMISSIONS		17 818	-5 765
+/- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	6 3	3 417	572
+/- Gains ou pertes nets des instruments mesurés à la juste valeur par capitaux propres	6 4	-	-
+ Produits des autres activités	6 5	337 901	330 579
- Charges des autres activités	6 5	-	-
PRODUIT NET BANCAIRE		1 217 130	1 183 141
- Charges générales d'exploitation	6 6	-383 794	-356 722
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	6 7	-58 301	-52 195
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION		775 035	774 224
Coût du risque	6 8	-266 562	-144 674
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		508 473	629 550
+/- Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		-	0
+/- Gains ou pertes nets sur autres actifs		-1 203	-1 091
+/- Variations des écarts d'acquisition		-	0
RÉSULTAT AVANT IMPÔT		507 270	628 459
- Impôt sur les résultats	6 9	-199 936	-250 454
+/- Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession		-	-
RÉSULTAT NET		307 333	378 005
Intérêts minoritaires		-	-
RÉSULTAT NET - PART DU GROUPE		307 333	378 005
Résultat de base par action (en dirhams)	6 10	271	334
Résultat dilué par action (en dirhams)	6 10	271	334

RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

en milliers de DH

	31/12/2023	31/12/2022
RÉSULTAT NET	307 333	378 005
Écarts de conversion	-	-
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	-	-
Réévaluation des immobilisations	-	-
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	-2 832	-4 848
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence	-	-
Impôts liés	-	-
TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	-2 832	-4 848
RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS EN CAPITAUX PROPRES	304 501	373 157
Dont Part du Groupe	304 501	373 157
Dont Part des minoritaires	-	-

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Dénomination sociale	31/12/2023		31/12/2022		Méthode de consolidation
	% Intérêt	% Contrôle	% Intérêt	% Contrôle	
THEMIS COURTAGE	100%	100%	100%	100%	Intégration globale

VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX

	31/12/2023		31/12/2022	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	702	-	710	-
Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	410	-	46 640	-
Total	1 113	0	47 350	0

TABLEAU DE PASSAGE DES CAPITAUX PROPRES

en milliers de DH

	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultat consolidés	"Gains ou pertes comptabilisés en capitaux propres recyclables"	"Gains ou pertes comptabilisés en capitaux propres non recyclables"	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres d'ouverture 1^{er} Janvier 2023	113 180	-	-	1 662 000	-	-4 848	1 770 332	-	1 770 332
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiement fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	-300 078	-	-	-300 078	-	-300 078
Résultat de l'exercice au 30 Juin 2023	-	-	-	307 333	-	-	307 333	-	307 333
"Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions (D)"	-	-	-	-	-	-	-	-	-
"Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (E)"	-	-	-	-	-	-	-	-	-
"Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies (F)"	-	-	-	-761	-	2 016	1 255	-	1 255
"Écarts de conversion : variations et transferts en résultat (G)"	-	-	-	-	-	-	-	-	-
"Gains ou pertes latents ou différés (D) + (E) + (F)"	-	-	-	-761	-	2 016	1 255	-	1 255
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations	-	-	-	-33	-	-	-33	-	-33
Capitaux propres de clôture 30 Juin 2023	113 180	-	-	1 668 461	-	-2 832	1 778 808	-	1 778 808

COMPTES CONSOLIDÉS IFRS

ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

INSTRUMENTS FINANCIERS ET HIÉRARCHIE DES ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	31/12/2023				31/12/2022			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	-	151		151	-	151		151
Bons du Trésor								
Obligations et autres titres à revenu fixe								
Actions et autres titres à revenu variable								
Titres de participation non consolidés		151				151		
Instruments dérivés								
Autres actifs financiers détenus à la juste valeur par résultat								
Total	-	151		151	-	151		151

ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES

CATÉGORIES D'INSTRUMENTS FINANCIERS ET HIÉRARCHIE DES ACTIFS FINANCIERS À LA JVOCI*	31/12/2023				31/12/2022			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Instruments de dette comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-	-	-	-	-	-	-
Bons du Trésor								
Obligations et autres titres à revenu fixe								
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables								
Total	-	-	-	-	-	-	-	-

*JVOCI: Juste valeur par capitaux propres

ENCOURS ET DÉPRÉCIATIONS PAR BUCKET DES ACTIFS FINANCIERS À LA JVOCI*	31/12/2023				31/12/2022			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours brut				-				-
Dépréciations				-				-
Net	0	0	0	0	0	0	0	0

TITRES AU COÛT AMORTI

ENCOURS ET DÉPRÉCIATIONS PAR BUCKET DES TITRES AU COÛT AMORTI SOUS IFRS 9	31/12/2023				31/12/2022			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours brut	26 301			26 301	26 301			26 301
Dépréciations				-				-
Net	26 301	-	-	26 301	26 301	-	-	26 301

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS, AU COÛT AMORTI en milliers de DH

	31/12/2023	31/12/2022
À vue	166 590	431 300
Comptes ordinaires	166 590	431 300
Prêts et comptes au jour le jour		
Valeurs reçues en pension au jour le jour		
À terme	-	-
Prêts et comptes à terme		
Prêts subordonnés et participants		
Valeurs reçues en pension à terme		
Créances rattachées		
Total brut	166 590	431 300
Dépréciation		
Total net	166 590	431 300

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE AU COÛT AMORTI en milliers de DH

	Secteur public	Secteur privé			Total	Total
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	31/12/2023	31/12/2022
Crédits de trésorerie	-	-	-	-	-	-
- Comptes à vue débiteurs					-	-
- Créances commerciales					-	-
- Crédits à l'exportation					-	-
Crédits à la consommation				9 480 990	9 480 990	9 144 786
Crédits à l'équipement					-	-
Crédits immobiliers				315	315	583
Intérêts courus à recevoir				33 117	33 117	28 060
Agios réservés				-248 664	-248 664	-270 181
Valeurs reçues en pension						-
Créances acquises par affacturage						-
Autres créances				9 886 387	9 886 387	8 971 545
Encours bruts	-	-	-	19 152 145	19 152 145	17 874 794
Dépréciations				2 287 183	2 287 183	2 172 831
Encours nets	-	-	-	16 864 962	16 864 962	15 701 962

COMPTES DE RÉGULARISATION ET AUTRES ACTIFS en milliers de DH

	31/12/2023	31/12/2022
Dépôts de garantie versés et cautionnements constitués		
Créances fiscales	161 284	135 183
Produits à recevoir et charges comptabilisées d'avance	84 494	74 723
Débiteurs divers	118 458	103 416
Comptes de liaison		
Comptes de régularisation	195 266	159 637
Opérations diverses en instance	18 023	38 669
Valeurs et emplois divers	444	427
Total	577 969	512 055

COMPTES CONSOLIDÉS IFRS

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

en milliers de DH

	Valeur nette au 31/12/2023	Acquisitions	Cession ou retrait	Dotation exercice	Valeur nette au 31/12/2022
Valeur brute	555 430	36 147			519 283
Amortissement	312 874			21 701	291 173
Valeur nette	242 556	36 147	-	21 701	228 110

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

en milliers de DH

VALEUR BRUTE	Valeur nette au 31/12/2023	Acquisitions	Mises hors services et sorties	Valeur nette au 31/12/2022
Terrains et constructions	25 144	-		25 144
Matériels, outillages et matériels de transport	1 387			1 387
Mobiliers, matériels de bureau et aménagements divers	327 903	9 555		318 348
Autres immobilisations corporelles	1 825			1 825
Amortissements pour dépréciation des immobilisations corporelles	293 726			282 964
Immobilisations en-cours				
Crédit-bail mobilier				
Amortissements pour dépréciation				
Immobilisation en Ijara w iqtina				
Amortissements pour dépréciation				
Droits d'utilisation (IFRS 16)	115 864	25 918	(25 927)	115 873
Total	178 398			179 613

ENCOURS ET DÉPRÉCIATIONS PAR BUCKET DES PRÊTS ET CRÉANCES AU CÔT AMORTI SOUS IFRS 9

en milliers de DH

	31/12/2023				31/12/2022			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours brut	15 474 929	1 113 007	2 564 209	19 152 145	14 131 036	1 252 215	2 491 543	17 874 794
Dépréciations	121 749	172 794	1 992 639	2 287 183	128 164	214 147	1 830 520	2 172 831
Net	15 353 180	940 212	571 570	16 864 962	14 002 872	1 038 067	661 023	15 701 962

ÉCARTS D'ACQUISITION

en milliers de DH

	31/12/2022	Augmentation (acquisition)	Diminution (cession)	Perte de valeur de la période	Autres mouvements	31/12/2023
Valeur brute	-	-	-	-	-	-
Cumul des pertes de valeur	-	-	-	-	-	-
Valeur nette	-	-	-	-	-	-

PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT SOUS IFRS 9	31/12/2023				31/12/2022			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Portefeuille de transaction				-				-
Instruments en valeur de marché sur option				-				-
Total	-	-	-	-	-	-	-	-

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS

en milliers de DH

	Établissements de crédit et assimilés au Maroc			Établissements de crédit à l'étranger	Total	
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc		31/12/2023	31/12/2022
Comptes ordinaires créditeurs		148 095			148 095	100 562
données en pension						
- au jour le jour						
- à terme						
Emprunts de trésorerie		-			-	250 000
- au jour le jour						
- à terme						250 000
Emprunts financiers		4 700 000			4 700 000	4 550 000
Intérêts courus à payer		41 946			41 946	37 706
Autres dettes						
Total	-	4 890 041	-	-	4 890 041	4 938 268

DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE

en milliers de DH

	Secteur public	Secteur privé			Total	
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	31/12/2023	31/12/2022
Comptes à vue créditeurs						
Comptes d'épargne						
Dépôts à terme				3 523 254	3 523 254	3 269 655
Valeurs données en pension						
Autres comptes créditeurs						
Intérêts courus à payer						
Total	-	-	-	3 523 254	3 523 254	3 269 655

TITRES DE CRÉANCES ÉMIS

en milliers de DH

	31/12/2023	Augmentation	Diminution	31/12/2022
Bons de caisse				
Titres du marché interbancaire				
Titres de créances négociables				
Emprunts obligataires				
Autres dettes représentées par un titre				
Bons de sociétés de financement émis	5 580 000	1 790 000	1 400 000	5 190 000
Intérêts courus à payer	80 939	145 984	141 400	76 355
Total	5 660 939	1 935 984	1 541 400	5 266 355

COMPTES CONSOLIDÉS IFRS

COMPTES DE RÉGULARISATION ET AUTRES PASSIFS

en milliers de DH

	31/12/2023	31/12/2022
Opérations diverses sur titres		
Sommes dues à l'État	201 940	201 755
Fournisseurs avances et acomptes		
Charges à payer	267 664	520 413
Dividendes à payer	1 689	1 361
Créditeurs divers	354 283	442 610
Autres passifs		
Comptes de régularisation	517 618	110 808
Total	1 343 192	1 276 947

PROVISIONS

en milliers de DH

	31/12/2023	Augmentation	Diminution	31/12/2022
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	16 946		1 949	18 894
Provisions pour autres risques et charges	51 519	1 292	2 301	52 528
Total	68 464	1 292	4 250	71 422

Une mission de contrôle menée par la CNSS ,portant sur les exercices 2019 ,2020,2021 et 2022 est actuellement au sein de WAFASALAF. Le risque social encouru est suffisamment provisionné dans les comptes arrêtés au 31/12/2023

MARGE D'INTÉRÊTS

en milliers de DH

	31/12/2023	31/12/2022
Sur opérations avec les établissements de crédits	153	143
Sur opérations avec la clientèle	1 018 320	1 028 788
Intérêts courus et échus sur titres		
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture		
Sur opérations de crédit-bail	263 244	190 417
Autres intérêts et produits assimilés	25 526	44 435
Produits d'intérêt	1 307 243	1 263 783
Sur opérations avec les établissements de crédits	192 670	130 971
Sur opérations avec la clientèle	92 663	99 319
Sur dettes représentées par titres	163 916	175 737
Sur dettes subordonnées		
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture		
Sur opérations de crédit-bail		
Autres intérêts et charges assimilés		
Charges d'intérêt	449 249	406 027
Marge d'intérêts	857 994	857 756

COMMISSIONS

en milliers de DH

	31/12/2023			31/12/2022		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Commissions nettes sur opérations	27 236	9 417	17 818	26 117	31 883	-5 765
Sur opérations avec les établissements de crédit						
Sur opérations avec la clientèle	27 236	9 417	17 818	26 117	5 792	20 326
Autres					26 091	-26 091
Prestation de services bancaires et financiers						
sur opération de paiement						
sur opération de change						
Autres						
Produits nets des commissions	27 236	9 417	17 818	26 117	31 883	-5 765

RÉSULTAT SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

en milliers de DH

	31/12/2023	31/12/2022
Dividendes reçus		
Plus ou moins values réalisées sur cession actifs/passifs à la juste valeur par le résultat	1 709	572
Plus ou moins values latentes sur actifs/passifs à la juste valeur par le résultat		
Solde des relations de couverture des instruments dérivés ne répondant plus aux conditions de la comptabilité de couverture		
Variation de juste valeur des instruments dérivés		
Inefficacité de couverture à la juste valeur		
Inefficacité de couverture de flux de trésorerie		
Gains ou pertes sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	1 709	572

RÉSULTAT SUR ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES

en milliers de DH

	31/12/2023	31/12/2022
Dividendes reçus		
Plus ou moins values sur cession sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		
Gains ou pertes nets	0,00	0,00

RÉSULTAT DES AUTRES ACTIVITÉS

en milliers de DH

	31/12/2023	31/12/2022
Produits de la promotion immobilière		
Produits sur opérations de location simple		
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location avec option d'achat		
Variations de juste valeur des immeubles de placement		
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrat d'assurance		
Autres produits nets de l'activité d'assurance	95 626	87 099
Variation des provisions techniques des contrats d'assurance		
Autres produits (charges) nets	236 110	243 479
Produits et charges nets des autres activités	331 736	330 579

CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

en milliers de DH

	31/12/2023	31/12/2022
Charges de personnel	246 881	225 721
Impôts et taxes	11 169	9 670
Services extérieurs et autres charges	125 744	121 332
Charges générales d'exploitation	383 794	356 722

CHARGES DU PERSONNEL

en milliers de DH

	31/12/2023	31/12/2022
Salaires et appointements	129 322	113 998
Primes et indemnités	53 036	57 610
Charges de retraite	11 933	11 994
Charges d'assurances sociales	32 200	31 667
Charges de formation	622	1 069
Autres charges de personnel	19 768	9 382
Total	246 881	225 721

COMPTES CONSOLIDÉS IFRS

AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS DES IMMOBILISATIONS

en milliers de DH

	31/12/2023	31/12/2022
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	21 606	17 627
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	36 694	34 568
Dotations nettes aux provisions pour dépréciation		
Total	58 301	52 195

COÛT DU RISQUE

en milliers de DH

	31/12/2023	31/12/2022
Dotations aux provisions	507 788	363 279
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	506 496	363 279
Provisions pour dépréciation des titres		
Provisions pour risques	1 292	-
Reprise de provisions	368 800	361 337
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	366 499	361 336
Provisions pour dépréciation des titres		
Provisions pour risques	2 301	1
Variation des provisions	138 989	1 943
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables	144 508	161 432
Récupérations sur prêts et créances amorties	16 935	18 700
Autres pertes		
Coût du risque	266 562	144 674

CHARGES D'IMPÔTS

en milliers de DH

	31/12/2023	31/12/2022
Charge d'impôts courants	184 670	167 553
Charge d'impôts différés	15 267	82 901
Charge d'impôts de la période	199 936	250 454

RÉSULTAT DE BASE ET RÉSULTAT DILLUÉ PAR ACTION

en milliers de DH

	31/12/2023	31/12/2022
Résultat net part du Groupe	307 333	378 005
Nombre d'actions ordinaires émises	1 131 795	1 131 795
Résultat par action en dirhams	272	334

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

en milliers de DH

FLUX DE TRÉSORERIE	31/12/2023	31/12/2022
1. Résultat avant impôts (A)	507 270	628 459
2. +/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	58 301	52 195
3. +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		
4. +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers		
5. +/- Dotations nettes aux provisions	-2 958	-5 921
6. +/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence		
7. +/- Perte nette/gain net des activités d'investissement		
8. +/- Produits/charges des activités de financement	-3 417	-572
9. +/- Autres mouvements	64	-549 817
10. = Total (2) à (9) des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements (B)	51 989	-504 115
11. +/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédits et assimilés	216 483	1 308 400
12. +/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	-909 400	-426 867
13. +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	394 584	-982 359
14. +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	2 433	4 979
15. - Impôts versés	-199 936	-148 782
16. = Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles (Total des éléments 11 à 15) (C)	-495 836	-244 629
17. FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE (Total des éléments A, B et C) (D)	63 423	-120 286
18. +/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	-	12 500
19. +/- Flux liés aux immeubles de placements	-88	-
20. +/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-13 231	-39 805
21. FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT (Total des éléments 18 à 20) (E)	-13 320	-27 305
22. +/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-300 078	148 782
23. +/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	251 088	200
24. FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (Total des éléments 22 et 23) (F)	-48 990	148 983
25. Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie		
26. AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (Total des éléments D, E et F)	1 113	1 392

COMPOSITION DE LA TRÉSORERIE

	31/12/2023	31/12/2022
27. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À L'OUVERTURE	47 350	45 959
28. Caisse, banque centrales, CCP (actif & passif)	47 350	45 958
29. Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit		
30. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE	1 113	47 350
31. Caisse, banque centrales, CCP (actif & passif)	1 113	47 350
32. Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit		
33. VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	-46 237	1 392

COMPTES CONSOLIDÉS IFRS

VARIATION DES IMPÔTS DIFFÉRÉS AU COURS DE LA PÉRIODE

en milliers de DH

	31/12/2022	"Montants reconnus en résultat"	"Montants reconnus en capitaux propres"	31/12/2023
Impôts différés actifs	263 134	7 894	-	271 028
Impôts différés passifs	271 628	23 161	742	295 532
Impôts différés actifs/passifs	-8 494	-15 267	-742	-24 504

PREUVE D'IMPÔTS

en milliers de DH

	31/12/2023	31/12/2022
Résultat net de l'ensemble consolidé	307 333	378 005
Impôts exigibles (IS)	184 670	167 553
Impôts différés	15 267	82 901
Total charge fiscale consolidée IFRS	199 936	250 454
Résultat de l'ensemble consolidé avant impôts	507 270	628 459
Taux effectif d'impôt (Total charge fiscale retraitée/résultat comptable IFRS retraité avant impôts)	39,41%	39,85%
Montant de différences de taux mère/filiale		
Impôt sur différences temporelles		
Effet des autres éléments		
Charge fiscale recalculée		
Taux d'impôt légal au Maroc	37,75%	37,00%

Ventilation des prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, par zone géographique

	Zones géographiques			31/12/2023	31/12/2022
	Maroc	Afrique	Autres		
A vue	166 590			166 590	431 300
Comptes ordinaires	166 590			166 590	431 300
Prêts et comptes au jour le jour	-			-	-
Valeurs reçues en pension au jour le jour	-			-	-
A terme	-			-	-
Prêts et comptes à terme	-			-	-
Prêts subordonnés et participants	-			-	-
Valeurs reçues en pension à terme	-			-	-
Créances rattachées	-			-	-
Total Brut	166 590			166 590	431 300
Dépréciation	-			-	-
Total Net	166 590			166 590	431 300

Ventilation des prêts et créances sur la clientèle par zone géographique

en milliers de DH

	Zones géographiques			Total 31/12/2023	Total 31/12/2022
	Maroc	Afrique	Autres		
Crédits de trésorerie	-	-	-	-	-
- Comptes à vue débiteurs	-			-	-
- Créances commerciales	-			-	-
- Crédits à l'exportation	-			-	-
Crédits à la consommation	9 480 990			9 480 990	9 144 786
Crédits à l'équipement				-	-
Crédits immobiliers	315			315	583
Intérêts courus à recevoir	33 117			33 117	28 060
Agios réservés	-248 664			-248 664	-270 181
Valeurs reçues en pension				-	-
Créances acquises par affacturage				-	-
Autres créances	9 886 387			9 886 387	8 971 545
Encours bruts	19 152 145			19 152 145	17 874 794
Dépréciations	2 287 183			2 287 183	2 172 831
Encours nets	16 864 962			16 864 962	15 701 962

Aux Actionnaires de la société

Wafasalaf S.A

72 Angle Bd Abdelmoumen et Rue Ram Allah
Casablanca

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES
EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2023**

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la société WAFASALAF et sa filiale (Groupe WAFASALAF), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2023, ainsi que l'état consolidé du résultat global, l'état consolidé des variations des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris des informations significatives sur les méthodes comptables. Ces états financiers consolidés font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de KMAD 1.778.808, dont un bénéfice net consolidé de KMAD 307.333.

Nous certifions que les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus, sont réguliers et sincères et donnent dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée du Groupe WAFASALAF au 31 décembre 2023, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidée pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note annexe qui fait mention du contrôle de la CNSS dont fait l'objet WAFASALAF S.A.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Risque de crédit et dépréciations sur les portefeuilles de prêts à la clientèle

Description du point clé de l'audit

Les prêts et créances à la clientèle sont porteurs d'un risque de crédit qui expose le groupe WAFASALAF à une perte potentielle si les clients ou les contreparties s'avèrent incapables de faire face à leurs engagements financiers. Le groupe constitue des provisions destinées à couvrir ce risque. Ces dépréciations sont évaluées sur la base des dispositions de la norme IFRS 9 – Instruments financiers.

L'évaluation des pertes de crédit attendues sur les encours à la clientèle requiert l'exercice du jugement de la part de la Direction, notamment pour :

- Déterminer les critères de classement des encours en Bucket 1, Bucket 2 et Bucket 3,
- Estimer les pertes attendues en fonction du Bucket,

Les informations qualitatives concernant les modalités d'évaluation et de comptabilisation des pertes de crédit attendues sont détaillées dans la note « Principes et méthodes de consolidation » de l'annexe aux comptes consolidés.

Au 31 décembre 2023, le montant brut des encours de prêts à la clientèle exposés au risque de crédit s'élève à MMAD 19.152 ; le montant total des dépréciations s'élève à MMAD 2.287.

Nous avons considéré que l'appréciation du risque de crédit et l'évaluation des dépréciations constituent un point clé de l'audit, ces éléments faisant appel au jugement et aux estimations de la direction, en particulier dans le contexte d'incertitude lié à la crise sanitaire.

Notre approche d'audit

Nous avons pris connaissance du dispositif de contrôle interne du groupe WAFASALAF, et testé les contrôles clés relatifs à l'appréciation du risque de crédit et à l'évaluation des pertes attendues.

Nous avons concentré nos travaux sur les encours et portefeuilles de prêts à la clientèle les plus significatifs.

Concernant le calcul des dépréciations, nous avons notamment :

- Étudié la conformité à la norme IFRS 9 mise en œuvre,
- Rapproché les données issues des outils de calcul avec la comptabilité,
- Vérifié le calcul des dépréciations, sur la base d'un échantillon,
- Apprécié le bien fondé des hypothèses et paramètres utilisés pour l'estimation des pertes de crédit attendues.

Nous avons enfin examiné l'information donnée en annexe des comptes consolidés au titre du risque de crédit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation ;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états de synthèse consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états de synthèse consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe. Nous assumons l'entière responsabilité de l'opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Casablanca, le 18 avril 2024

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG

ERNST & YOUNG
S.A.R.L.
37, Boulevard Abdou Ben Kaddour
Casablanca
Tél. 05 22 54 48 00 Fax. 05 22 39 02 26
Abdeslam BERRADA ALLAM
Associé

FIDAROC GRANT THORNTON

FIDAROC GRANT THORNTON
Membre Réseau Grant Thornton
International (S5)
7 Bd Driss Slaoui - Casablanca
Tél. 05 22 54 48 00 Fax. 05 22 29 66 79
Faïçal MEKOUAR
Associé

Dispositif de la gestion globale des Risques

DISPOSITIF DE LA GESTION GLOBALE DES RISQUES

La démarche de WAFASALAF pour la gestion des risques est conforme à la réglementation en vigueur et aux normes professionnelles. La politique de la gestion des risques de WAFASALAF est assurée principalement par la Direction Contrôle du Risque et de la conformité.

La gestion des risques a pour objectif de couvrir et contrôler les différents risques inhérents aux activités de WAFASALAF.

Les principaux risques sont identifiés en trois familles :

1. risque de crédit et de contrepartie ;
2. risque financier (risque de taux et de liquidité) ;
3. risque opérationnel et plan de continuité d'activité.

1 - Risque de crédit et de contrepartie

1.1 Risque de crédit

Ce risque correspond au risque qu'une contrepartie ne soit pas en mesure d'honorer ses engagements à l'égard de l'établissement.

Pour faire face à ce risque, la société adopte les mesures suivantes :

- > déploiement de grilles de scores d'octroi par produit adaptées à chaque profil de risque. Ces grilles font l'objet de back testings périodiques. Les grilles sont renouvelées à leur échéance ou suite à la constatation de la baisse d'efficacité.
- > apprécier la qualité des engagements (en fonction des comportements historiques des clients) ;
- > donner motif à l'étude ou au rejet du dossier à partir d'informations sur le client ;
- > sécuriser les opérations de traitement des dossiers grâce au logiciel de gestion des crédits ;
- > suivre en permanence l'évolution du risque à travers un certain nombre d'indicateurs concernant les dossiers présentant des impayés.

Moyens pour la gestion du risque de crédit

Règle d'acceptation

WAFASALAF dispose d'une batterie de règles d'acceptation propre à chaque type de clientèle et produit.

Système décisionnel

WAFASALAF dispose d'un système décisionnel analytique intègre consolidant toute leur expertise en matière d'appréciation de risque qui intègre quatre composantes décisionnelles à savoir :

- > grille de score par produit ;
- > interprétation de ratios de solvabilité et score crédit bureau ;
- > historique de paiement ;
- > règle d'acceptation.

Gouvernance

Plusieurs instances de gouvernance sont instaurées pour piloter le risque crédit ainsi que pour définir des nouvelles stratégies des risques.

Dispositif de surveillance des risques

La maîtrise des risques se base sur la gestion préventive qui consiste à anticiper les situations de dégradation des risques et à y apporter les ajustements appropriés, dans ce cadre le pôle crédit est amené à :

- > veiller sur l'application de la politique de crédit en examinant les dossiers enregistrant des incidents ;
- > détecter les lacunes d'appréciation afin de tirer des conclusions et mettre en place le plan adéquat ;
- > suivre en détail la qualité de l'acceptation effectuée par l'ensemble des intervenants.

DISPOSITIF DE LA GESTION GLOBALE DES RISQUES

2 · Risque financier

2.1 Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est lié aux activités d'intermédiation bancaire de par la transformation des ressources à court terme en emplois à moyen et long terme. Ainsi, toute évolution défavorable des taux d'intérêt peut détériorer la rentabilité d'un établissement de crédit, voire, constituer une menace substantielle pour ses fonds propres lorsque son amplitude dépasse certaines limites.

Le dispositif mis en place au niveau de WAFASALAF pour gérer le risque de taux consiste à :

- › évaluer l'impact d'une évolution défavorable des taux d'intérêt sur sa situation financière ;
- › analyser la structure de refinancement de la société et le risque éventuel de taux d'intérêt ;
- › envisager des scénarios de crise, notamment des variations extrêmes des taux d'intérêt et des positions sensibles au taux, et mesurer leur impact sur le résultat et les fonds propres ;
- › suivre et analyser le ratio de surface (couverture des emplois par les emprunts).

Le suivi de ce risque est assuré trimestriellement par le comité ALM.

2.2 Risque de liquidité « Gestion Actif/Passif »

Le risque de liquidité est défini comme étant le risque pour l'établissement de ne pas pouvoir s'acquitter, dans des conditions normales, de ses engagements à leurs échéances. Deux sources majeurs peuvent générer un risque de liquidité :

- › l'incapacité d'un établissement à se procurer les fonds nécessaires pour faire face à des obligations inattendues survenues à court terme ;
- › le financement d'actifs à moyen et long terme par des passifs à court terme.

Le dispositif mis en place au niveau de WAFASALAF pour gérer le risque de liquidité consiste à :

- › suivre les besoins de refinancement établis sur la base de la projection des encours et de production ;
- › suivre la situation mensuelle de refinancements et de flux de trésorerie ;
- › analyser les gaps de liquidité par maturité ;
- › s'assurer périodiquement du respect des ratios réglementaires de liquidité.

Le risque de liquidité est suivi trimestriellement par le comité ALM en collaboration avec les experts AWB/CACF.

3 · Risque opérationnel et plan de continuité d'activité

3.1 Risque opérationnel

Il correspond au risque de pertes résultant de carences ou de défauts attribuables à des procédures, du personnel, des systèmes internes ou à des événements extérieurs.

Cette définition inclut le risque juridique, mais exclut les risques stratégiques et de réputation.

Les sources majeures des risques opérationnels peuvent être liées aux :

- › fraudes internes et externes ;
- › pratiques inappropriées en matière d'emploi et de sécurité sur les lieux de travail ;
- › pratiques inappropriées concernant les clients, les produits et l'activité commerciale ;
- › dommages causés aux biens physiques ;
- › interruptions d'activités et pannes de systèmes et aux exécutions des opérations ;
- › processus.

Les mesures pour faire face aux risques opérationnels

La société a mis en place une structure de contrôle permettant de :

- › identifier les risques opérationnels impactant les activités de l'établissement ;
- › piloter le dispositif de collecte des incidents ;
- › impacter la cartographie des risques ;
- › renforcer ou mettre en place des contrôles visant à mieux couvrir les zones de risque nouvellement identifiées.

Les risques opérationnels sont évalués trimestriellement et présentés au niveau du comité d'audit et des risques, Ils donnent lieu à des plans de remédiation et de maîtrise des risques.

3.2 Plan de continuité d'activité PCA

Afin d'améliorer sa sécurité informatique, WAFASALAF a mis en place deux projets structurants depuis quelques années : un plan de continuité de l'activité et un plan de secours informatique. Ces deux plans sont testés régulièrement et suivis par des plans d'action.

WAFASALAF a également élaboré une charte de sécurité visant à sensibiliser et former son personnel aux règles de sécurité et a mis en place un dispositif de contrôle permanent des accès et des habilitations systèmes qui porte sur la vérification de la pertinence des droits octroyés, ainsi que la formalisation des politiques de sécurité de gestion des accès et des mots de passe.

WAFASALAF diligente régulièrement des missions d'audit externe par des cabinets experts sur les risques liés à la sécurité de son système d'information.

3.3 Dispositif d'Appétence et Stratégie Risques

WAFASALAF a mis en place un dispositif d'appétence et stratégie risque basé sur des limites. Ce dispositif est revu annuellement et validé par le comité d'audit et des risques. Il repose sur les risques liés au volet financier (solvabilité, rentabilité,...), risque de crédit (coût du risque,...), risque SSI, risque opérationnel, risque de non-conformité (protection client,...).

Il est piloté mensuellement sur le respect des limites fixées à chaque métier. Tout dépassement de limite remonte aux lignes risques actionnaires avec un plan d'action établi par le métier à l'origine du dépassement.

3.4 Risque de non-conformité

Le risque de non-conformité est le risque encouru suite au non-respect des lois, des réglementations, des codes de bonne conduite et des normes de bonnes pratiques applicables.

WAFASALAF poursuit régulièrement son adaptation à l'évolution du cadre légal et réglementaire des métiers de financement (mesures fiscales de la loi de Finances, mesures de Bank Al-Maghrib, etc.).

Comptes Sociaux

COMPTES SOCIAUX

BILAN AU 31/12/2023

EN KDHS

ACTIF	31/12/2023	31/12/2022
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	1 106	1 503
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	134 577	451 590
À vue	116 554	431 300
À terme	18 023	20 291
Créances sur la clientèle	9 740 216	9 420 764
Crédits de trésorerie et à la consommation	9 514 107	9 172 846
Crédits à l'équipement		
Crédits immobiliers	315	583
Autres crédits	225 795	247 334
Créances acquises par affacturage		
Titres de transaction et de placement	-	-
Bons du Trésor et assimilés		
Autres titres de créance		
Titres de propriété	-	-
Autres actifs	413 916	334 568
Titres d'investissement	26 301	26 301
Bons du Trésor et assimilés		
Autres titres de créance	26 301	26 301
Titres de participation, participations dans les entreprises liées et emplois assimilés	451	451
Créances subordonnées		
Immobilisations données en crédit-bail et en location	7 295 904	6 501 708
Immobilisations incorporelles	242 556	228 110
Immobilisations corporelles	40 731	40 266
Total de l'Actif	17 895 759	17 005 261

BILAN AU 31/12/2023

EN KDHS

PASSIF	31/12/2023	31/12/2022
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	4 893 080	4 938 268
À vue	151 134	101 330
À terme	4 741 946	4 836 938
Dépôts de la clientèle	3 523 254	3 269 655
Comptes à vue créditeurs		
Comptes d'épargne		
Dépôts à terme		
Autres comptes créditeurs	3 523 254	3 269 655
Titres de créance émis	5 660 939	5 266 355
Titres de créance négociables	5 660 939	5 266 355
Emprunts obligataires		
Autres titres émis		
Autres passifs	1 245 142	1 171 251
Provisions pour risques et charges	74 887	75 664
Provisions réglementées		
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
Dettes subordonnées	757 330	506 242
Écart de réévaluation		
Primes liées au capital et réserves	1 357 612	1 327 612
Capital souscrit	113 180	113 180
moins capital non versé		
Report à nouveau (+/-)	7 028	4 119
Résultat net en instance d'affectation (+/-)		
Résultat net de l'exercice (+/-)	263 306	332 914
Total du Passif	17 895 759	17 005 261

COMPTES SOCIAUX

LES ENGAGEMENTS HORS BILAN AU 31/12/2023

EN KDHS

HORS BILAN	31/12/2023	31/12/2022
Engagements donnés	303 928	309 792
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés		
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	303 928	309 792
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle		
Titres achetés à réméré		
Autres titres à livrer		
Engagements reçus	2 198 000	1 648 000
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	2 198 000	1 648 000
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés		
Engagements de garantie reçus de l'État et d'organismes de garantie divers		
Titres vendus à réméré		
Autres titres à recevoir		

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES DU 01/01/2023 AU 31/12/2023

EN KDHS

	31/12/2023	31/12/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	3 130 273	2 978 400
Intérêts et produits assimilés des opérations avec les établissements de crédits	153	143
Intérêts et produits assimilés des opérations avec la clientèle	881 059	848 719
Intérêts et produits assimilés des titres de créance	25 547	44 435
Produits des titres de propriété	54 945	49 933
Produits des immobilisations en crédit-bail et en location	1 806 384	1 663 880
Commissions sur prestations de service	360 477	370 717
Autres produits bancaires	1 709	572
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	1 939 777	1 799 310
Intérêts et charges assimilées des opérations avec les établissements de crédits	189 203	130 971
Intérêts et charges assimilées des opérations avec la clientèle		
Intérêts et charges assimilés des titres de créance émis	163 916	175 737
Charges des immobilisations en crédit-bail et en location	1 568 144	1 473 463
Autres charges bancaires	18 515	19 138
PRODUITS NET BANCAIRE	1 190 496	1 179 090
PRODUITS D'EXPLOITATION NON BANCAIRE	28 967	23 725
CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE		
CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	573 550	554 473
Charges de personnel	239 163	229 340
Impôts et taxes	11 145	9 628
Charges externes	292 473	288 648
Autres charges d'exploitation	72	59
Dotation aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	30 697	26 797
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCUPÉRABLES	655 934	680 472
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	486 766	521 778
Pertes sur créances irrécupérables	144 508	131 660
Autres dotations aux provisions	24 660	27 035
REPRISES DE PROVISIONS ET RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	408 871	498 978
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	366 499	361 336
Récupérations sur créances amorties	16 935	18 700
Autres reprises de provisions	25 437	118 942
RÉSULTAT COURANT	398 849	466 849
PRODUITS NON COURANTS	25 037	4 836
CHARGES NON COURANTES	23 352	16 085
RÉSULTAT NON COURANT	1 685	-11 249
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS	400 534	455 600
IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS	137 228	122 686
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	263 306	332 914

ÉTAT DES SOLDES DE GESTION DU 01/01/2023 AU 31/12/2023

EN KDHS

I - TABLEAU DE FORMATION DES RÉSULTATS

	31/12/2023	31/12/2022
+ Intérêts et produits assimilés	906 759	893 297
- Intérêts et charges assimilées	353 118	306 708
Marge sur intérêts	553 640	586 589
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	1 806 384	1 663 880
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	1 568 144	1 473 463
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	238 240	190 417
+ Commissions perçues	360 477	370 717
- Commissions servies	18 515	19 138
Marge sur commissions de prestations de service	341 962	351 579
+ Résultat des opérations sur titres de transaction	1 709	572
+ Résultat des opérations sur titres de placement		
+ Résultat des opérations de change		
+ Résultat des opérations sur produits dérivés		
Résultat des opérations de marché	1 709	572
+ Divers autres produits bancaires	54 945	49 933
- Diverses autres charges bancaires		
PRODUIT NET BANCAIRE	1 190 496	1 179 090
+ Résultat des opérations sur immobilisations financières		
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	28 967	23 725
- Autres charges d'exploitation non bancaire	-	-
- Charges générales d'exploitation	573 550	554 473
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	645 913	648 343
+ Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	247 841	273 401
+ Autres dotations nettes de reprises aux provisions	-777	-91 907
RÉSULTAT COURANT	398 849	466 849
RÉSULTAT NON COURANT	1 685	-11 249
- Impôts sur les résultats	137 228	122 686
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	263 306	332 914

II - CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT

EN KDHS

	31/12/2023	31/12/2022
+ RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	263 306	332 914
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	30 697	26 797
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières		
+ Dotations aux provisions pour risques généraux	10 918	23 136
+ Dotations aux provisions réglementées		
+ Dotations non courantes		
- Reprises de provisions	23 136	105 832
- Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles		
+ Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
- Plus-values de cession des immobilisations financières		
+ Moins-values de cession des immobilisations financières		
- Reprises de subventions d'investissement reçues		
+ CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	281 785	277 015
- Bénéfices distribués	300 005	300 005
+ AUTOFINANCEMENT	-18 220	-22 990

COMPTES SOCIAUX

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE AU 31/12/2023

EN KDHS

	31/12/2023	31/12/2022
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Produits sur opérations bancaires perçus	3 075 328	2 928 467
Récupérations sur créances amorties	16 935	18 700
Produits divers d'exploitation perçus	420 502	389 897
Charges sur opérations bancaires versées	-1 939 777	-1 799 310
Charges diverses d'exploitation payées	-654 627	-669 522
Charges générales d'exploitation payées	573 550	-554 473
Impôts sur les résultats payés	-137 228	-122 686
Flux de trésorerie net provenant du compte de produits et charges	207 584	191 074
Variation des actifs d'exploitation		
Créances sur les établissements de crédit et assimilés (hors liquidités)	317 013	-20 705
Créances sur la clientèle	-319 452	-33 212
Titres de transaction et de placement (hors liquidités)		
Autres actifs	-79 348	72 712
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-794 197	-394 391
Variation des passifs d'exploitation		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	-45 188	1 323 164
Dépôts de la clientèle	253 600	200 402
Titres de créance émis	394 584	-981 096
Autres passifs	73 891	-116 160
SOLDE DES VARIATIONS DES ACTIFS ET PASSIFS D'EXPLOITATION	-199 098	50 715
FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION	8 486	241 788
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	-	12 500
Produit des cessions d'immobilisations financières		
Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Acquisition d'immobilisations financières		
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-14 911	-6 397
Intérêts reçus		
Dividendes reçus	54 945	49 933
FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	40 034	56 037
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Subventions, fonds publics reçus		
Fonds spéciaux de garantie reçus		
ÉMISSION D'EMPRUNTS ET DE TITRES SUBORDONNÉS	251 088	200
ÉMISSION D'ACTIONS		
Remboursement des capitaux propres et assimilés		
Intérêts versés		
Dividendes versés	-300 005	-300 005
FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	-48 917	-299 805
VARIATION NETTE DES LIQUIDITÉS ET ÉQUIVALENTS DE LIQUIDITÉS	-398	-1 979
LIQUIDITÉS ET ÉQUIVALENTS DE LIQUIDITÉS À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	1 503	3 483
LIQUIDITÉS ET ÉQUIVALENTS DE LIQUIDITÉS À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	1 106	1 503

CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE AU 31/12/2023

EN KDHS

CRÉANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2023	Total 31/12/2022
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
- Crédits de trésorerie						
- Comptes à vue débiteurs						
- Créances commerciales sur le Maroc						
- Crédits à l'exportation						
- Autres crédits de trésorerie						
CRÉDITS À LA CONSOMMATION				9 480 990	9 480 990	9 144 786
CRÉDITS À L'ÉQUIPEMENT						
CRÉDITS IMMOBILIERS				315	315	583
AUTRES CRÉDITS				3	3	3
CRÉANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE						
INTÉRÊTS COURUS À RECEVOIR				33 117	33 117	28 060
CRÉANCES EN SOUFFRANCE(*)				225 792	225 792	251 309
- Créances pré-douteuses				171 956	171 956	186 861
- Créances douteuses				51 788	51 788	59 287
- Créances compromises				2 047	2 047	5 162
TOTAL				9 740 216	9 740 216	9 424 742

Commentaires : (*) Nettes des provisions & des agios réservés

COMPTES SOCIAUX

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS AU 31/12/2023

(milliers MAD)

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
WAFASALAF COMMUNICATION	COMMUNICATION	3 000	5,00%	150	150				
WAFASALAF SYSTEME DATA	FACILITE MANAGEMENT	1 500	0,07%	1	1				
THEMIS COURTAGE	COURTAGE EN ASSURANCE	300	100,00%	300	300	31/12/2023	64 862	63 485	97 335
				451	451		64 862	63 485	97 335

IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE AU 31/12/2023

(milliers MAD)

NATURE	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements		Provisions			Montant net à la fin de l'exercice
					Dotations au titre de l'exercice	Cumul des amortissements	Dotations au titre de l'exercice	Reprises de provisions	Cumul des provisions	
IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CREDIT-BAIL ET EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT	9 979 232	3 371 969	2 404 220	10 946 980	1 506 792	3 345 420	68 342	46 485	305 656	7 295 904
CRÉDIT-BAIL SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES										
CRÉDIT-BAIL MOBILIER	9 803 357	3 328 367	2 404 213	10 727 510	1 506 792	3 345 420	48 054	33 843	167 852	7 214 239
Crédit-bail mobilier en cours										-
Crédit-bail mobilier loué	9 210 277	3 250 173	2 404 213	10 056 237	1 472 924	2 841 998				7 214 239
Crédit-bail mobilier non loué après résiliation	593 080	78 194		671 274	33 868	503 422	48 054	33 843	167 852	-
CRÉDIT-BAIL IMMOBILIER										
Crédit-bail immobilier en cours										
Crédit-bail immobilier loué										
Crédit-bail immobilier non loué après résiliation										
LOYERS COURUS À RECEVOIR										
LOYERS RESTRUCTURÉS										
LOYERS IMPAYÉS	10 100		7	10 092	0	0	0	0	0	10 092
LOYERS EN SOUFFRANCE	165 776	43 602		209 378			20 288	12 642	137 805	71 573
IMMOBILISATIONS DONNÉES EN LOCATION SIMPLE										
BIENS MOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
BIENS IMMOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
LOYERS COURUS À RECEVOIR										
LOYERS RESTRUCTURÉS										
LOYERS IMPAYÉS										
LOYERS EN SOUFFRANCE										
TOTAL	9 979 232	3 371 969	2 404 220	10 946 980	1 506 792	3 345 420	68 342	46 485	305 656	7 295 904

COMPTES SOCIAUX

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS AU 31/12/2023

en milliers de DH

DETTES	Établissements de crédit et assimilés au Maroc			Établissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2023	Total 31/12/2022
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES CRÉDITEURS		151 134			151 134	101 330
DONNÉES EN PENSION						
- au jour le jour						
- à terme						
EMPRUNTS DE TRÉSORERIE		0			0	250 000
- au jour le jour						
- à terme		0			0	250 000
EMPRUNTS FINANCIERS		4 700 000			4 700 000	4 550 000
AUTRES DETTES						
INTÉRÊTS COURUS À PAYER		41 946			41 946	36 938
TOTAL		4 893 080			4 893 080	4 938 268

PROVISIONS AU 31/12/2023

(milliers MAD)

PROVISIONS	Encours 31/12/2022	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 31/12/2023
PROVISIONS, DÉDUITES DE L'ACTIF, SUR :	2 045 402	486 766	366 499	-	2 165 669
Créances sur les établissements de crédit et assimilés					
Créances sur la clientèle	1 978 660	466 478	353 857	-7 389	2 083 892
Titres de placement					
Titres de participation et emplois assimilés					
Immobilisations en crédit-bail et en location	66 742	20 288	12 642	7 389	81 777
Autres actifs					
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	75 664	24 660	25 437		74 887
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature					
Provisions pour risques de change					
Provisions pour risques généraux	23 136	10 918	23 136		10 918
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires					
Provisions pour autres risques et charges	52 528	13 742	2 301		63 969
Provisions réglementées					
TOTAL GÉNÉRAL	2 121 066	511 426	391 936		2 240 556

➤ Une mission de contrôle menée par la CNSS ,portant sur les exercices 2019 ,2020,2021 et 2022 est actuellement au sein de WAFASALAF. Le risque social encouru est suffisamment provisionné dans les comptes arrêtés au 31/12/2023.

➤ Dotation aux provisions de MMAD 10,9 pour inflation.

➤ Dotations aux provisions de MMAD 12,5 pour le séisme Haouz.

➤ Reprise de provisions de MMAD 23 pour inflation constatée en 2022.

COMPTES SOCIAUX

ÉTAT DES DÉROGATIONS AU 31/12/2023

INDICATIONS DES DÉROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DÉROGATIONS	INFLUENCE DES DÉROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux		
II. Dérogations aux méthodes d'évaluation	NÉANT	
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de Synthèse		

DÉTAIL DES AUTRES ACTIFS AU 31/12/2023

en milliers de DH

RUBRIQUE	31/12/2023	31/12/2022	COMMENTAIRE
Instruments optionnels			
Opérations diverses sur titres (débiteur)			
Sommes réglées à récupérer auprès des émetteurs			
Autres comptes de règlement relatif aux opérations sur titres			
Débiteurs divers	279 717	233 600	
- Sommes dues par l'État	161 284	111 903	
- Sommes dues par les organismes de prévoyance			
- Sommes diverses dues par le personnel	1 594	1 331	
- Comptes clients de prestations non bancaire			
- Divers autres débiteurs	116 839	120 366	
et emplois divers	444	427	
- et emplois divers	444	427	
Comptes d'ajustement de hors bilan (débiteur)			
Comptes d'écart sur devises et titres (débiteur)			
Pertes potentielles sur opérations de couverture non dénouées			
Pertes à étaler sur opérations de couvertures dénouées			
Charges à répartir sur plusieurs exercices	24 859	6 319	
"Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc (débiteur)"			
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	66 872	64 734	
- Produits à recevoir	64 553	62 598	
- Charges constatées d'avance	2 319	2 136	
Comptes transitoires ou d'attente débiteurs	42 023	29 488	
Créances en souffrance sur opérations diverses			
Provisions pour créances en souffrance sur opérations diverses			
TOTAL	413 916	334 568	

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DURÉE RÉSIDUELLE AU 31/12/2023

en milliers de DH

	D ≤ 1 mois	1 mois < D ≤ 3 mois	3 mois < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	TOTAL
ACTIF	887 694	1 051 352	3 108 923	10 868 331	1 416 846	17 333 146
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	134 577					134 577
Créances sur la clientèle	730 898	437 381	1 761 066	5 405 985	1 404 886	9 740 216
Titres de créance						
Créances subordonnées						
Crédit-bail et assimilé(*)	22 219	613 971	1 347 857	5 462 345	11 960	7 458 352
TOTAL	887 694	1 051 352	3 108 923	10 868 331	1 416 846	17 333 146
PASSIF	351 486	459 394	2 374 757	11 233 020	415 947	14 834 604
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	151 134		341 946	4 400 000		4 893 080
Dettes envers la clientèle	98 349	84 172	371 766	2 803 020	165 947	3 523 254
Titres de créance émis	102 002	375 222	1 403 715	3 780 000		5 660 939
Emprunts subordonnées			257 330	250 000	250 000	757 330
TOTAL	351 486	459 394	2 374 757	11 233 020	415 947	14 834 604

Commentaires :
* Encours financier

DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE AU 31/12/2023

(milliers MAD)

DÉPÔTS	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2023	Total 31/12/2022
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
COMPTES À VUE CRÉDITEURS						
COMPTES D'ÉPARGNE						
DÉPÔTS À TERME						
AUTRES COMPTES CRÉDITEURS				3 523 254	3 523 254	3 269 655
INTÉRÊTS COURUS À PAYER						
TOTAL				3 523 254	3 523 254	3 269 655

Commentaires :

CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2023

(milliers MAD)

CAPITAUX PROPRES	Encours 31/12/2022	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 31/12/2023
Écarts de réévaluation				
Réserves et primes liées au capital	1 327 612	30 000		1 357 612
Réserve légale	11 318			11 318
Autres réserves (*)	1 279 152	30 000		1 309 152
Primes d'émission, de fusion et d'apport	37 143			37 143
Capital	113 180			113 180
Capital appelé	113 180			113 180
Capital non appelé				
Certificats d'investissement				
Fonds de dotations				
Actionnaires Capital non versé				
Report à nouveau (+/-)	4 119	2 909		7 028
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)				
Résultat net de l'exercice (+/-)	332 914	-332 914	263 306	263 306
TOTAL GÉNÉRAL	1 777 825	-300 005	263 306	1 741 126
Dividendes distribués		300 005		

COMPTES SOCIAUX

AFFECTATION DES RÉSULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE AU 31/12/2023 en milliers de DH

	Montants		Montants
A- Origine des résultats affectés		B- Affectation des résultats	
Décision de l'AGO du 31 mai 2021 et l'AGE du 17 décembre 2021			
Report à nouveau	4 119	Réserve réglementées	
Résultats nets en instance d'affectation		Dividendes	300 005
Résultat net de l'exercice	332 914	Réserve extraordinaire	30 000
Prélèvements sur les bénéfices		Report à nouveau	7 028
Autres prélèvements			
TOTAL A	337 033	TOTAL B	337 033

RÉSULTATS ET AUTRES ÉLÉMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES AU 31/12/2023 en milliers de DH

	Exercice 2023	Exercice 2022	Exercice 2021
CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILÉS (y compris résultat net de l'ex)	1 741 126	1 777 825	1 744 916
OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE			
1- Produit net bancaire	1 190 496	1 179 090	1 187 743
2- Résultat avant impôts	400 534	455 600	401 518
3- Impôts sur les résultats	137 228	122 686	100 226
4- Bénéfices distribués	300 005	300 005	-
5- Résultats non distribués (mis en réserve ou en instances d'affectation)	32 909	1 286	-133 592
RÉSULTAT PAR TITRE (en dirhams)			
Résultat net par action ou part sociale	233	294	266
Bénéfice distribué par action ou part sociale	265	265	-
PERSONNEL			
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	239 163	229 340	207 576
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	910	902	902

DÉTAIL DES AUTRES PASSIFS AU 31/12/2023 en milliers de DH

RUBRIQUE	31/12/2023	31/12/2022
Instruments optionnels vendus		
Comptes de règlement d'opérations sur titres		
Dettes sur titres		
Versement à effectuer sur titres non libérés		
Provisions pour service financier aux émetteurs		
Sommes réglées par la clientèle à reverser aux émetteurs		
Créditeurs divers	566 982	524 624
- Sommes dues à l'État	213 891	224 133
- Sommes dues aux organismes de prévoyance	22 239	12 753
- Sommes diverses dues aux actionnaires et associés	1 337	1 064
- Sommes dues au personnel	3 019	2 248
- Fournisseurs de biens et service	195 060	173 424
- Divers autres Créditeurs	131 438	111 002
Comptes d'ajustement de hors bilan		
Comptes d'écart sur devises et titres		
Gains potentiels sur opérations de couverture non dénouées		
Gains à étaler sur opérations de couvertures dénouées		
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc (crédeur)		
Comptes de régularisation	678 160	646 627
TOTAL	1 245 142	1 171 251

COMPTES SOCIAUX

DETTES SUBORDONNÉES AU 31/12/2023

en milliers de DH

Monnaie de l'emprunt	Montant en monnaie de l'emprunt	Cours (1)	Taux	Durée (2)	Condition de remboursement anticipé, subordination et convertibilité (3)	Montant de l'emprunt en monnaie nationale (ou contrevaletur en DH)	dont entreprises liées		dont autres apparentés	
							Montant N (en contrevaletur DH)	Montant N-1 (en contrevaletur DH)	Montant N (en contrevaletur DH)	Montant N-1 (en contrevaletur DH)
MAD	167 000		3,95%	7 ans	RÈGLEMENT INTÉRÊTS ANNUEL & CAPITAL INFINE	167 000				
MAD	83 000		4,03%	7 ans	RÈGLEMENT INTÉRÊTS ANNUEL & CAPITAL INFINE	83 000				
MAD	167 000		3,45%	7 ans	RÈGLEMENT INTÉRÊTS ANNUEL & CAPITAL INFINE	167 000				
MAD	83 000		4,05%	7 ans	RÈGLEMENT INTÉRÊTS ANNUEL & CAPITAL INFINE	83 000				
MAD	203 200		4,39%	7 ans	RÈGLEMENT INTÉRÊTS ANNUEL & CAPITAL INFINE	203 200				
MAD	46 800		3,68%	7 ans	RÈGLEMENT INTÉRÊTS ANNUEL & CAPITAL INFINE	46 800				
TOTAL	750 000					750 000			-	-

(1) cours BAM au 31/12/N

(2) éventuellement indéterminée

(3) se référer au contrat de dettes subordonnées

CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS AU 31/12/2023

en milliers de DH

CRÉANCES	Bank Al Maghrib, Trésor public et Services des chèques postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Établissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2023	Total 31/12/2022
COMPTES ORDINAIRES DÉBITEURS	410	116 554			116 554	432 100
REÇUES EN PENSION						
- au jour le jour						
- à terme						
PRÊTS DE TRÉSORERIE						
- à terme						
- au jour le jour						
PRÊTS FINANCIERS						
AUTRES CRÉANCES		18 023			18 023	20 291
INTÉRÊTS COURUS À RECEVOIR						
CRÉANCES EN SOUFFRANCE						
TOTAL	410	134 988			134 988	452 391

PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSION OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS AU 31/12/2023

en milliers de DH

DATE DE CESSION OU RETRAIT	COMPTE PRINCIPAL	MONTANT BRUT	AMORTISSEMENTS CUMULÉS	VALEUR NETTE AMORTISSEMENT	PRODUIT DE CESSION	PLUS VALUES	MOINS VALUES
jan-23	MATERIEL DE TRANSPORT LEASING	139 331	75 760	63 571	63 097	1 022	1 496
fév-23	MATERIEL DE TRANSPORT LEASING	169 336	95 790	73 546	73 000	832	1 378
mar-23	MATERIEL DE TRANSPORT LEASING	164 140	92 229	71 911	71 757	998	1 151
avr-23	MATERIEL DE TRANSPORT LEASING	131 118	75 197	55 921	56 091	940	769
mai-23	MATERIEL DE TRANSPORT LEASING	151 543	84 316	67 227	67 207	1 351	1 371
jui-23	MATERIEL DE TRANSPORT LEASING	133 560	76 245	57 316	57 817	1 310	809
juil-23	MATERIEL DE TRANSPORT LEASING	483 042	287 706	195 336	195 726	1 456	1 066
août-23	MATERIEL DE TRANSPORT LEASING	123 508	71 644	51 864	52 168	1 166	863
sept-23	MATERIEL DE TRANSPORT LEASING	112 926	63 774	49 152	49 373	1 100	879
oct-23	MATERIEL DE TRANSPORT LEASING	124 049	70 829	53 221	53 588	1 661	1 294
nov-23	MATERIEL DE TRANSPORT LEASING	143 821	84 261	59 560	60 050	1 576	1 086
déc-23	MATERIEL DE TRANSPORT LEASING	449 403	292 764	156 638	156 406	2 027	2 260
		2 325 776	1 370 514	955 262	956 280	15 439	14 421

COMPTES SOCIAUX

MARGE D'INTÉRÊT AU 31/12/2023

(milliers MAD)

MARGE D'INTÉRÊT	31/12/2023	31/12/2022
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit (a)	153	143
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit (b)	189 203	130 971
=Marge d'intérêts sur opérations avec les établissements de crédit (1)	-189 050	-130 828
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle (a)	881 059	848 719
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle (b)		
=Marge d'intérêts sur opérations avec la clientèle (2)	881 059	848 719
+ Intérêts et produits assimilés sur titres de créance (a)	25 547	44 435
- Intérêts et charges assimilées sur titres de créance (b)	163 916	175 737
=Marge d'intérêts sur titres de créance (3)	-138 369	-131 302
MARGE D'INTÉRÊT = (1)+(2)+(3)	553 640	586 589
+ Produits sur opérations de crédit-bail et de location (a)	1 806 384	1 663 880
- Charges sur opérations de crédit-bail et de location (b)	1 568 144	1 473 463
=Marge sur opérations de crédit-bail et de location (4)	238 240	190 417
MARGE TOTALE D'INTÉRÊT = (1)+(2)+(3)+(4)	791 880	777 006

RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ AU 31/12/2023

(milliers MAD)

RUBRIQUE	31/12/2023	31/12/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	NÉANT	
PRODUITS SUR ENGAGEMENT SUR TITRES		
COMMISSIONS DE PLACEMENT SUR LE MARCHÉ PRIMAIRE		
COMMISSIONS DE GARANTIE SUR LE MARCHÉ PRIMAIRE		
GAINS SUR ENGAGEMENTS SUR TITRES		
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE		
AUTRES CHARGES SUR PRESTATIONS DE SERVICE		
COMMISSIONS SUR ACHATS ET VENTES DE TITRES		
COMMISSIONS SUR DROITS DE GARDE DE TITRES		
COMMISSIONS ET COURTAGES SUR OPÉRATIONS DE MARCHÉ		
AUTRES CHARGES SUR OPÉRATIONS SUR TITRES		
PRODUIT NET BANCAIRE		

COMMISSIONS REÇUES ET VERSÉES AU 31/12/2023

(milliers MAD)

RUBRIQUE	COMMISSIONS 31/12/2023		COMMISSIONS 31/12/2022		COMMENTAIRE
	E CRÉDIT	CLIENTÈLE	E CRÉDIT	CLIENTÈLE	
COMMISSIONS REÇUES	211 006	149 471	212 161	158 556	
Commissions sur fonctionnement de compte					
Commissions sur moyens de paiement					
Commissions sur opérations de titres					
Commissions sur titres en gestion/en dépôt					
Commissions sur prestations de service sur crédit		149 166		15 702	
Produits sur activités de conseil et d'assistance					
Autres produits sur prestations de service	211 006	306	212 161	854	
Commissions sur moyens de paiement					
Commissions de placement sur le marché primaire					
Commissions de garantie sur le marché primaire					
Commissions sur produits dérivés					
Commissions sur opérations de change virement					
Commissions sur opérations de change billet					
COMMISSIONS VERSÉES	18 515		19 094		
Charges sur moyens de paiement	13 761		16 788		
Commissions sur achat et vente de titres					
Commissions sur droits de garde de titres	4 754		2 306		
Commissions et courtages sur opérations de marché					
Commissions sur engagements sur titres					
Commissions sur produits dérivés					
Commissions sur opérations de change virement					
Commissions sur opérations de change billets					

COMPTES SOCIAUX

CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION AU 31/12/2023

RUBRIQUE	31/12/2023	31/12/2022	COMMENTAIRE
Charges de personnel	239 163	229 340	
Salaires et appointements	121 762	113 117	
Primes et Gratifications	54 307	57 373	
Autres rémunérations du personnel			
Charges d'assurances sociales	32 019	31 245	
Charges de retraite	11 808	11 899	
Charges de formation	617	1 069	
Autres charges de personnel	18 649	14 638	
Impôts et taxes	11 145	9 628	
Taxe urbaine et taxe d'édilité	1 634	1 155	
Patente	9 082	8 122	
Taxes locales	408	317	
Droits d'enregistrement	10	14	
Timbres fiscaux et formules timbrées	11	20	
Taxes sur les véhicules			
Autres impôts et taxes, droits assimilés			
Charges externe	211 676	201 723	
Loyers de crédit-bail			
Loyers de location simple	32 344	29 004	
Frais d'entretien et de réparation	35 216	36 651	
Rémunération du personnel intérimaire	8 821	8 507	
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	133 656	125 945	
Primes d'assurance	239	208	
Frais d'actes et de contentieux			
Frais électricité, eau, chauffage et combustible	1 400	1 409	
Autres charges extérieurs	80 797	86 925	
Transport et déplacement	9 348	8 429	
Mission et réception	1 659	1 154	
Publicité, publication et relations publiques	24 710	31 622	
Frais postaux & de télécommunication	19 452	21 099	
Frais de recherche et de documentation	14 160	11 122	
Frais de conseil et d'assemblée	620	620	
Dons et cotisations	836	828	
Fournitures de bureau et imprimés	1 734	1 710	
Autres charges externes	8 277	10 341	
Autres charges d'exploitation	72	59	
Frais préliminaires			
Frais d'acquisition d'immobilisation			
Autres charges à répartir sur plusieurs exercices			
Pénalités et délits			
Rappels d'impôts autres qu'impôts sur les résultats			
Dons libéralités et lots			
Subventions d'investissement et d'exploitation accordées			
Charges générales d'exploitation des exercices antérieurs	72	59	
Diverses autres charges générales d'exploitation			
Dotations aux amortissement et aux provisions des immobilisations corporelles et incorporelles	30 697	26 797	
Immobilisations incorporelles d'exploitation	21 606	17 620	
Immobilisations incorporelles hors exploitation			
Immobilisations corporelles d'exploitation	9 091	9 177	
Immobilisations corporelles hors exploitation			
Prov p/immobilisations incorporelles d'exploitation			
Prov p/immobilisations incorporelles hors exploitation			
Prov p/dépréciation immobilisations incorporelles d'exploitation			
Prov p/dépréciation immobilisations incorporelles hors exploitation			
Commentaires :			

AUTRES PRODUITS ET CHARGES AU 31/12/2023

(milliers MAD)

RUBRIQUE	31/12/2023	31/12/2022	COMMENTAIRE
Autres produits bancaires	25 547	44 435	
Divers autres produits bancaires	25 547	44 435	
Quote-part sur opérations bancaires faite en commun			
Produits des exercices antérieurs			
Divers autres produits bancaires	25 547	44 435	
Reprise de provisions pour dépréciation des titres de placement			
Autres charges bancaires	18 515	19 094	
Charges sur titres de propriété			
Frais d'émission des emprunts			
Autres charges sur opérations sur titres	4 754	2 306	
Autres charges sur prestations de services			
Autres charges bancaires	13 761	16 788	
Quote-part sur opérations d'exploitation bancaires			
Cotisation au fonds de garantie des déposants			
Produits rétrocédés			
Charges des exercices antérieurs			
Divers autres charges bancaires	13 761	16 788	
Dotations aux provisions pour dépréciation des titres de placement			
Produits d'exploitation non bancaires	28 967	23 725	
Produits sur et emplois assimilés			
Plus-values de cession sur immobilisations financières			
Plus-values de cession sur immobilisations corporelles et incorporelles			
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle même			
Produits accessoires	28 967	23 725	
Subventions reçues			
Autres produits d'exploitation non bancaires			
Charges d'exploitation non bancaires			
Charges sur et emplois assimilés			
Moins-values de cession sur immobilisations financières			
Moins-values de cession sur immobilisations corporelles et incorporelles			
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	486 766	521 778	
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur établissements de crédit et assimilés			
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur clientèle	486 766	521 778	
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur titres de placement			
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur immobilisées			
Dotations aux provisions pour autres créances en souffrances			
Dotations aux provisions pour risques d'exécution d'engagement par signature			
Pertes sur créances irrécouvrables	144 508	131 660	
Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par des provisions	144 508	131 660	
Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par des provisions			
Autres dotations aux provisions	24 660	27 035	
Dotations aux provisions pour dépréciations des immobilisations financières			
Dotations aux provisions pour dépréciations des autres risques et charges	13 742	3 899	
Dotations aux provisions réglementées			
Dotations aux autres provisions	10 918	23 136	
Reprises de provisions pour créances en souffrance	366 499	361 336	
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur les établissements crédit et assimilés			
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur la clientèle	366 499	361 336	

COMPTES SOCIAUX

AUTRES PRODUITS ET CHARGES AU 31/12/2023 (suite)

(milliers MAD)

RUBRIQUE	31/12/2023	31/12/2022	COMMENTAIRE
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur les titres de placement			
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur immobilisées			
Reprises de provisions pour autres créances en souffrance			
Reprises de provisions pour risques d'exécution d'engagement par signature			
Récupération sur créances amorties	16 935	18 700	
Autres reprises de provisions	25 437	118 942	
Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations financières			
Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles			
Reprises de provisions pour autres risques et charges	2 301	13 110	
Reprises de provisions réglementées			
Reprises de provisions	23 136	105 832	
Produits non courants	25 037	4 836	
Reprises non courantes des amortissements			
Reprises non courantes des provisions			
Autres produits non courants	25 037	4 836	
Charges non courantes			
Dotations non courantes aux amortissements			
Dotations non courantes aux provisions			
Autres charges non courantes	23 352	16 085	

Commentaires:

DÉTERMINATION DU RÉSULTAT COURANT APRÈS IMPÔTS AU 31/12/2023

(milliers MAD)

I DETERMINATION DU RÉSULTAT	MONTANT
Résultat courant d'après le compte de produits et charges (+ ou -)	398 849
Réintégrations fiscales sur opérations courantes (+)	25 015
Déductions fiscales sur opérations courantes (-)	80 382
Résultat courant théoriquement imposable (=)	343 482
Impôt théorique sur résultat courant (-)	129 664
Résultat courant après impôts (=)	269 185

II INDICATIONS DU RÉGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYÉS PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LÉGALES SPÉCIFIQUES

NÉANT

DÉTAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE AU 31/12/2023

(milliers MAD)

NATURE	Solde au début de l'exercice ¹	Opérations comptables de l'exercice 2	Déclarations TVA de l'exercice 3	Solde fin d'exercice (1+2-3=4)
A TVA collectée	150 763	694 942	702 444	143 260
B TVA à récupérer	105 810	405 552	359 249	152 113
Sur charges	18 317	81 837	72 181	27 972
Sur immobilisations	87 493	323 715	287 068	124 141
C TVA due ou crédit de TVA = (A-B)	44 952	289 390	343 195	-8 853

RÉPARTITION DU CAPITAL SOCIAL AU 31/12/2023

(milliers MAD)

Montant du capital en actions
Valeur nominale des titres

1 132
100 DH

Nom des principaux actionnaires ou associés	Adresse	Nombre de titres détenus		Montant
		Exercice précédent	Exercice actuel	
ATTIJARIWafa BANK	2 Bd MOULAY YOUSSEF Casa	576	576	57 619
Crédit Agricole Consommation Finance (CACF)	91038,rue du bois sauvage Evry Cedex, Paris, France	555	555	55 458
M. Ahmed Ismail DOUIRI	10, lot Dawliz avenue de Nice Casablanca	0,01	0,01	1
M. Rachid KETTANI	2 Bd MOULAY YOUSSEF Casa	0,01	0,01	1
M.Mohamed El KETTANI	2 Bd MOULAY YOUSSEF Casa	0,01	0,01	1
M.Hassan BERTAL	2 Bd MOULAY YOUSSEF Casa	0,01	0,01	1
M. Stéphane PRIAMI	91038,rue du bois sauvage Evry Cedex, Paris, France	0,001	0,001	0,1
M. Gilbert RANOUX	91038,rue du bois sauvage Evry Cedex, Paris, France	0,001	0,001	0,1
M.Rija RAJOELIARIVONY	91038,rue du bois sauvage Evry Cedex, Paris, France	0,001	0,001	0,1
Divers petits porteurs	Diverses adresses	0,987	0,987	98,7
Total		1 132	1 132	113 180

DATATION ET ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS AU 31/12/2023

I. DATATION

. Date de clôture (1) 31/12/2023

. Date d'établissement des états de synthèse (2) 15/01/2024

(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice

(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.

II. ÉVÉNEMENTS NÉS POSTÉRIEUREMENT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES À CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1^{ÈRE} COMMUNICATION EXTERNE DES ÉTATS DE SYNTHÈSE

Dates	Indications des événements
	.Favorables : NÉANT
	.Défavorables :

EFFECTIFS AU 31/12/2023

EFFECTIFS	31/12/2023	31/12/2022
Effectifs rémunérés	910	902
Effectifs utilisés	910	902
Effectifs équivalent plein temps		
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)		
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)		
Cadres (équivalent plein temps)	430	392
Employés (équivalent plein temps)	480	510
dont effectifs employés à l'étranger		

COMPTES SOCIAUX

TITRES ET AUTRES ACTIFS GÉRÉS OU EN DÉPÔTS AU 31/12/2023

(milliers MAD)

TITRES	Nombre de comptes		Montants en milliers de DH	
	31/12/2023	31/12/2022	31/12/2023	31/12/2022
Titres dont l'établissement est dépositaire				
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion				
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire				
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion				
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire				
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion				

NÉANT

RÉSEAU AU 31/12/2023

(milliers MAD)

RÉSEAU	31/12/2023	31/12/2022
Guichets permanents (AGENCES & BUREAUX)	44	44
Guichets périodiques		
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque		
Succursales et agences à l'étranger		
Bureaux de représentation à l'étranger		

COMPTES DE LA CLIENTÈLE AU 31/12/2023

COMPTES	31/12/2023	31/12/2022
Comptes courants		
Comptes chèques des marocains résidant à l'étranger		
Autres comptes chèques		
Comptes d'affacturage		
Comptes d'épargne		
Comptes à terme		
Bons de caisse		
Autres comptes de dépôts	3 523 254	3 269 655

TITRES DE CRÉANCES ÉMIS AU 31/12/2023

(milliers MAD)

NATURE DES TITRES	MONTANT	TAUX	DURÉE EN MOIS	CONDITIONS DE REMBOURSEMENT	dont autres apparentés	
					2023	2022
BONS DE SOCIETES DE FINANCEMENT	200 000	3,15%	60	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIETES DE FINANCEMENT	100 000	3,13%	60	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIETES DE FINANCEMENT	300 000	3,02%	60	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIETES DE FINANCEMENT	200 000	3,04%	60	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIETES DE FINANCEMENT	150 000	2,88%	60	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIETES DE FINANCEMENT	300 000	2,92%	60	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIETES DE FINANCEMENT	400 000	3,08%	60	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIETES DE FINANCEMENT	100 000	3,05%	60	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIETES DE FINANCEMENT	100 000	2,54%	60	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIETES DE FINANCEMENT	150 000	2,59%	60	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIETES DE FINANCEMENT	190 000	2,55%	60	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIETES DE FINANCEMENT	200 000	2,41%	60	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIETES DE FINANCEMENT	200 000	2,45%	60	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIETES DE FINANCEMENT	200 000	2,49%	60	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIETES DE FINANCEMENT	100 000	2,16%	24	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIETES DE FINANCEMENT	150 000	2,15%	24	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIETES DE FINANCEMENT	250 000	2,18%	24	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIETES DE FINANCEMENT	200 000	2,45%	24	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIETES DE FINANCEMENT	300 000	2,86%	24	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIETES DE FINANCEMENT	250 000	3,91%	24	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIETES DE FINANCEMENT	100 000	4,15%	36	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIETES DE FINANCEMENT	340 000	3,82%	24	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIETES DE FINANCEMENT	200 000	4,04%	36	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIETES DE FINANCEMENT	150 000	4,20%	48	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIETES DE FINANCEMENT	350 000	3,76%	24	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIETES DE FINANCEMENT	400 000	3,75%	24	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
EMPRUNT OBLIGATAIRE SUBORDONNE	167 000	3,95%	84	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
EMPRUNT OBLIGATAIRE SUBORDONNE	83 000	4,03%	84	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
EMPRUNT OBLIGATAIRE SUBORDONNE	167 000	3,45%	84	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
EMPRUNT OBLIGATAIRE SUBORDONNE	83 000	4,05%	84	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
EMPRUNT OBLIGATAIRE SUBORDONNE	203 200	4,39%	84	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
EMPRUNT OBLIGATAIRE SUBORDONNE	46 800	3,68%	84	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
TOTAL	6 330 000					

COMPTES SOCIAUX

VALEURS ET SÛRETÉS REÇUES ET DONNÉES EN GARANTIE AU 31/12/2023

en milliers de DH

VALEURS ET SÛRETÉS REÇUES EN GARANTIE	Valeur comptable nette	Rubrique de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons du trésor et assimilées		NÉANT	
Autres titres			
Hypothèques			
Autres et sûretés réelles			
TOTAL			
VALEURS ET SÛRETÉS DONNÉES EN GARANTIE	Valeur comptable nette	Rubrique du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du trésor et assimilées		NÉANT	
Autres titres			
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
TOTAL			

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES AU 31/12/2023

en milliers de DH

IMMOBILISATIONS	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions				Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties	Cumul	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	519 283	36 147	-	555 430	291 148	21 606	-	312 849	242 556
Droit au bail	144 395			144 395					144 370
Immobilisations en recherche et développement	10 361	2 117		12 479					12 479
Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	364 527	34 030	-	398 557	291 148	21 606	-	312 849	85 708
Immobilisations incorporelles hors exploitation									
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	350 038	9 555		359 593	309 772	9 091		318 862	40 731
IMMEUBLES D'EXPLOITATION	25 144	-		25 144	20 357	423		20 780	4 365
Terrain d'exploitation	1 043			1 043					1 043
Immeubles d'exploitation Bureaux	24 101			24 101	20 357	423		20 780	3 322
Immeubles d'exploitation Logements de fonction									
MOBILIER ET MATÉRIEL D'EXPLOITATION	159 580	4 030		163 610	145 750	5 114		150 864	12 746
Mobilier de bureau d'exploitation	33 766	1 137		34 902	28 232	1 033		29 266	5 636
Matériel de bureau d'exploitation	7 350			7 350	7 326			7 326	24
Matériel Informatique & télécom	117 358	2 894		120 252	109 105	4 075		113 179	7 072
Matériel roulant rattaché à l'exploitation	1 106			1 106	1 087	6		1 093	14
Autres matériels d'exploitation									
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	161 980	5 437		167 417	143 665	3 554		147 219	20 198
IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITATION	3 334	88		3 422					3 422
Terrains hors exploitation									
Immeubles hors exploitation	1 817			1 817					1 817
Mobilier et matériel hors exploitation	916	88		1 005					1 005
Autres immobilisations corporelles hors exploitation	601			601					601
TOTAL	869 321	45 703	-	915 024	600 920	30 697	-	631 711	283 287

COMPTES SOCIAUX

PRINCIPALES METHODES D'ÉVALUATION APPLIQUÉES AU 31/12/2023

INDICATION DES METHODES D'ÉVALUATION APPLIQUÉES PAR L'ÉTABLISSEMENT	
I- ACTIF IMMOBILISÉ - A - ÉVALUATION À L'ENTRÉE	
NATURE	DESCRIPTION
1- Immobilisations données en crédit-bail	La valeur d'entrée est constituée par le coût de revient de l'immobilisation.
2- Immobilisations en non	La valeur d'entrée est constituée par le coût de revient de l'immobilisation.
3- Immobilisations incorporelles	La valeur d'entrée est constituée par le coût de revient de l'immobilisation.
4- Immobilisations corporelles	Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens.
5- Immobilisations financières	Sont portées dans ce poste de bilan, les sommes payées pour l'acquisition des titres de participation, ainsi que pour les dépôts et cautionnements.
I- ACTIF IMMOBILISÉ - B - CORRECTIONS DE	
NATURE	DESCRIPTION
1- Méthodes d'amortissements	Les méthodes d'amortissement pratiquées sont les méthodes prévues par les règles fiscales en vigueur pour chaque catégorie d'immobilisation
2- Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.
3- Méthodes de détermination des écarts de Conversion - Actif	Les écarts de conversion sont calculés d'après le taux de change à la date de clôture.
II- ACTIF CIRCULANT (Hors trésorerie) - A - ÉVALUATION À L'ENTRÉE	
NATURE	DESCRIPTION
1- Stocks	La méthode d'évaluation du Stock à la fin d'exercice est la méthode du premier entrée, premier sorti (FIFO).
2- Créances	Les créances sont inscrites en comptabilité pour leur montant nominal. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement en application de la circulaire n° 19/G/2002 de BANK AL MAGHREB (*).
3- Titres et valeurs de placement	Les titres et valeurs de placement sont estimés à la date de clôture au cours de la valeur à la date de fin d'exercice.
II- ACTIF CIRCULANT (Hors trésorerie) - B - CORRECTIONS DE	
NATURE	DESCRIPTION
1- Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nominale brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.
2- Méthodes de détermination des écarts de Conversion - Actif	Les écarts de conversion sont calculés d'après le taux de change à la date de clôture.
III- FINANCEMENT PERMANENT	
NATURE	DESCRIPTION
1- Méthodes de réévaluation	Les capitaux propres et dettes de financement sont inscrites à leur valeur nominale.
2- Méthodes d'évaluation des provisions réglementées	Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nominale brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.
3- Dettes de financement permanent	Les dettes de financement sont inscrites en comptabilité pour leur montant nominal.
4- Méthodes d'évaluation des provisions durables pour risques et charges	Une provision pour risques et charges est constituée pour faire face à la charge future ou au risque créés au cours de l'exercice.
5- Méthodes de détermination des écarts de Conversion - Passif	Les écarts de conversion sont calculés d'après le taux de change à la date de clôture.

PRINCIPALES METHODES D'ÉVALUATION APPLIQUÉES AU 31/12/2023 (suite)

INDICATION DES METHODES D'ÉVALUATION APPLIQUÉES PAR L'ÉTABLISSEMENT	
IV- PASSIF CIRCULANT (Hors trésorerie)	
NATURE	DESCRIPTION
1- Dettes du passif circulant	Les dettes du passif circulant sont inscrites pour leur montant nominal.
2- Méthodes d'évaluation des autres provisions pour risques et charges	Une provision pour risques et charges est constituée pour faire face à la charge future ou au risque créés au cours de l'exercice.
3- Méthodes de détermination des écarts de Conversion - Passif	Les écarts de conversion sont calculés d'après le taux de change à la date de clôture.
V- TRÉSORERIE	
NATURE	DESCRIPTION
1- Trésorerie - Actif	La trésorerie est comptabilisée à la date de son engagement. La société utilise le rapprochement bancaire pour rapprocher ses soldes comptables aux soldes bancaires.
2- Trésorerie - Passif	La trésorerie est comptabilisée à la date de son engagement. La société utilise le rapprochement bancaire pour rapprocher ses soldes comptables aux soldes bancaires.
3- Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nominale brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

(*) Créances en souffrance sur la clientèle

A- Les créances en souffrance sur la clientèle sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation bancaire en vigueur. Les principales dispositions appliquées se résument comme suit: souffrances sont, selon le degré de risque, classées en créances préjudiciables, douteuses ou compromises. Les créances en souffrances sont, après déduction des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur, provisionnées à hauteur de:
20% pour les créances préjudiciables;
50% pour les créances douteuses;
100% pour les créances compromises.

Les provisions affectées relatives aux risques crédits sont déduites des postes d'actif concernés.

B- Dès que le déclassement des créances en souffrance, les intérêts sur créances ne sont plus décomptés et comptabilisés, ils sont constatés en produits à leur encaissement.

C- Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées lorsque les chances de récupération des créances en souffrance sont jugées nulles.

D- Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont constatées lorsque les créances en souffrances ont connus une évolution favorable: remboursement effectifs (total ou partiel) de la créance ou une restructuration de la créance avec un remboursement partiel de la créance.

Aux Actionnaires de la société

Wafasalaf S.A.

72 Angle Bd Abdelmoumen et Rue Ram Allah
Casablanca

**RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2023**

Opinion

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la société WAFASALAF S.A., qui comprennent le bilan au 31 décembre 2023, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC). Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de KMAD 2.498.456 dont un bénéfice net de KMAD 263.306.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société WAFASALAF S.A. au 31 décembre 2023, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société WAFASALAF S.A conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'état des provisions B14 qui fait mention du contrôle de la CNSS dont fait l'objet la société.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

**RISQUE DE CREDIT ET PROVISIONNEMENT DES CRÉDITS À LA CLIENTELE ET DES
IMMOBILISATION DONNEES EN LOA**

Description du point clé de l'audit

Les crédits à la clientèle et les immobilisations données en LOA sont porteurs d'un risque de crédit qui expose Wafasalaf à une perte potentielle si les clients ou les contreparties s'avèrent incapables de faire face à leurs engagements financiers. Wafasalaf constitue des provisions destinées à couvrir ce risque.

Ces provisions sont déterminées en application des principes du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC) et notamment selon les dispositions de la circulaire 19/G/2002 de Bank Al Maghrib relative à la classification des créances et à leur couverture par les provisions.

L'évaluation des provisions en couverture des créances requiert de :

- Classer les encours de créances en créances saines et créances en souffrance.
- Evaluer le montant des provisions en fonction des différentes catégories de classification des créances.

Les informations concernant les règles de classification et de provisionnement des créances sont présentées dans l'état « PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES »,

Au 31 décembre 2023, les créances à la clientèle nettes et les immobilisations données en LOA nettes s'élèvent respectivement à MMAD 9.740 et MMAD 7.296. Le montant total des provisions constituées selon les règles de la circulaire 19/G/2002 de Bank-Al-Maghrib s'élève à MMAD 2.166.

Nous avons considéré que l'appréciation du risque de crédit relatif aux créances sur la clientèle et aux immobilisations données en LOA ainsi que l'évaluation des provisions y afférentes constituaient un point clé de l'audit, ces éléments présentant des montants significatifs et faisant appel pour certains aspects au jugement et aux estimations de la direction.

Notre approche d'audit

Nous avons pris connaissance du dispositif de contrôle interne de Wafasalaf et examiné les contrôles clés relatifs à la classification des créances et à l'évaluation des provisions y afférentes.

Sur les aspects de classification et de provisionnement des créances, nos travaux d'audit ont notamment consisté à :

- étudier la conformité au PCEC et notamment à la circulaire 19/G/2002 de Bank Al Maghrib des principes mis en œuvre par la société ; en termes de règles de déclassement et de provisionnement ;
- prendre connaissance et apprécier la démarche retenue pour l'estimation de la provision prospective constituée en anticipation de pertes attendues liées aux impacts de la crise Covid-19 ;
- vérifier le calcul des provisions pour créances en souffrance en application des règles mises en place.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états de synthèse

La Direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états de synthèse, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation des états de synthèse exempts d'anomalies significatives, que celle-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états de synthèse, c'est à la Direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la Direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la Gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse, y compris les informations fournies dans l'ETIC, et apprécions si les états de synthèse représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la Gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la sincérité et de la concordance, des informations données dans le rapport de gestion du Directoire destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Casablanca, le 18 avril 2024

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG

Abdeslam BERRADA ALLAM
Associé

FIDAROC GRANT THORNTON

Faïçal MEKOUAR
Associé

Rapport spécial des commissaires aux Comptes



37, Bd Abdellatif Ben Kaddour
20 050, Casablanca
Maroc



7, Boulevard Driss Slaoui
20160 Casablanca
Maroc

Aux Actionnaires de la société
Wafasalaf S.A.
72 Angle Bd Abdelmoumen et Rue Ram Allah
Casablanca

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2023

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées conformément aux dispositions des articles 95 à 97 de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée par la loi 20-05 et son décret d'application et la loi 78-12.

Il nous appartient de vous présenter les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisées par le Président du Conseil de surveillance ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé, ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon la loi ci-dessus, de vous prononcer sur leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard des normes de la profession au Maroc. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été communiquées avec les documents de base dont elles sont issues.

1. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE 2023

1.1. Convention de partenariat commerciale entre Wafasalaf et Société Ivoirienne de Banque (SIB) - (convention écrite)

Personnes concernées : Attijariwafa Bank est actionnaire commun de Wafasalaf et SIB.

Nature et objet de la convention : Cet avenant à la convention conclue en date du 18 mai 2016 a pour objet l'accompagnement de la SIB dans l'industrialisation du crédit à la consommation.

Date de conclusion : 30 mai 2023.

Modalités de rémunérations :

En contrepartie de sa prestation d'accompagnement, SIB verse à Wafasalaf des honoraires à hauteur de 800 Euros par jour. Per diem : compris entre 220 et 300 Euros selon le profil de l'intervenant.

Montant comptabilisé en produit au titre de l'exercice 2023 : KMAD 1.103 (H.T.)

Montant encaissé au cours de l'exercice 2023 : Néant

Cet avenant a été autorisé par le conseil de surveillance en date du 20 septembre 2023.

1.2. Convention de partenariat commerciale entre Wafasalaf et Attijari Bank Tunisie (ABT) – (convention écrite en cours de signature)

Personnes concernées : Attijariwafa Bank est actionnaire commun de Wafasalaf et ABT.

Nature et objet de la convention : Cette convention a pour objet l'accompagnement d'ABT dans l'industrialisation du crédit à la consommation.

Les périmètres d'intervention de WAFASALAF sont comme suit :

- Processus de recouvrement et traitement de risque et de prévention de risque.
- Les conditions de rémunération.

Date de conclusion : convention en cours de signature

Modalités de rémunérations :

En contrepartie de sa prestation d'accompagnement, ABT verse à Wafasalaf des honoraires à hauteur de 800 Euros par jour. Per diem : compris entre 220 et 300 Euros selon le profil de l'intervenant.

Montant comptabilisé en produit au titre de l'exercice 2023 : Néant

Montant encaissé au cours de l'exercice 2023 : Néant

Cette convention a été autorisée par le conseil de surveillance en date du 20 septembre 2023

2. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DES EXERCICES ANTERIEURS ET DONT L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE 2022

2.1. Convention de partenariat commercial entre Wafasalaf et Wafacash

Personnes concernées : Attijariwafa Bank est actionnaire commun de Wafacash et Wafasalaf.

Nature et objet de la convention : Cette convention a pour objet de commercialiser les produits de financement de Wafasalaf notamment le prêt personnel à travers le réseau de Wafacash.

Date de conclusion : 19 septembre 2019

Modalités de rémunérations : En contrepartie de sa prestation de gestion, Wafasalaf verse à Wafacash une rémunération fixe de 2.5% HT du montant financé net hors complément de crédit.

Montant comptabilisé en charge au titre de l'exercice 2023 : KMAD 2.625 (H.T.)

Montant décaissé au cours de l'exercice 2023 : KMAD 3.005 (T.T.C)

2.2. Convention de gestion de l'activité de crédit entre Wafasalaf et Bank Assafa

Personnes concernées : Attijariwafa Bank est actionnaire commun de Bank Assafa et Wafasalaf.

Nature et objet de la convention :

Cette convention a pour objet de définir les modalités de la rémunération financière relative à la prestation globale de gestion, pour le compte de Bank Assafa, concernant le produit « Mourabaha ».

Date de conclusion : 1^{er} novembre 2019 avec prise d'effet de manière rétroactive à compter du 1er avril 2018.

Modalités de rémunérations :

La rémunération relative à cette convention est effectuée sur la base :

- D'une commission de prestation de 0.5% HT des encours.
- D'une charge ponctuelle (un cout exprimé en J/H) relative à la mise en place du projet.

Montant comptabilisé en produit au titre de l'exercice 2023 : KMAD 66 (H.T.)

Montant encaissé au cours de l'exercice 2023 : KMAD 69 (T.T.C).

2.3. Contrat relatif à la mise en place d'un programme d'opérations de titrisation entre Wafasalaf et Attijari titrisation.

Personnes concernées : Attijariwafa Bank est actionnaire commun de Wafasalaf et Attijari titrisation.

Nature et objet de la convention : Cette convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le recouvreur (Wafasalaf) assurera la gestion et le recouvrement des créances cédées pour le compte du compartiment (fonds de titrisation Salaf Invest) et sous le contrôle de la société de gestion (Attijari titrisation).

Date de conclusion : 26 novembre 2018

Modalités de rémunérations :

En contrepartie de sa prestation de gestion, Wafasalaf percevra d'Attijari Titrisation une rémunération fixe de 0.01% du montant des créances cédées en début de période d'encaissement.

Montant comptabilisé en produit au titre de l'exercice 2023 : KMAD 75 (H.T.)

Montant encaissé au cours de l'exercice 2023 : KMAD 68 (T.T.C)

2.4. Convention de gestion de l'activité de crédit à la consommation entre Wafasalaf et Attijariwafa Bank

Personnes concernées : Attijariwafa Bank en tant qu'actionnaire dans la société Wafasalaf.

Nature et objet de la convention :

Cette convention a pour objet de définir les modalités de la rémunération financière relative à la prestation globale de gestion, pour le compte d'Attijariwafa Bank, concernant les produits «Crédit Express», « Izdihar » et « Mizane ».

Elle comprend la détermination des composantes de la rémunération, les modalités de calcul de l'ensemble des composantes, les objectifs fixés au titre de ces composantes et des exemples de calcul de la rémunération.

Date de conclusion : 30 décembre 2015

Modalités de rémunérations : La rémunération est composée d'un coût de gestion et d'une rémunération de la performance :

- Le coût de gestion facturé avec une marge de 25%;

- La rémunération de la performance de Wafasalaf couvre les domaines suivants :
 - Performance commerciale: Elle est formalisée par un Taux de Réalisation de l'Objectif de production commerciale (TRO);
 - Performance du risque: correspond à la maîtrise du coût du risque, matérialisé par la Variation du coût du risque réalisé par rapport au coût du risque cible.

Montant comptabilisé en produit au titre de l'exercice 2023 : KMAD 100.781 (H.T.)

Montant encaissé au cours de l'exercice 2023 : KMAD 119.204 (T.T.C)

2.5. Convention de location de locaux entre Wafasalaf et Attijariwafa Bank

Personnes concernées : Attijariwafa Bank en tant qu'actionnaire dans la société Wafasalaf.

Nature et objet de la convention : Il s'agit des contrats de location de 8 agences conclus entre Attijariwafa Bank et Wafasalaf.

En MAD

Agence	Localisation	Date de conclusion	Loyers facturés En 2023	Montants	Délais de paiement
				Décaissés	
Agence Mohamed V	1 Avenue Hassane II, Casablanca	01/11/1990	239 580	239 580	le 1er du mois
Agence MAANI	183, Avenue Hassane II, Casablanca	01/06/1993	609 651.24	609 651.24	le 1er du mois
Agence MARRAKECH 2	Marrakech	01/06/2004	48 000	48 000	le 1er du mois
Agence KENITRA 2	1 rue Haj Omar Riffi, Kénitra	01/12/2008	175 692	175 692	le 1er du mois
Agence TETOUAN	Angle Bv Al OuroubaetYacoub El Mansour	29/06/2008	70 276.80	70 276.80	le 1er du mois
Agence RABAT RYAD	Rabat	01/02/2007	483 153	483 153	le 1er du mois
Agence SAFI	5, rue de la Mame, Safi	07/09/2009	39 930	39 930	le 1er du mois
Agence LAAYOUNE	BvChahid BOUCHRAYA, place Dcheim	20/01/2011	175 692	175 692	le 1er du mois
TOTAL			1 849 961.04	1 849 961.04	

Montant comptabilisé en charge au titre de l'exercice 2023 : KMAD 1.850.

Montant décaissé au cours de l'exercice 2023 : KMAD 1.850.

2.6. Convention de location de locaux entre Wafasalaf et Wafa Assurance

Personnes concernées : Attijariwafa Bank est actionnaire commun de Wafa Assurance et Wafasalaf.

Nature et objet de la convention : Il s'agit des contrats de location conclus entre WAFA ASSURANCE et WAFASALAF pour la location d'un ensemble de locaux à usage de bureaux :

Agence	Localisation	date de conclusion	loyer HT	Montants décaissés	Délai de paiement
Siege	72, Angle Rue Ram Allah et BD Abdelmoumen	13/09/2010	14.546.699	17 456 038	Avant le 10 de chaque mois
Agence Tanger TFZ	Zone franche de Tanger	21/06/2013	174 543	206 135	Avant le 10 de chaque mois

Montant comptabilisé en charge au titre de l'exercice 2023 : KMAD 14.721.

Montant décaissé au cours de l'exercice 2023 : KMAD 206.

2.7. Convention de location de locaux entre Wafasalaf et Wafacash

Personnes concernées : Attijariwafa Bank est actionnaire commun de Wafacash et Wafasalaf.

Nature et objet de la convention : Il s'agit d'un contrat de bail pour la location d'une agence à Nador :

Local	Localisation	Date de	Loyer TTCfacturé en 2023	Montants	Délais de paiement
		Conclusion		Décaissés	
Agence Nador	90, Bv Ibn Tachfine	27/10/2011	104 700	104 700	Le 1er du mois

Montant comptabilisé en charge au titre de l'exercice 2023 : KMAD 105.

Montant décaissé au cours de l'exercice 2023 : KMAD 105.

2.8. Convention de location d'un local entre Wafasalaf et Wafa Immobilier

Personnes concernées : Attijariwafa Bank est actionnaire commun de Wafa Immobilier et Wafasalaf.

Nature et objet de la convention : Il s'agit d'un contrat de bail pour une location à Larache.

Date de conclusion : 1^{er} août 2010

Montant comptabilisé en charge au titre de l'exercice 2023 : KMAD 60.

Montant décaissé au cours de l'exercice 2023 : Néant.

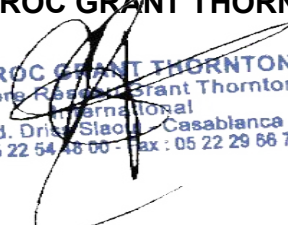
Casablanca, le 18 avril 2024

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG


Abdeslam BERRADA ALLAM
 Associé

FIDAROC GRANT THORNTON


Faïçal MEKOUAR
 Associé



État des honoraires des Commissaires aux Comptes

ÉTAT DES HONORAIRES VERSÉS AUX CONTRÔLEURS DE COMPTES

en MAD	Ernst & Young						FIDAROC					
	Montant/ année			Pourcentage/Année			Montant/ année			Pourcentage/Année		
	2023	2022	2021	2023	2022	2021	2023	2022	2021	2023	2022	2021
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	351 000	351 000	412 500	83%	96%	97%	280 000	280 000	341 500	85%	100%	100%
Filiales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissariat aux comptes	50 000	-	-	12%	-	-	50 000	-	-	15%	-	-
Filiales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous total	401 000	351 000	-	95%	96%	-	-	-	-	100%	100%	100%
Autres prestations rendues	20 000	13 000	13 000	5%	4%	3%	-	-	-	-	-	-
autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous total	20 000	13 000	13 000	5%	4%	3%	-	-	-	-	-	-
Total général	421 000	364 000	425 500	100%	100%	100%	330 000	280 000	341 500	100%	100%	100%



وفاسلاف
Wafasalaf
ديمامعاك



72, Angle Rue Ram Allah et
Bd Abdelmoumen Casablanca - Maroc
Tél. : 0522 545 100
Fax : 0522 273 535

www.wafasalaf.ma

